

2022ko Urtarrila / Abendua
Janvier / Décembre 2022

DOSSIER – AZTERKETA INNOVER POUR SE LOGER – BIZITEGIA : BIDE BERRIA

© Agence Photomobile

EUSKAL SELEKZIOA : EAJ-PNB au centre du jeu

DÉVELOPPEMENT D'EAJ-PNB : création d'un 6^e groupe local

GROUPE POLITIQUE : Elgarrekin Herriarentzat

ASSOCIATIONS ÉCOLOGIE ET ÉCONOMIE



_LEMA»

**Journal d'opinion et
d'information citoyenne /**

**Herritarren informazio eta
iritzi kazeta**

Adresse postale / Helbidea :

EAJ-PNB

25 rue Thiers karrika

64100 Bayonne / Baiona

Tél. : 05 59 46 15 34

www.eaj-pnb.eus

Directeur de la publication /

Agerkariaren zuzendaria :

Jean Tellechea

Mise en page et design graphique /

Orriaren konponketa eta grafismoa :

Izar Design

Abonnement / Harpidetza :

contact@eaj-pnb.eus

3

SAR HITZA / ÉDITO

EAJ-PNBren garapena eraikiz

5

EUSKAL SELEKZIOA

EAJ-PNB, au centre du jeu

8

KITZIK

Basque, le sport est ?

9

ALDERDIAREN BIZIA

Herri Biltzar Lapurdi Barnekalde : création du 6e groupe local

12

HAUTETSIK / ELU/ES

Elgarrekin Herriarentzat : pour une Communauté Pays Basque renforcée parce que décentralisée

15

HANDIK / ECHOS DU SUD

Mémoire démocratique

19

HISTORIA

Quand l'Espagne condamne le bombardement de Gernika

22

EUROPA

EAJ-PNB soutient l'Ukraine, avec les partis frères européens

24

BIZITEGIA / LOGEMENT

Bizitegia : bide berria – Innover pour se loger

35

ANAIEN BERRI/ CAP AU SUD

Donostia, et si on parlait cinéma

38

HISTORIA

Beloke eraikitzen

ENERGIA

- Modèle EAJ-PNB : associations économie et écologie
- Mathieu Membrède : « pas de logements qui laissent les pauvres dans leur condition de pauvres »

48

KULTURA

Hôpital Saint Blaise : une mairie souletine construit son avenir sur son riche patrimoine

50

ALDERDIAREN BIZIA

- EAJ-PNB : construire la patrie basque dans l'union fraternelle
- EAJ-PNB prend position

58



EAJ-PNBren garapena eraikiz

— EAJ-PNB se développe avec un 6^e groupe local

Fait marquant de ces derniers mois, EAJ-PNB a créé un 6^e groupe local, un Herri Biltzar en Lapurdi barnekalde ou Labourd intérieur. Alors que nombre de partis français subissent, au fil des années, un affaiblissement de leur maillage territorial et de leur force militante, EAJ-PNB réussit à développer un nouveau groupe dans une zone où se concentrent les grands défis de demain. De Kanbo, à Hasparren, en passant par Ustaritz, Halsou ou Espelette, comment combiner vie agricole, afflux et accueil de population nouvelle, susciter une activité économique productive et créer une cohésion culturelle et sociale entre ces populations ? Comment éviter le piège de « zones dorts » dévitalisées, pour construire une zone vivante revitalisée ? Or chacune de ces questions ne se traite pas depuis des sièges confortables de la Haute administration parisienne. Elles se régleront sur place avec les acteurs et les personnes qui vivent ces difficultés ou portent des projets. Gérer localement le foncier pour répondre à ces questions, réfléchir à des logements dans l'habitat déjà existant,

pour éviter une artificialisation excessive, défendre en priorité les projets économiques et agricoles sur du foncier à vocation économique, ...

— Une nouvelle offre politique

Voilà pourquoi, contrairement aux schémas de fonctionnement centralisés qui caractérisent aussi les organisations politiques, EAJ-PNB propose une offre nouvelle fondée sur « faisons par et pour les habitants du territoire ». Notre réflexion ne porte pas uniquement sur un modèle social pour le Pays Basque, mais vise l'ensemble des thèmes qui touchent les habitants du Pays Basque et en l'occurrence ceux du Labourd intérieur.

Voilà pourquoi des nouveaux Alderdikide et Alderdizale, adhérents et sympathisants, né/es en Pays Basque ou venus de Normandie et d'autres contrées en France, professionnels dans l'agriculture, la santé, le social ou dans le monde entrepreneurial, élus locaux ou acteurs associatifs nous ont rejoints, ces dernières semaines. L'Herri Biltzar Lapurdi barnekalde vient de naître en Mai dernier. Comme vous le lirez, il a réalisé ses premiers pas, lors d'un meeting à

Ustaritz, en juillet dernier. Mathieu Membrède, entrepreneur prometteur et élu local en assure la présidence et incarne une nouvelle génération engagée pour son territoire. L'Herri Biltzar Lapurdi barnekalde s'est naturellement donné pour priorité de réfléchir à l'aménagement du territoire et donc à la question épineuse de la gestion du foncier. Toute personne intéressée est la bienvenue.

— Une attractivité renforcée

L'exemple du groupe créé en Lapurdi barnekalde, nous donne l'ambition de poursuivre notre implantation locale, avec un projet en gestation pour un 7e Herri Biltzar.

Ces derniers mois et ces dernières semaines, le développement d'EAJ-PNB se caractérise également par l'attraction inédite en nombre de nouveaux Alderdikide et Alderdizale, la réussite de différentes initiatives : Aberri Eguna, voyage en Hegoalde, développement de nos réseaux sociaux, prises de position courageuses...

— Un projet sur le logement

Mais une organisation politique est d'abord jugée à la qualité de ses analyses et de ses propositions. A l'issue d'une réflexion interne de plusieurs mois, associant la grande majorité des acteurs principaux de cette thématique en Ipar Euskadi (que je tiens à remercier ici), EAJ-PNB s'est doté d'un projet sur la thématique si sensible du logement. Ce sujet est au cœur de ce numéro. Bonne lecture !

Elkartasunez eta lanean arizanez, segi dezagun gure influentzia hedatzen



Peio Etxeleku
Président régional d'EAJ

Urte berri on denei !



EAJ-PNB, au centre du jeu



EAJ-PNB est un parti de gouvernement soucieux des questions du quotidien. Mais notre mouvement, fondateur de l'abertzalisme (patriotisme) demeure à l'avant-garde de la reconnaissance nationale du Pays Basque. Le 25 Octobre dernier, la première porte ouverte à des sélections basques, montre que la voie du dialogue est possible. EAJ-PNB commente cette bonne nouvelle pour tous les fans de sport qui aspirent à applaudir des équipes basques.

– EAJ-PNBk erabaki historiko bat lortzen du

Miarritzen Euskal Pilotaren Munduko Txapelketaren momento honetan, Madrilén, Diputatuen Kongresuko EAJ-PNBren talde parlamentarioak euskal selekzioen ofizializazioan urrats erabakigarria eman berri du, pilotan eta surfean bereziki.

EAJ-PNBko legebiltzar talde honek kirolaren legearen emendakin bat aurkeztu du, batzordean onartua, federazio autonomikoen nazioarteko aitortpenerako. Kirolak «lotura historiko eta sozial handia izan behar du dagokion lurraldean». Bigarren kasua: federazio autonomikoa “Espainiako federazioa eraiki baino lehen nazioarteko federazio baten parte” izan zen. Pilota, gure herriaren kirol historiko eta nazionala da. Euskal Surf Federazioak bigarren baldintza betetzen du.

Lehen urrats garrantzitsu hau Espainiako sozialistekin lortutako akordio baten emaitza da, bi alderdien arteko lankidetzaren baitan, Madrilén. Euskal selekzioen aldeko ekimen ainitzen ondotik, EAJ-PNBk negoziazioaren bide instituzionala baieztatzen du. Iraunkortasuna, anbizioa eta pisu politikoa behar dira hastapenean ados ez direnak bazkide bihurtzeko.



Joseba Agirretxea, diputatu jeltzalea, euskal selekzioen aldeko lege berriaren sustatzaile nagusia – Joseba Agirretxea, le député jeltzale, promoteur de la loi sur les sélections basques

EAJ-PNBk espero du euskal selekzioek etorkizun hurbilean Ipar Euskadiko kirolariei ere zabaltzea.

EAJ-PNBk kirol guztietan euskal selekzioen defentsan jarraituko du.

EAJ-PNBk lehen urrats garrantzitsu bat eman du euskal selekzioen ofizializazioan. Lehena baina ziur ez azkena.

Goza dezagun oraingo urratsa, pentsatuz hurrengo Mundialetetan, euskal selekzioko trikolorezko atorra, berde-zuri-gorria, jantziko duten pilotari horiei!

– EAJ-PNB obtient une décision historique

Au moment où les Mondiaux de pelote basque se déroulent, à Biarritz, le groupe parlementaire d'EAJ-PNB au Congrès des députés, à Madrid vient de lancer une démarche décisive dans l'officialisation de sélections basques, en particulier, dans la pelote et le surf.

Ce groupe parlementaire d'EAJ-PNB a déposé un amendement à la loi sur le sport, accepté en commission, pour la reconnaissance internationale de fédérations autonomiques. Le sport doit avoir « un fort lien historique et social » dans le territoire concerné. Second cas : la fédération autonome aurait fait partie « d'une fédération internationale avant la constitution de la fédération espagnole correspondante ». La pelote est évidemment le sport historique et national du Pays Basque. La fédération basque de surf remplit pour sa part, la deuxième condition.

Ce premier pas important est le fruit d'un accord arraché aux socialistes espagnols, dans le cadre du partenariat entre les deux partis, à Madrid. A la suite de multiples initiatives en faveur des sélections basques, EAJ-PNB confirme la voie institutionnelle de la négociation. Elle exige per-

sévérance, ambition et poids politique pour convaincre des partenaires au départ réticents.

EAJ-PNB espère que les sélections basques, concerneront également dans un futur proche, les sportives et sportifs du Pays Basque nord.

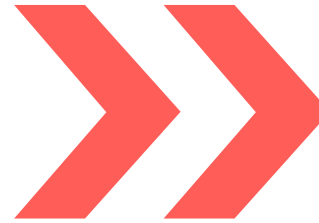
EAJ-PNB continuera à défendre des sélections basques pour l'ensemble des disciplines sportives.

EAJ-PNB a réalisé un premier pas important dans l'officialisation des sélections basques. Le premier pas et certainement pas le dernier.

Profitons du moment présent, pour penser à ces pilotarisk qui lors des prochains Mondiaux, arboreront le maillot tricolore, vert-blanc-rouge de la sélection basque !



Beñat Oteiza



Pilota eta Surf kirolak euskal selektzio ofizial baten bidean
La pelote et le surf cheminent vers une sélection basque officielle



Euskal selekzioen alde lan egitea : Kongresu eta Senaturako hautagai jeltzaleen hauteskunde engaiamendua
Œuvrer pour les sélections basques : un engagement électoral des candidats jeltzale, au Parlement espagnol

Basque, le sport est ?



A l'heure où certains nous préparent une révolution au niveau de la pelote (on ne dira plus pelote basque, mais pelote tout court, c'est plus chic, non ?), une poignée de députés basques d'EAJ-PNB a arraché la reconnaissance de sélections basques dans le sport. De cette négociation serrée avec les socialistes au pouvoir à Madrid, et après quelques tactes, le foot a été exclu de cette reconnaissance. Et puis d'abord, les basques savent-ils jouer au foot, hein ? Par contre, pour la pelote, difficile de dire le contraire. Mais il a quand même fallu trouver quelques arguties juridiques. Alors, puisque la pelote est un sport traditionnel de la région d'Euskadi, elle pourra avoir sa sélection propre. Ce sera pareil pour le jet de glands de chênes lièges en Castille ou le lancer de tomates dans le pays valencien. Ah, qu'elles auront belle allure ces délégations !

Pour le surf, qui lui aussi pourrait passer la digue du parlement espagnol, il a fallu un peu gratter le sable pour trouver une autre excuse. Et celle là, est imparable, elle est historique : l'ancienneté !

Puisque la création de la fédération basque de surf est antérieure à

celle de l'Espagne, elle pourra avoir sa délégation dans les compétitions internationales.

On précisera que cet accord politique EAJ-PNB/ PSOE devra encore franchir pas mal de haies avant d'avoir une traduction concrète dans le monde sportif.

En attendant, on pourra toujours supporter les équipes officielles de foot, de Gibraltar, des îles Féroé ou de l'Irlande du Nord, qui comme tout le monde le sait, sont des pays indépendants...



Développement d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord

Herri Biltzar Lapurdi barnekalde : création du 6^e groupe local



EAJ-PNB a pour priorité de se développer en Pays Basque nord. Cela passe par un maillage territorial plus important.

Les Herri Biltzars, le maillon central

Lors d'une conférence de presse organisée à Kanbo, le 29 Juin dernier, Peio Etxeleku, élu de la commune, référent du pôle Errobi de la Communauté Pays Basque et président d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord a insisté sur « 3 raisons » à l'origine de cette initiative. Tout d'abord, les Herri Biltzars ou groupes locaux sont le maillon central d'EAJ-PNB. Là où se débat et se décide l'essentiel. « Chez nous, le pouvoir est ascendant, de bas-en haut. Il y a actuellement 5 Herri Biltzar, à Hendaia, Bidasoa, St Jean de Luz, Ipar Lapurdi et en Basse-Navarre-Soule ». Un 6e groupe se crée en Labourd intérieur.

Il est certain qu'en Labourd intérieur, nombre de communes de Sare, Ascain, en passant par Kanbo, Ustaritz, St Pée sur Nivelle ou Hasparren, jusqu'à Mouguerre ou Urt, ont des questions différentes de celles du littoral ou du Pays Basque intérieur.

Peio Etxeleku, décrit « une zone en tension, à la croisée des chemins. Ce fut une zone très agricole et bascophone. Nous concentrons ici le plus grand nombre d'AOP. Avec la tension immobilière sur le littoral, beaucoup de personnes s'installent ici. Nous faisons face à un défi démographique. Nous devons éviter que le Labourd intérieur ne devienne une zone dortoir et soit au contraire une zone de vie économique ».





Xabi Castanchoa, Muriel Tollet eta Martine Damois, 3 alderdikide berrien lekukotasunak – Témoignages de 3 nouveaux Alderdikide : Xabi Castanchoa, Muriel Tollet et Martine Damois



– Construire un projet avec les forces vives

Peio Exeleku insiste sur la particularité du nouveau groupe. « Nous réunissons des élus locaux, des responsables de la société civile. Ils nous aideront à concevoir avec les forces vives du territoire, un projet constructif et ambitieux pour le Labourd intérieur ».

– Le meeting de lancement de l’Herri Biltzar, à Ustaritz

EAJ-PNB a célébré cet Herri Biltzar Lapurdi barnekalde, le 05 Juillet dernier, à Ustaritz, au quartier Herauritz, en présence d’Andoni Ortuzar, le président national d’EAJ-PNB et le témoignage de nouveaux militants, parmi eux des élus locaux.

DIRECTION LOCALE HERRI BILTZAR LAPURDI BARNEKALDE



Mathieu Membrède
Président



Muriel Tollet
Secrétaire



Xabi Castanchoa
Trésorier

Elgarrekin Herriarentzat : pour une Communauté Pays Basque renforcée parce que décentralisée.

Le groupe politique Elgarrekin Herriarentzat, Amassas Entau Pais, Ensemble pour le Pays Basque, au sein de la Communauté Pays Basque, a rendu public sa création, lors d'une conférence de presse, le 30 Novembre dernier, à Bayonne. Peio Etxeleku, le président régional d'EAJ-PNB en est un des principaux leaders.

Un groupe pour jouer les premiers rôles

Evacuons d'entrée la question posée par les médias : est-ce le groupe politique d'EAJ-PNB ? Nous confirmons les interventions des divers représentants de ce groupe. La réponse est non. Il est effectivement composé d'une majorité d'élus et d'élues locaux sans étiquette partisane et d'une minorité de responsables politiques encartés, dont les 5 élus d'EAJ-PNB. Cela correspond à la photographie générale des conseillers communautaires, dans leur majorité, indépendants de tout parti politique.

D'entrée, 44 membres composent aujourd'hui le groupe Elgarrekin Herriarentzat. Les 10 pôles territoriaux et plus d'un quart des communes du Pays Basque y sont représentés. Notons dans leur rang, la présence de 36 maires, 2 conseillers départementaux. Sans compter la trentaine de sympathisants supplémentaires, il s'agit du premier groupe en effectif de la Communauté Pays Basque qui est donc amené à y jouer un rôle de premier plan. Un second, Bil Gaiten, proche de la Gauche Abertzale est également connu à ce jour avec 28 membres.

Pourquoi les 5 Conseillers communautaires d'EAJ-PNB sont membres de ce groupe politique ?

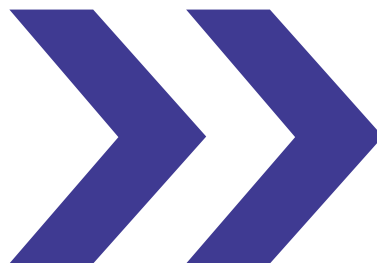
La présence de nos élus communautaires n'est pas le fait du hasard. La charte des valeurs, véritable socle politique qui unit ce groupe est compatible avec nos valeurs basque, démocrate et fédéraliste : un appui explicite à la Communauté Pays Basque et aux deux langues dites régionales, l'exigence d'un modèle plus participatif, plus décentralisé, basé sur les communes, leurs citoyens et fondé sur la subsidiarité. Notre propre mode de fonctionnement interne répond à l'exigence d'une décentralisation, ancrée dans une tradition basque bien vivante.

Espérons que cette nouvelle initiative redonne des lettres de noblesse au terme politique, tant vilipendé aujourd'hui, en agissant pour l'intérêt collectif de notre territoire. L'esprit consensuel des Biltzars serait ainsi bien vivant.



Les 5 élus conseillers communautaires d'EAJ-PNB, membres d'Elgarrekin Herriarentzat

Beñat ARRABIT, maire de St Martin d'Arrossa/Arrosa
Manu BAKERO, Saint Jean de Luz/Donibane Lohizune
Daniel DARASPE, Berrogain Laruns
Alain DUBOIS, maire de Macaye/Makea
Peio ETXELEKU, Cambo-les-Bains/Kanbo



Voici la liste des 44 Conseillers communautaires, membres d'Elgarrekin Herriarentzat

Arnaud ABBADIE, Amorots-Succos (Amikuze), maire/auzapeza
Alexandre BORDES, Arancou (Pays de Bidache), maire/auzapeza
Christine ERDOZAINCY-ETCHART, Arhansus (Iholdi Oztibarre), maire/auzapeza
Christian GUILLEMIN, Arraute-Charritte (Amikuze), maire/auzapeza
Emmanuelle DALLET, Bassussarry (Errobi)
Michel LAHORGUE, Bassussarry (Errobi), maire et conseiller communautaire adjoint
Gabriel BELLEAU, Béhasque-Lapiste (Amikuze), maire/auzapeza
Paxkal NEGUELOUART, Béhorleguy (Garazi-Baigorri), maire/auzapeza
Daniel DARASPE, Berrogain Laruns (Xiberua)
Guillaume BARUCQ, Biarritz (Côte Basque Adour)
Michel ETCHEVERRY, Bonloc (Pays d'Hasparren), maire/auzapeza
Eric ITHURRALDE, Bunus (Iholdi Oztibarre), maire/auzapeza
Bruno JAURIBERRY, Bussunarits-Sarrasquette (Garazi Baigorri), maire/auzapeza
Peio ETXELEKU, Cambo-les-Bains (Errobi)
Sauveur URRUTIAGUER, Domezain-Berraute (Amikuze), maire/auzapeza
Bernard CASABONNE, Etxarry (Amikuze), maire/auzapeza
Gérard BIDEgain, Garris (Amikuze), maire/auzapeza
Marie Pierre BURRE CASSOU, Guéthary (Sud Pays Basque, maire/auzapeza
Philippe MASSE, Halsou (Errobi), maire/auzapeza
Anne-Marie NADAUD, Hélette (Pays d'Hasparren)
Jean-Louis ETCHART, Ilharre (Amikuze), maire/auzapeza
Xavier LACOSTE, Irissarry (Iholdi Oztibarre), maire/auzapeza

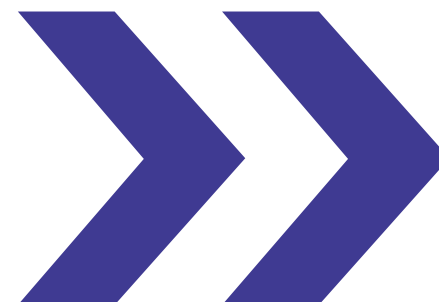
Marc LABEGUERIE, Jatxou (Errobi), maire/auzapeza
François DAGORRET, La Bastide Clairence (Pays d'Hasparren), maire/auzapeza
Jean-François ANGLADE, Labets-Biscay (Amikuze), maire/auzapeza
Patrick ETCHEGARAY, Lantabat (Iholdi Oztibarre), maire/auzapeza
Ximun ACCOCEBERRY, Larrau (Xiberua)
Laurence SAMANOS, Larressore (Errobi), maire/auzapeza
Michel IDIART, Lasse (Garazi Baigorri), maire/auzapeza
Jean Pierre HARRIET, Louhossoa (Errobi), maire/auzapeza et Conseiller départemental
Alain DUBOIS, Macaye (Pays d'Hasparren), maire/auzapeza
Hervé DAMESTOY, Mendionde (Pays d'Hasparren), maire/auzapeza
Pascal DANTIACQ, Orègue (Amikuze), maire/auzapeza
Jean-Marc BONZOM, Orsanco (Amikuze), maire/auzapeza
Manuel DE LARA, Saint Jean de Luz (Sud Pays Basque)
Manu BAKERO, Saint Jean de Luz (Sud Pays Basque)
Régine LARRANDA, Saint-Esteben (Pays d'Hasparren), maire/auzapeza
Pierre EYHERABIDE, Saint-Jean-le-Vieux (Garazi Baigorri), maire/auzapeza
André LARRALDE, Saint-Just-Ibarre (Iholdi Oztibarre), maire/auzapeza
Beñat ARRABIT, Saint-Martin-d'Arrossa (Garazi Baigorri), maire/auzapeza
Thierry SANSBERRO, Souraïde (Errobi), maire/auzapeza
Laurent INCHAUSPE, St Jean Pied de Port (Garazi Baigorri), maire/auzapeza
Claire DUTARET-BORDAGARAY, Uhart-Cize (Garazi Baigorri), maire/auzapeza
Marc SAINT-ESTEVEN, Villefranque (Nive Adour), maire/auzapeza et Conseiller départemental

Charte de Valeurs du groupe politique Elgarrekin Herriarentzat

1. Nous sommes des hommes et des femmes de sensibilités différentes attachés à ce territoire et à l'institution qui le représente. A ce titre, nous souhaitons renouveler la vie politique de notre Communauté Pays Basque.
2. Nous réaffirmons notre volonté de voir l'organisation politique et administrative de notre communauté respecter nos communes et nos territoires :
 - a. L'histoire et les spécificités des territoires historiques qui la composent,
 - b. Une structure interne décentralisée qui applique le principe de subsidiarité,
 - c. Des processus de décision démocratiques, garantissant la libre expression et la primauté des élus du territoire dans la préparation et l'adoption des décisions,
 - d. Des processus de décision et d'exécution opérationnelle les plus décentralisés possibles, garantissant des traitements adaptés et différenciés conformes aux attentes des composantes de la Communauté et contribuant à l'équité de traitement entre les territoires.
3. Nous nous engageons à mettre nos différentes sensibilités avant tout, au service du territoire Pays Basque et des communes qui le constituent. Nous agissons au nom de l'intérêt général, en faveur de la population et des acteurs du territoire.
4. Nous voulons une Communauté motrice en matière de solidarité et de réduction des inégalités territoriales dont souffre le Pays Basque nord.
5. Nous souhaitons des politiques publiques de la Communauté construites à l'aune de quatre principes directeurs : Solidarité et Équité, Sobriété, Efficience et Agilité.
6. Nous faisons des démarches d'écoute, d'ouverture et de bienveillance le socle de notre action.
7. Nous sommes attachés à la sauvegarde et au développement de nos deux langues régionales, dans leurs zones d'influence historiques et respectives, car elles sont les composantes fondamentales de notre identité.



Elgarrekin Herriarentzat taldearen aurkezpena, Azazoaren 30eko prentsaurrekoan
Présentation du groupe Elgarrekin Herriarentzat, lors de la conférence de presse du 30 Novembre dernier





MEMOIRE DEMOCRATIQUE

Qui est Aintzane Ezenarro ?

Originnaire de Getaria, diplômée en sociologie, issue de l'Université du Pays Basque, elle s'ouvrit au journalisme avant de s'impliquer en politique au sein du parti abertzale Aralar, de 2001 à 2012. Elle avait fait ses premières classes dans le « mouvement social pour le dialogue » Elkarri (1992-2006), lequel présent en Euskadi et Navarre, promouvait une issue négociée au conflit basque. En 2013, elle fit son entrée au sein du Secrétariat « Paix et vivre-ensemble » du gouvernement basque, avant de prendre la direction de Gogora deux ans plus tard. Basée à Bilbao, cet

institut se livre à la vulgarisation et à la recherche, au contact avec le public par le biais d'expositions et d'hommages aux innombrables familles ayant perdu des proches. Elle s'est ainsi penchée sur le sort des milliers de victimes de la guerre civile, fusillés et disparus de 1936 à 1945. Un travail qui rime aussi avec exhumations et déportations de Basques (1940-1945) vers les camps de déportation du 3^e Reich. Gogora a produit des documents extrêmement documentés sur ces questions.



— AINTZANE EZENARRO : replonger dans le passé et forger l'avenir

Vous avez été membre du Parlement basque de 2005 à 2012, à quoi vous consacrez-vous aujourd'hui ?

En 2011, ETA annonçait la fin définitive de sa lutte armée. La nouvelle très attendue causa une grande joie. A l'époque, j'étais parlementaire d'Aralar (élue au Parlement autonome de Vitoria-Gasteiz). Aralar était un parti (1) qui comme le Parti socialiste d'Euskadi (PSE), Izquierda Unida (Gauche Unie) et le parti nationaliste basque (EAJ PNV), pensait qu'il nous fallait générer une vision critique du passé. Nous devions nous pencher sur notre passé et nous projeter dans une vision d'avenir. Nous étions conscients du fait que l'élaboration d'une Mémoire démocratique était nécessaire et que la mise en place d'une institution dédiée à la construction d'une mémoire partagée en vue d'un vivre-ensemble démocratique, était indispensable.

Nous avons derrière nous une Transition issue de la dictature franquiste qui n'avait pas soldé le passé. L'amnistie générale de 1977 (2) n'avait pas permis de résoudre le conflit basque. En 2011, la Démocratie avait à peine plus d'une quarantaine d'années. Les nouvelles générations doivent être conscientes que le travail de mémoire confié à l'institut Gogora, était une nécessité éprouvée par les familles, par la population et la société toute entière, alors que les victimes, elles, gisaient sous terre. La situation au Pays Basque était telle qu'il n'était pas possible de tourner la page, sans plus...

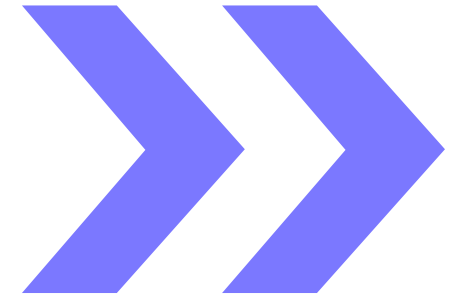
Quel a été le rôle du Parlement basque afin de promouvoir la construction de cette mémoire démocratique ?

Le Parlement basque adopta un texte « en faveur de la paix et du vivre-ensemble » en mars 2012. Il mettait en exergue la nécessité de mise en œuvre d'un véritable travail de re-

cherche, d'un recueil de témoignages multiples relatifs à la guerre civile espagnole et plus près de nous, à la période liée à la violence d'ETA dès le début des années 70. Un travail qui concernait également quelques autres groupes, eux aussi impliqués dans l'action violente. L'objectif ultime consistait à construire ce que nous appelons aussi une « mémoire critique ».

Vous vous êtes retrouvée à la direction de Gogora en juin 2015, institut dont le nom basque signifie Mémoire, créé à l'initiative du gouvernement basque...

Oui. Il s'agit d'un organe à part entière, dépendant du gouvernement d'Euskadi, des institutions basques et d'Eudel qui regroupe les communes de Biscaye, Alava et Gipuzkoa. Au sein de Gogora, sont représentées les institutions basques de même que l'administration basque et la société civile d'Euskadi...C'est le lieu où sont coordonnées les politiques mémorielles déployées dans la communauté autonome. Lorsque l'on pose un regard ré-



trospectif sur notre passé, chacun a tendance à voir les choses d'un point de vue que je dirais autobiographique. Il ne sert à rien de dire « j'étais du bon côté ». Il me semble à cet égard que Bildu (3) a du mal à reconnaître sa propre responsabilité. Il ne suffit pas de se tourner vers le Parti Populaire, il faut être sincère.

Gogora fonctionne sur la base du respect dû aux droits humains ?

Nous fonctionnons aussi sur la base du respect de la pluralité, aussi nécessaire que celui des droits humains lesquels doivent être notre phare à tous. Nous avons des difficultés à penser que nous pourrions être ou que nous pourrions avoir été la victime. Chacun doit se mettre à la place des victimes et appeler les choses par leur nom ! Les droits humains sont constamment remis en question. J'ajouterais que le Pays Basque a vécu un XXe siècle où la violence a été une constante. Nous avons trop longtemps vécu alors que la vie humaine était relativisée. L'époque actuelle (4) est une exception dans notre histoire récente. Les propos tenus par les victimes ne sauraient être remis en question. Le chemin de l'autocritique, lui, est difficile. Reste que si nous ne pouvons pas changer le passé, nous pouvons par contre changer le futur...

Gogora porte un regard fixé sur l'horizon ?

Oui en effet. Nous nous partageons entre les deux mémoires, celles de la guerre civile et la période d'ETA et du GAL. C'est ainsi que le 27 mars 2022 devait être marqué par un hommage rendu au cimetière de Derio, en souvenir des quelque 2 000 personnes fusillées par le franquisme, en Pays Basque, durant la période 1936-1947. Je précise qu'il n'y a pas de recensement officiel en Espagne et que nous allons dans un second temps, répertorier tous les noms de personnes qui furent emprisonnées lors de la guerre au Pays Basque.

Quel accueil vous réservent les plus jeunes ?

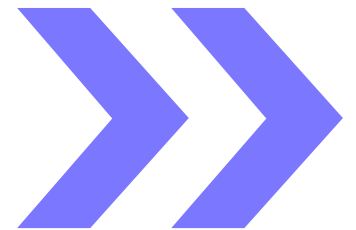
Evoquer les années 80 avec eux, c'est revenir sur un passé qui leur paraît aussi lointain que si l'on évoquait la guerre d'Espagne. Gogora a engagé une expérience pilote dans certains centres scolaires. Bien sûr que les jeunes veulent qu'on leur raconte ! Ceux qui ont des difficultés ce n'est pas eux, c'est nous les adultes ! Il est par exemple impensable que dans les manuels scolaires, l'Histoire s'achève en 1920, à la dictature de Primo de Rivera. Il faut s'aider de vidéos, de textes faciles, il faut créer des espaces de dialogue et amener les jeunes à exprimer leurs opinions. En réalité, la distance dans le temps



est une aide. Ce débat notons-le, est présent dans l'Université basque. Faut-il rappeler que les jeunes seront les enseignants de demain ?

Que peut apporter un film tel que « Maixabel » sorti sur les écrans à l'automne 2021 en Pays Basque sud ?

Le cinéma peut effectivement être une façon de susciter une véritable réflexion, tout comme l'ensemble des médias. Tout film, c'est le cas de « Maixabel » (4), peut nourrir une réflexion. Il me semble, et c'est un problème, que nous ne nous sommes pas assez écoutés, que nous ne nous sommes pas suffisamment ouverts aux autres. Les processus de mémoire ne sont jamais ni tout blancs ni tout noirs. Nous devons passer de la case responsabilité à la case valeur éthique



afin d'éviter la récidive. Notre société n'a pas suffisamment la fibre démocratique. Mais je suis optimiste. Ce qu'il faut en somme, c'est poser les bases du futur. Les films, les séries et les livres resteront ! Il faut apprendre à parler du passé, semer, aider et convaincre sans donner l'impression que nous sommes les juges de l'Histoire. Nous ne sommes pas le tribunal de Nuremberg !



(1) Aralar, parti abertzale de centre gauche, opposé à la violence armée, dissout en décembre 2017

(2) Amnistie générale décrétée par Adolfo Suarez. Elle « effaçait » les crimes du franquisme, de même que les faits imputés aux opposants du franquisme jusqu'au 15 décembre 1976

(3) Bildu parti de la gauche indépendantiste basque, actuellement impliqué dans le processus de paix basque ouvert en 2011 par la Conférence internationale d'Aiete

(3) « Maixabel » renvoie à l'assassinat d'ETA commis à Tolosa le 29 juillet 2000, suivi en 2014, de la première rencontre « réparatrice », entre la veuve de la victime et l'un des auteurs de l'attentat, à la demande de ce dernier





Gernika eta Mariupol : atzo eta gaur, gerlax suntsitu dituen hiriak – Gernika et Mariupol : hier et aujourd'hui, deux villes détruites par la guerre

Quand l'Espagne condamne le bombardement de Gernika

Il aura fallu attendre 85 ans pour qu'un chef de gouvernement espagnol condamne le bombardement de Gernika. Pedro Sanchez aura été l'homme de la situation. Il a ainsi osé franchir les limites que ses prédécesseurs s'étaient imposés jusque-là, qu'ils appartiennent au PSOE ou au PP. Les deux grands partis jouant l'alternance en Espagne, avaient jusque-là préféré esquiver une problématique jugée trop gênante. Le déni aura donc été nourri au cours des huit dernières décennies ! A la tête d'un groupe PSOE dépourvu de majorité absolue au Congrès des députés, Pedro Sanchez a besoin pour gouverner de l'appui d'alliés ponctuels tels que le parti nationaliste basque (EAJ-PNV) et les nationalistes catalans.



La volteface de Pedro Sanchez était sans doute devenue incontournable du fait de la guerre d'Ukraine, déclarée le 24 février dernier par la Russie. On peut en tout cas le penser car la condamnation du gouvernement espagnol est intervenue peu après l'évocation par le président ukrainien lui-même, du nom de Gernika dans la liste de villes martyres reconnues comme telles de par le monde. Gernika comme Coventry en Grande Bretagne (première guerre mondiale), Dresde en Allemagne (deuxième guerre mondiale) ou Alep (guerre de Syrie) ... Et dernièrement Marioupol jusqu'ici pratiquement inconnue en Europe, désormais tristement célèbre

dans le monde entier. Il n'en reste rien ou presque. Tel avait été le sort funeste réservé à Gernika en ce 26 avril 1937, sous l'orage des bombardements de l'aviation allemande et de son alliée italienne. Le président Volodymyr Zelensky avait évoqué le drame de la ville (détruite à 80%), alors que le 5 avril dernier, il s'adressait par visio-conférence, aux parlementaires espagnols.

— Le Conseil des ministres a condamné

Le Conseil des ministres espagnol du 27 avril dernier, a été suivi d'un communiqué

condamnant le bombardement de Gernika et les souffrances imposées à sa population civile, sans aller toutefois jusqu'à exprimer une demande de pardon à la ville et à la société basque. Pas de pardon demandé, contrairement à ce que l'Allemagne avait fait en 1998 par la voix du chancelier allemand de l'époque. Faut-il rappeler que pendant plusieurs décennies, le régime franquiste avait toujours maintenu contre toute évidence, que la cité avait été « bombardée par les Rouges ».

Gernika fut un cas extrême (du fait notamment du symbole politique qu'elle représentait), mais elle ne resta pas un

cas isolé. D'autres localités basques ne furent pas épargnées. Telle qu'Otxandio (le 22 juillet 1936, 57 morts fauchés sur la place principale en pleines fêtes locales, par deux Breguet XIX qui s'étaient fait passer pour des avions de la République avant de lancer leurs engins de mort). Ou bien encore Elorrio (le 31 mars 1937, 13 morts victimes de l'aviation italienne). Il y eut aussi Durango à plus grande échelle : le 31 mars 1937, 336 victimes directes comptées, et pour la plupart enterrées dans des fosses communes.



Ukrainia eta Euskadi elgarrekin, Gernikako bonbardaketen biktimak ohoratzeko – l'Ukraine et Euskadi ensemble, pour honorer les victimes du bombardement de Gernika

— Une délégation ukrainienne à Gernika

85 ans plus tard, l'anniversaire de Gernika aura donc été célébré en présence d'une délégation ukrainienne, représentant notamment l'ambassade d'Ukraine à Madrid. Et autre première, par la présence d'un secrétaire d'Etat espagnol à la Mémoire historique, Fernando Martin Lopez. C'est en juillet 2021 que le gouvernement basque avait approuvé un projet de loi de Mémoire historique et démocratique d'Euskadi, à même d'apporter un cadre normatif aux actions menées depuis des années dans ce domaine. La recherche de la vérité n'est-elle pas considérée comme la meilleure garantie pour la reconnaissance de la justice et la non répétition des faits dé-

noncés ! Rechercher la vérité dans le passé pour forger un futur mieux consolidé. C'est bien l'objectif.

— Le travail de mémoire en cours

Alors que l'histoire se répète à une plus grande échelle encore, à 4 000 km d'Euskadi, le Pays Basque n'en n'a pas fini avec l'écriture de sa mémoire historique. C'est la tâche à laquelle s'est attelé l'institut Gogora, basé à Bilbao, créé par le gouvernement basque, dirigé par Aintzane Ezenarro, ex-élue du parti abertzale Aralar, issue du mouvement pacifiste Elkarri (Ensemble, 1992-2006). Créé à l'initiative de la société civile basque il promouvait le dialogue en vue d'une fin de conflit négociée. Rappelons que dans les années 90 tout un travail de mémoire avait été entrepris à Gernika, sous l'égide de l'association Gernika Gogoratuz, avec la collaboration de la commune et de l'association Bakeaz. Travail que prolonge Gogora, axé entre autres sur la re-

connaissance des victimes de la guerre civile et de la période franquiste.

Faut-il aussi rappeler que l'Espagne s'était dotée d'une première loi de Mémoire historique, votée sous la gouvernance du socialiste José Luis Rodriguez Zapatero en 2007, malgré l'opposition du Parti Populaire (PP), et avec l'aval d'EAJ-PNV comme des nationalistes catalans de CiU (Convergencia y Unio) et de la gauche unie (IU-ICV). Cette loi allait entre autres, permettre la disparition de dizaines de milliers de symboles franquistes, émaillant d'innombrables rues, places et façades dans toute l'Espagne.



Amikuztarra



—Europa»

EAJ-PNB
soutient l'Ukraine,
avec les partis frères europhiles



EAJ-PNB est membre du parti démocrate européen (PDE), parti europhile, à la pointe de la construction européenne. Lors de l'assemblée générale du 14 Octobre dernier, à Rome, cette formation européenne, a rappelé son soutien indéfectible à l'Ukraine. Voici la motion adoptée

– L’envahisseur russe

Le Parti Démocrate européen (PDE) réitère de la manière la plus formelle sa condamnation de l’invasion des troupes russes en Ukraine, au mépris de droit international, de la Charte des Nations Unies et des principes constitutifs de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE).

Le PDE dénonce la stratégie et les comportements des envahisseurs à l’égard de la population Ukrainienne : destruction massive et délibérée des bâtiments civils et des habitations, exécutions sommaires de citoyens désarmés, séquestrations et tortures, traitements inhumains et dégradants, et même l’enlèvement d’enfants.

– Des mascarades de référendum

Le PDE considère que la mascarade des soi-disant référendums de demande de rattachement à la Russie de quatre régions situées le long de la frontière orientale rend nécessaire et urgente la mise en œuvre de nouvelles sanctions renforcées (financières, économiques, industrielles, restrictions de la liberté de circulation, gel et saisie des avoirs) ; Le PDE salue, à cet égard, le huitième paquet de sanctions adopté par l’Union européenne.

– Un soutien militaire européen à renforcer

Le PDE est partisan d’un renforcement important et rapide du soutien militaire des pays européens à l’armée ukrainienne ; l’objectif est d’aider les forces ukrainiennes qui sont déjà à l’offensive en ce moment, à reconquérir le maximum de territoires annexés illégalement et frauduleusement par la Russie de Vladimir Poutine, avant que les troupes russes d’invasion soient renforcées par les 300 000 hommes recrutés dans le cadre de l’opération de mobilisation partielle, actuellement en cours.

– Manœuvres de déstabilisation

Le PDE souligne la nécessité de contrecarrer les manœuvres de la Russie de Vladimir Poutine visant à déstabiliser certains Etats européens et à diviser les Etats membres de l’UE en vue de les satelliser et de détruire la force d’attraction de l’Union. À cette fin, le PDE soutient la création d’une Communauté politique européenne, lancée par le Président Emmanuel Macron, pour resserrer les liens entre les Etats membres, les Etats déjà engagés dans les négociations d’adhésion et les autres Etats européens, qu’ils soient ou non désireux de déposer leur candidature à l’avenir. Ainsi peut être créée une Communauté européennes des démocraties qui pourront coopérer dans des domaines d’intérêt commun et réorganiser l’ar-

chitecture de stabilité et de sécurité continentale. Le PDE se félicite du succès de la première réunion qui s’est tenue à Prague le 6 octobre.

– Une communauté européenne politique

Le PDE considère qu’un des points à mettre à l’ordre du jour de cette Communauté politique serait de chercher un consensus des démocraties européennes et un appui international afin de poursuivre les auteurs responsables des crimes de guerre commis en Ukraine.



Amikuztarra



Erroman, EADren ordezkariak, horietan, Andoni Ortuzar, François Bayrou edo Mateo Renzi eta lehen planoan, Itxaso Atutxa, EBBko burukidea eta Izaskun Bilbao Barandica, eurodiputatu jeltzalea
Des représentants du PDE, à Rome, avec Andoni Ortuzar, François Bayrou ou Mateo Renzi. Au premier plan, Itxaso Atutxa, membre de notre direction nationale et Izaskun Bilbao Barandica, eurodéputée jeltzale



Bizitegia : bide berria – Innover pour se loger

EAJ-PNB souhaite proposer un projet novateur sur le thème hyper sensible du logement en Pays Basque nord. Dans les années 80, l'abertzalisme a construit des solutions à la question : trouver un emploi pour vivre en Pays Basque. Aujourd'hui, une 2e question se pose : trouver un logement pour vivre en Pays Basque, tant ce problème taraude nombre de jeunes et de moins jeunes.

Nombre d'acteurs locaux, au premier rang desquels la Communauté Pays Basque, cherchent des solutions à cette question. EAJ-PNB, conscient de la complexité du sujet, a élargi le débat à tous les acteurs concernés, sans restriction et sans tabous, aux élus, comme aux associations, aux promoteurs comme aux notaires... EAJ-PNB vous soumet à son tour des pistes et des solutions nouvelles, formulées en 12 propositions. Sinon, à quoi bon répéter et recycler les idées d'autres acteurs locaux.

EAJ-PNB ne croit pas à la résolution d'un problème aussi aigu par l'adoption de mesures ponctuelles, à législation constante, avec la gouvernance et les moyens actuels. Voici l'essentiel de notre projet global.

Trois priorités pour un objectif

La méthode : donner la parole, aussi à ceux qui ne l'ont pas

Notre stratégie, issue du diagnostic en 3 axes

- D'un marché libre à un marché maîtrisé
- Densifier et optimiser le parc de logements existants,
- Gouvernance : regrouper l'ensemble des acteurs du logement



1 projet 12 propositions

D'un marché libre à un marché maîtrisé :

- 1- Une taxe anti-spéculative
- 2 - Un organisme de régulation des prix
- 3 - 2/3 des logements collectifs produits sous maîtrise d'ouvrage publique

Densifier et optimiser le parc de logements existants, vides ou semi-vides

- 4- Inciter à la location à l'année : sécuriser les propriétaires, par une caution universelle des impayés
- 5- Maintien à vie des logements sociaux en accession à la propriété
- 6 - Limiter légalement le nombre de résidences secondaires, pour augmenter le nombre de résidences principales

7- Réoccupation des logements vacants en proposant aux propriétaires des solutions adaptées

8- Libérer des logements et proposer aux personnes seules un nouveau projet de vie dans un logement collectif

9- Encourager des porteurs d'initiatives, par des dispositifs avantageux adaptés

10- Faciliter l'installation des héritiers dans leur résidence familiale

Gouvernance : regrouper l'ensemble des acteurs du logement

11- Une cellule de crise ou Taskforce : réunir les acteurs publics pour traiter les urgences

12- Deux entités publiques à créer : Un Observatoire foncier et immobilier, sur la partie diagnostic et prospective, une Société immobilière, sur la partie opérationnelle

Le Statut de résidents : une usine à gaz séduisante mais une source potentielle de rejets



Trois priorités pour un objectif

Cette réflexion a pour but de :

- satisfaire au droit au logement de la population locale
- répondre aux besoins de l'économie et des entreprises privées et publiques locales, par l'attraction de personnes extérieures
- répondre à l'impératif d'un territoire durable : tensions sur les ressources locales : eau potable, biodiversité, saturation dans le transport, ...

Objectif : En une phrase, il s'agit de permettre à la population qui habite et souhaite habiter à l'année au Pays basque, d'accéder à des logements dignes

La méthode : donner la parole, aussi à ceux qui ne l'ont pas

Nos propositions sont l'aboutissement de plusieurs mois de réflexions, issues de rencontres avec des élus locaux, des militants associatifs et aussi avec des acteurs professionnels du secteur, peu ou jamais consultés sur la question. Un Lema Foroa, une journée d'écoute active a été organisée, le 11 Septembre 2021, avec 4 ateliers de réflexion. Plusieurs numéros de notre revue Lema ont relaté les expériences d'élus de terrain, de responsables associatifs novateurs. Nos militants et adhérents ont pris part à un séminaire, en Novembre 2021r, puis à un débat interne, en 2022, organisé dans chaque

groupe local ou Herri Biltzar. Au final, nos propositions sont le reflet du foisonnement d'initiatives individuelles et de réflexions de professionnels engagés.

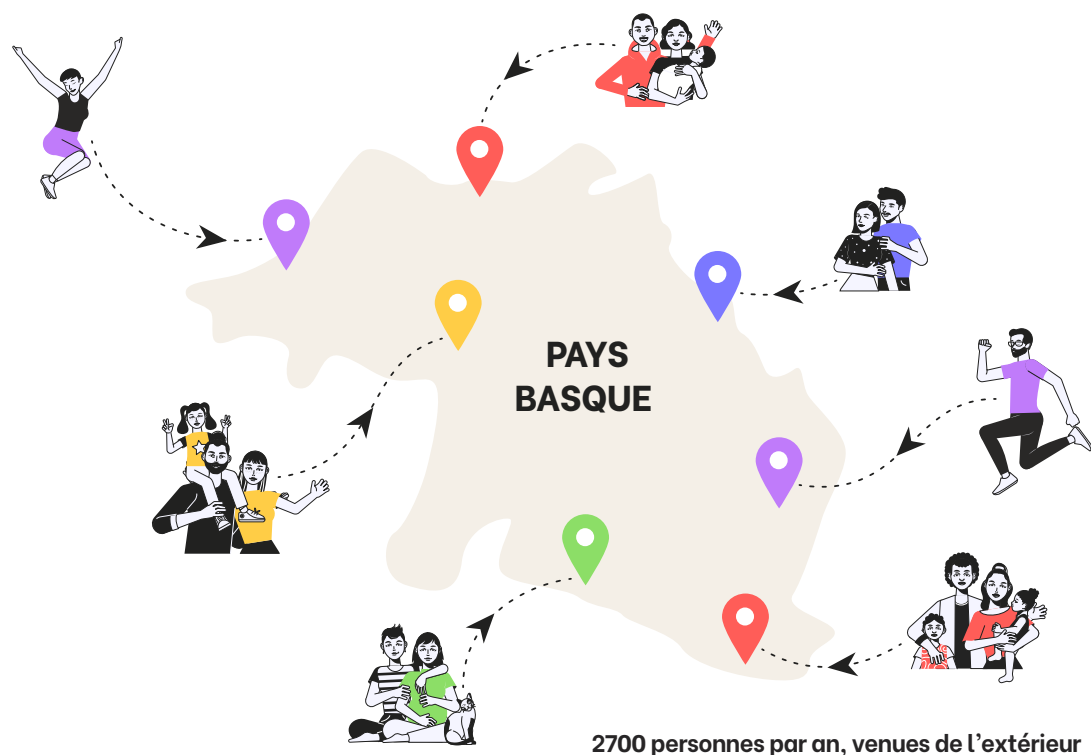
Diagnostic : réponse nécessaire à 2 préoccupations principales : le niveau prohibitif des prix et la difficulté à trouver des logements disponibles

- *Niveau prohibitif du prix* : avant la crise Covid qui a encore aggravé la situation, 70% des habitants du territoire étaient déjà exclus du marché de l'achat de logements, compte tenu de leur revenu ! (source Plan Local de l'Habitat ou PLH)

Les prix de la location ont également grimpé exagérément. Le marché du logement en Pays Basque est largement privé, 73% des logements produits (source PLH). Il est essentiellement porté par des acteurs privés, en particulier, les promoteurs immobiliers. EAJ-PNB n'est pas anti-libéral. Rappelons que le premier objectif d'un marché concurrentiel est de bénéficier à l'acheteur. Nous vivons une perversion du système, puisque le producteur capitaliste est le premier à tirer avantage de ce marché dérégulé. Les pouvoirs publics locaux doivent reprendre le contrôle du logement, pour corriger cette situation et permettre au besoin basique de se loger d'être satisfait.



7 personnes sur 10 sont exclues du marché immobilier



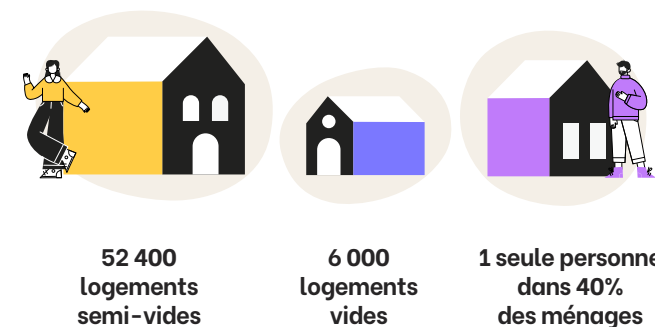
- *Difficulté à trouver des logements disponibles.* La production de logements est forte, environ 3000 par an. La tension s'explique par une demande accrue de logements, due à la forte attractivité spécifique du territoire et au desserrement continu des ménages, également d'actualité ailleurs. Lorsque par exemple, 2 personnes vivaient dans un appartement, aujourd'hui, chacune en occuperait un.

La forte attractivité : environ 2700 personnes venues de l'extérieur s'installent dans le territoire, chaque année. 70% d'entre elles sont constituées de ménages actifs venues

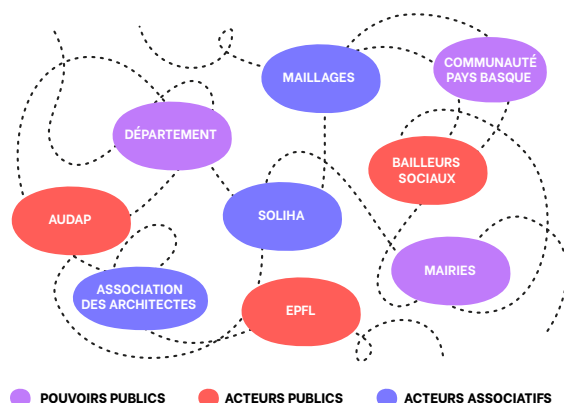
travailler et vivre, voire revivre ici (source PLH). Zone de vacances et de loisirs, l'attractivité saisonnière est très forte et alimente une spéculation, à l'origine de la flambée des prix. Conséquences : explosion du marché des locations de meublés de tourisme et des résidences secondaires. Cela a factuellement réduit le nombre de résidences principales disponibles.

Le desserrement des ménages : chaque année, entre 500 et 1000 logements environ sont nécessaires pour répondre à la demande d'habitants qui quittent un logement pour en chercher un autre (source PLH). Par exemple, des personnes séparées

ou divorcées de leur conjoint, des enfants qui quittent le foyer familial. La population locale est plus âgée que la moyenne, notamment, dans la proportion de ménages avec enfants en âge de quitter le foyer familial. Résultat : aujourd'hui, plus de 40% des ménages en Pays Basque sont composés d'une seule personne. Beaucoup de logements vides ou semi-vides. 6000 logements sont vides ou vacants. 52 400 logements seraient sous-peuplés uniquement dans 9 villes côtières (source Compas-2018), dont 56% concernent des ménages âgés. Le parc existant est donc mal optimisé.



Beaucoup d'espaces non-occupés



Acteurs du logement • Gouvernance éclatée

Une gouvernance éclatée. Le monde des acteurs du logement est très éclaté : pouvoirs publics : département, mairies, Communauté Pays Basque ; acteurs publics : bailleurs sociaux, AUDAP, EPFL ; acteurs associatifs, comme Soliha, Maillages ou l'association des architectes. Il est déficient dans certains domaines : manque de données de diagnostic, comme la typologie des propriétaires du Pays Basque, leurs motivations. Cet éclatement est source d'inefficacité, puisque les savoir-faire, les réflexions, les projets des uns et des autres ne se croisent pas. Des complémentarités se perdent.

Notre stratégie, issue du diagnostic en 3 axes

D'un marché libre à un marché maîtrisé : Mesures directes de limitation des prix, pour rendre le marché du logement plus accessible aux habitants et juguler la spéculation immobilière. Maîtrise publique de la production de logements.

Densifier et optimiser le parc de logements existants, vides ou semi-vides, avec 2 leviers :

- préserver et augmenter le stock de résidences principales et/ou sociales en stoppant leur fuite.
- coopérer directement avec les propriétaires passifs (ni vendeurs, ni bailleurs, ni rénovateurs) qui constituent la grande majorité des propriétaires.

A minima, 2/3 des logements produits doivent l'être sur le parc existant, pour respecter la trajectoire d'une artificialisation nette nulle et demeurer un territoire durable. Dans le même temps, baisse de l'offre globale du nombre de logements construits. Cela aura pour effet de limiter l'offre et les effets de l'attractivité.

Les nouvelles parcelles ouvertes à la construction doivent l'être sur des programmes hyper vertueux, sur l'artificialisation nette, l'empreinte carbone, la mixité sociale, ...

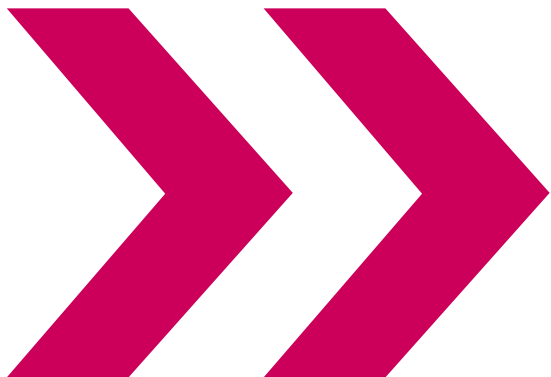


Gouvernance : regrouper l'ensemble des acteurs du logement

Un 3^e axe stratégique au service des 2 premiers.

Le passage à une maîtrise publique, avec un prix d'achat ou de location plus raisonnable doit profiter aux habitants du territoire et à leur droit à se loger et aux personnes actives extérieures. Idem dans la construction publique de logements.

La construction de logements priorisée sur le parc existant et très limitée sur de nouveaux terrains répond à l'impératif d'un territoire durable.

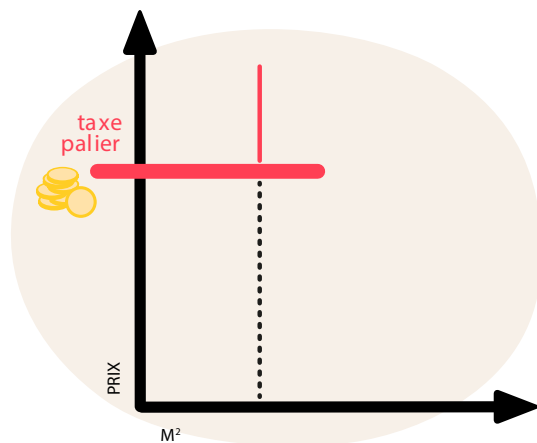


1 projet 12 propositions

D'un marché libre à un marché maîtrisé :

Des mesures directes de limitation des prix

Une mesure soutenue par EAJ-PNB doit entrer en vigueur : l'encadrement des loyers. Sa portée est limitée au marché de la location et son application effective reste à démontrer. A Paris, nombre de propriétaires n'appliquent pas cette mesure, sans être sanctionnés.



Taxe «palier» anti-spéculative

1 - Une taxe anti-spéculative

Cette taxe est payée par le vendeur d'un logement, à l'origine d'une opération spéculative. Elle est décrite comme une taxe « palier ». Le principe est simple : lorsqu'un prix de vente atteint un niveau de prix jugé spéculatif, une taxe sur l'ensemble du prix au m² y est appliquée. Elle doit être suffisamment élevée pour dissuader le vendeur de proposer une augmentation du prix compensatoire.

Ce mécanisme aurait à minima 2 avantages : une maîtrise des prix en-dessous du seuil soumis à la taxation, avec une application contrôlable par les notaires. Cette taxe concernera en priorité le marché le plus spéculatif, celui des résidences secondaires. Celles-ci deviendront à nouveau plus accessibles aux habitants du territoire, pour devenir ou redevenir des résidences principales.

Il n'a pas l'effet pervers de la taxe sur les plus-values qui incite à une augmentation des prix, pour compenser la taxe payée. Face à l'accusation de sur taxation, cette nouvelle mesure ne concerne le vendeur, que s'il atteint ou dépasse le prix palier. Sinon, il ne la paie pas.

Cette taxe sera reversée à la Communauté Pays Basque et servira à la production de logements, dans le territoire.

2 - Un organisme de régulation des prix

2^e piste : cet organisme agréé par l'Etat serait composé d'experts en habitat et foncier. Il réalise une évaluation du coût de construction et/ou de rénovation d'un bien immobilier, à partir d'une grille tarifaire. Il réglera les prix de vente ou de revente, en fonction de l'évaluation des coûts et non du prix du marché.

Les modalités d'application de cet organisme sont à préciser : périmètre des transactions concernées, type de régulation des prix, ...

Maîtrise publique de la production de logements

Un objectif plus volontariste que le PLH actuel doit être fixé et atteint.

3 - 2/3 des logements collectifs produits sous maîtrise d'ouvrage publique

Objectif : les 2/3 des logements collectifs doivent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique. Trop de programmes réalisent

un mixt entre logements sociaux et logements libres dans lesquels les promoteurs immobiliers réalisent leur plus-value. Il faudra privilégier le portage systématique par un bailleur social et réaliser a minima 50% de locatif social et 20% d'accession à la propriété. 30% des logements restants devront rester accessibles à la population locale. Ces programmes n'auront pas de but lucratif mais chercheront à être rentables. Pour cela, l'intervention de l'Etablissement Public Foncier Local et les dispositifs de bail réel solidaire seront mobilisés, pour gérer la partie foncière dont le coût est souvent très important.

L'Etat laissera aux acteurs publics locaux la possibilité d'adapter les normes, pour garantir des logements de qualité, en limitant les règles bloquantes et les surcoûts liés à des règles trop asphyxiantes.

Privilégier les programmes de logements collectifs en centre-ville ou en centre-bourg.

Densifier et optimiser le parc de logements existants, vides ou semi-vides

1^{er} levier : préserver et augmenter le stock de résidences principales et/ou sociales en stoppant leur fuite

Aujourd'hui, les mesures prises dans ce domaine concernent l'encadrement des meublés de tourisme, qui ces dernières années ont explosé avec les plateformes de location en ligne. Un système de compensation entrera en vigueur, en 2023 : un

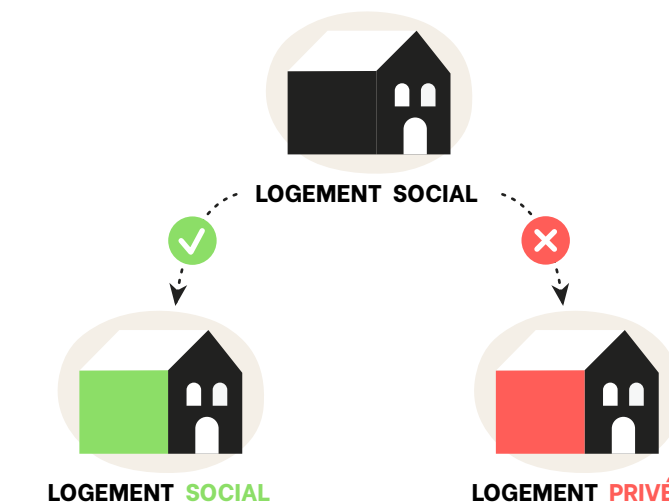
logement loué temporairement doit conduire à louer un autre logement à l'année. L'effet recherché est le retour de nombre de meublés dans la location à l'année. EAJ-PNB soutient le principe de cette mesure, mais alerte sur des risques à prendre en compte : mise en difficulté de propriétaires, dispositif de contrôle à mettre en place. Récemment, la fiscalité favorable aux locations temporaires a été révisée avec une diminution de l'abattement fiscal. EAJ-PNB défend également cette position.

4 - Inciter à la location à l'année : sécuriser les propriétaires, par une caution universelle des impayés

EAJ-PNB craint fortement que les propriétaires ne remettent leur logement à l'année si leur principale crainte est levée. Ce ne sera pas un mouvement automatique de retour à la location à l'année. Pour cela, la crainte des impayés de loyers doit être levée par une caution universelle assurée par les pouvoirs publics.

5 - Maintien à vie des logements sociaux en accession à la propriété

Il est inadmissible qu'un ménage ait bénéficié d'un achat de logement social à des conditions avantageuses et qu'après 10 ans de clause anti-spéculative, ce ménage revende leur logement sur le marché libre, en y réalisant une plus-value. Le stock de logement social est sans cesse à renouveler. Des bailleurs sociaux commencent à signer des contrats stipulant ce maintien à vie. EAJ-PNB est favorable à une législation nouvelle sur ce point, pour une garantie normative plus forte. La vente d'un logement social devra maintenir le caractère

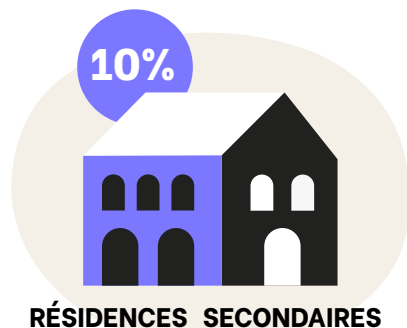


Maintien à vie d'un logement social

social de ce logement, aux conditions spécifiques qui y sont liées.

6 - Limiter légalement le nombre de résidences secondaires, pour augmenter le nombre de résidences principales

La loi Weber suisse nous sert d'exemple. Dans certaines zones, les Suisses limitent volontairement le nombre de résidences secondaires, en appliquant un taux de 10% de résidences secondaires. Ce taux s'applique également à



Limitier à 10% les résidences secondaires

volume constant du nombre de résidences. Cette mesure est en place depuis 2016 en Suisse et n'a pas provoqué d'effets pervers majeurs. Dans les zones qui sont au-dessus de ce taux, cela signifie que toute nouvelle construction ou transaction aura pour destination une résidence principale. Cela signifie que jusqu'à atteindre le taux de résidences secondaires souhaité :

- toute nouvelle construction sera destinée à la résidence principale
- les résidences principales revendues garderont leur caractère de résidences principales, alors qu'actuellement, beaucoup d'entre elles sont transformées en résidences secondaires, sur le marché secondaire
- les résidences secondaires revendues deviendront des résidences principales

EAJ-PNB demande l'expérimentation de cette mesure sur l'ensemble du Pays Basque nord.

2^e levier : coopérer directement avec les propriétaires ou des porteurs d'initiatives

Le rapport des pouvoirs publics avec les propriétaires de logements se résume surtout à des aides financières à la rénovation et des conseils prodigués par des structures parapubliques de type Soliha. Ces propriétaires actifs, à la recherche de subvention et de solutions de rénovation sont une minorité.

EAJ-PNB défend une pro-activité publique, la nécessité d'aller au-devant des propriétaires passifs : ni vendeurs, ni rénovateurs et parfois non bailleurs. Des maires de petits villages, en Soule ou dans la vallée des Aldudes mènent des actions de ce type pour réoccuper par exemple des maisons vacantes. Le nombre limité de cas dans leur commune peu peuplée leur permet d'agir plus aisément que leurs homologues de communes plus imposantes. Mais il s'agit avant tout d'une volonté politique et d'une organisation à mettre en place. Sinon, les acteurs privés continueront eux à être pro-actifs et à convaincre des propriétaires passifs souvent âgés de vendre leur logement.

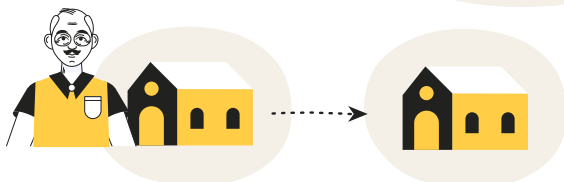
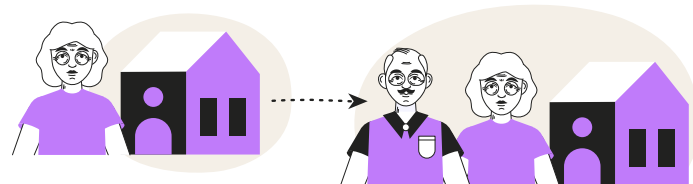
7 - Réoccupation des logements vacants en proposant aux propriétaires des solutions adaptées

Traitement au cas par cas : problèmes d'indivision, de craintes de mise en location, de manque de volonté pour entreprendre de la rénovation.

Solutions au cas par cas : concertation entre indivisaires, bail à réhabilitation peu intrusif : rénovation du logement par les pouvoirs publics qui deviennent bailleur et reverse une partie de la location au propriétaire. Ce type de baux existent déjà en Pays Basque nord, mais plus de moyens doivent leur être consacrés. Voir plus bas, la gouvernance. Sinon, achat par la Collectivité, puis mise en location ou revente locale.

8 - Libérer des logements et proposer aux personnes seules un nouveau projet de vie dans un logement collectif

Il s'agit d'agir en priorité sur les 40% de ménages d'une seule personne, pouvant souffrir d'isolement et de solitude et le plus souvent âgés. Ces projets collectifs, basés sur le consentement des personnes, peuvent être de deux types. Soit des personnes seules qui décident de vivre ensemble, dans le logement de leur choix. L'autre ou les autres logements auparavant occupés se libèrent de ce fait. En Pays Basque nord, une association comme Maillâges dispose d'un véritable savoir-faire dans ce domaine, même si elle agit sur le cas précis de jeunes souvent étudiants vivant avec des personnes âgées. 2e cas : des projets collectifs de personnes jusque-là seules qui décident de construire leur habitat en commun, de façon partagée. Un exemple de ce type est en phase de réalisation, à Bayonne.



**«Habitat partagé »
Projet de logement collectif pour libérer
des logements**

Les logements jusque-là occupés par ces personnes sont libérés au moment de leur entrée dans leur nouvel habitat collectif. Ces initiatives existent aujourd'hui à petite échelle. Elles peuvent servir de modèle pour d'autres projets bien plus nombreux.

**9- Encourager des porteurs d'initiatives, par des dispositifs
avantageux adaptés**

- Avantages aux entrepreneurs qui rénovent des logements, à destination de leurs salarié/es, saisonniers ou à temps plein,
- publicité pour augmenter le nombre de membres de l'association Etxalde qui permet à des occupants de devenir usufruitiers et qui retire les logements achetés de la vente, du fait de la nu-propriété de l'association.
- favoriser des réseaux d'échanges de logements entre occu-

pants, lorsque le logement d'un membre du réseau est plus adapté à ses besoins et réciproquement

- Expérimenter et booster le dispositif Mugi. Il s'agit de bungalows de bonne qualité permettant à des travailleurs saisonniers estivaux ou hivernaux de se loger correctement. Les mairies hébergent ces bungalows dans des terrains communaux.

**10 - Faciliter l'installation des héritiers dans leur résidence
familiale**

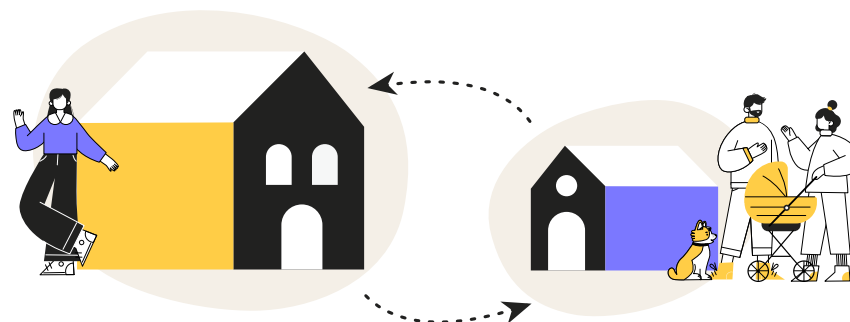
- Révision des droits de succession qui obligent des héritiers à vendre leur bien, faute de moyens suffisants pour payer ces droits. En contrepartie d'un non-paiement ou d'un allègement de ces droits, la vente du logement durant les 10 premières années conduirait au paiement par le vendeur d'une taxe progressivement plus faible au fil des années.

- Permettre à des héritiers non paysans d'habiter le logement habité, en cas de rénovation de parties destinées auparavant à l'activité agricole, lorsque celle-ci n'est pas menacée.

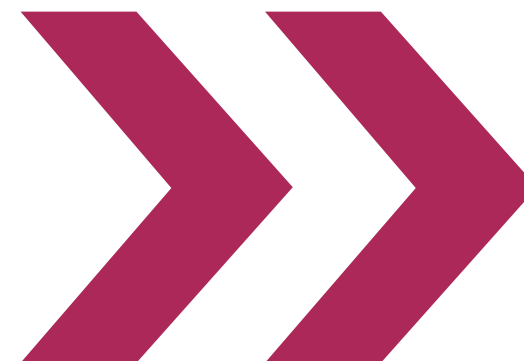
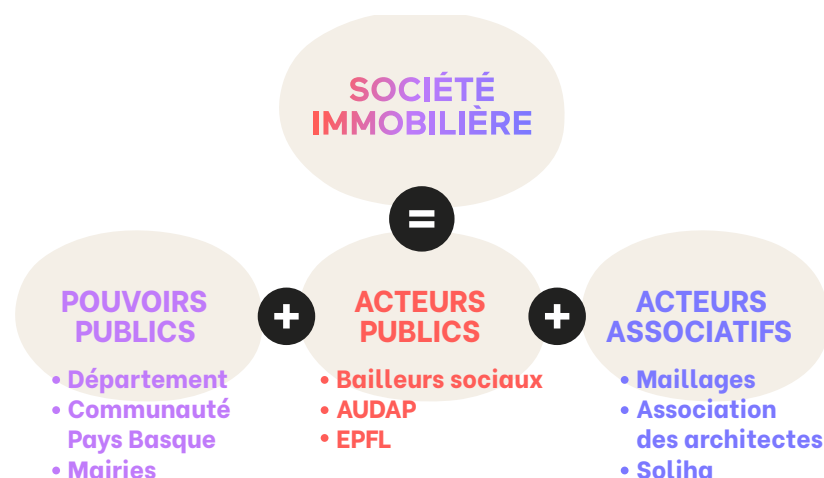
**Gouvernance : regrouper l'ensemble des acteurs
du logement**

**11 - Une cellule de crise ou Taskforce : réunir les acteurs
publics pour traiter les urgences**

Exemple : résoudre le problème des mal-logés : jeunes et étudiants précaires qui vivent dans des logements de fortune. Mobiliser tous les réseaux avec une capacité d'accueil pour trouver des solutions.



Réseau d'échanges de logements entre occupants



12 - Deux entités publiques à créer : Un Observatoire foncier et immobilier, sur la partie diagnostic et prospective, une Société immobilière, sur la partie opérationnelle

L'Observatoire foncier et immobilier s'appuiera sur l'AUDAP et l'EPFL, pour produire des analyses dans les secteurs défaillants, en actualiser d'autres, approfondir le champ de la prospective. Il s'appuiera sur le document réalisé par le PLH et les recherches de l'AUDAP, pour commencer son travail.

La Société immobilière, sous forme de SEM regrouperait les acteurs du secteur. Elle mettrait en place les actions citées précédemment :

- les opérations préalables à la production de logements : achat de biens fonciers et immobiliers, accompagnement des propriétaires, des occupants et des indivisaires, négocia-

tiations de bail à réhabilitation, utilisation du droit de préemption, ...

- les opérations de production de logements : rénovation, démolition-construction, construction de logements sur de nouvelles parcelles. Elle servirait de guichet unique pour l'ensemble des questions de logements concernant les citoyens du Pays Basque.
- l'animation d'une plateforme numérique destinée à : mettre en relation des personnes aux besoins complémentaires : besoin d'hébergement en urgence et libération temporaire de logements, personnes sur des projets divers : habitat participatif, colocation, regroupement de personnes seules, cohabitation seniors-jeunes, cohabitation seniors, locations saisonnières. Partages d'expériences sur ces différentes initiatives

- entrer en contact avec les propriétaires jusque-là passifs
- communiquer sur les études de l'entité prospective et les différentes actions et services de l'entité opérationnelle.

La mise en place des nouveaux dispositifs législatifs et fiscaux proposés seront l'objet d'une expérimentation portée par la Communauté Pays Basque, à l'échelle du territoire.

-



Le Statut de résidents : une usine à gaz séduisante mais une source potentielle de rejets

Le débat sur le statut de résidents est présent en Pays Basque nord et dans d'autres territoires. Il a également été l'objet d'un débat interne. La majorité des militants n'y sont pas favorables.

Le Statut de résidents consisterait à réserver aux habitants du Pays Basque nord, l'exclusivité des achats de logements du territoire. Pour cela, il faut y résider depuis un nombre d'années à définir. Compte tenu du nombre de personnes extérieures au territoire qui achètent des biens immobiliers, cela permettrait en principe aux habitants de disposer de plus de logements, de limiter la demande à sa part locale et donc de lutter contre la spéculation et permettre une baisse des prix. Cette logique d'ensemble peut paraître séduisante au premier abord.

Deux écueils majeurs :

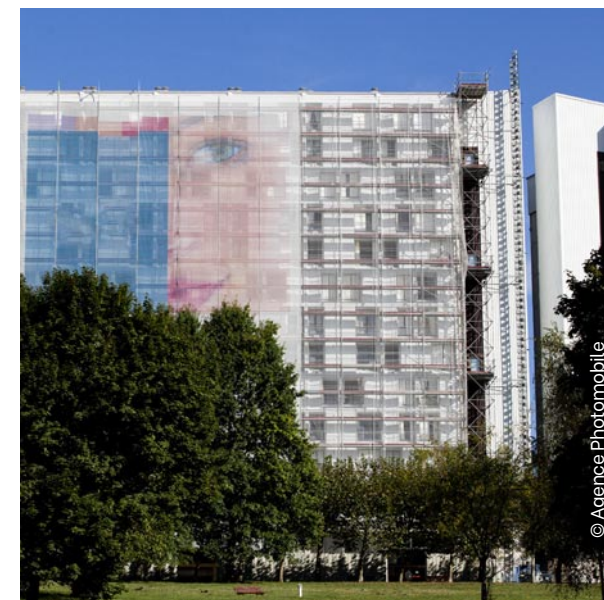
- un problème politique : la distinction entre locaux et personnes extérieures est source de conflit potentiel, même si cela n'est pas recherché au départ. Attention à ne pas réveiller des pulsions de rejet. Des questions comme le traitement du retour au pays de Basques « expatriés » sont délicates. L'écart risque de se creuser entre Basques d'origine et d'adoption qui auront des sensibilités différentes en la matière.
- un problème pratique : même en éludant la dimension politique de l'origine, des cas d'exceptions se poseront : Basques de retour au pays, Basques frontaliers en Béarn ou au Sud des Landes de retour sur le territoire, Basques du Sud attirés par Hendaye et les environs, ...

Le traitement des personnes extérieures créera une complication administrative sans effet substantiel : rappelons que 70% d'entre elles sont des actifs venant travailler et amener leur compétence, au Pays Basque. Elles seront contraintes de

louer des logements, durant x années, avant de devenir officiellement résidentes et pouvoir acheter un logement. Elles reporteront de x années leur achat avec au bout du compte, un marché toujours aussi tendu. L'effet réel sur le marché sera donc nul ou quasiment nul.

Ce Statut n'aura donc véritablement un effet que pour les personnes extérieures au territoire, achetant un bien en Pays basque, sans chercher à y vivre. Quelle est la proportion de spéculateurs dans ce cas de figure, combien de Basques qui anticipent leur retraite prochaine ?

La solution suisse de limitation des résidences secondaires nous paraît être plus efficace que le Statut de résidents. Elle maîtrisera le marché le plus spéculatif, celui de la résidence secondaire, qu'il s'agisse d'investisseurs extérieurs ou locaux.



Donostia, et si l'on parlait cinéma !

Et si l'on parlait cinéma ! Le Pays Basque est considéré comme l'une des régions les plus « fertiles » de la péninsule ibérique dans le domaine de la culture et du cinéma en particulier. Zinemaldia 2022 a eu lieu du 16 au 24 septembre. Cela a été la 70e édition de ce Festival international célèbre, rendez-vous de fin d'été qui transforme la capitale du Gipuzkoa en une ruche où les abeilles sont des têtes d'affiches du grand écran, auxquelles se mêlent des dizaines et dizaines de journalistes venus des quatre coins du monde.

Ce qui avait commencé par une initiative innovante en Pays Basque, de portée locale certes, mais néanmoins dotée d'ambition, orchestrée en 1953 par un groupe de commerçants désireux de renouveler l'image de la ville et de booster leurs vitrines, est devenu l'un des grands rendez-vous du cinéma international. Devant Saint-Sébastien, figurent cependant les manifestations festivières que font revivre chaque année Venise, Berlin, Cannes et Toronto. Mais la capitale du Gipuzkoa résiste !

— Le Kursaal centre opérationnel

Des milliers d'acteurs de techniciens, réalisateurs et autres, ont eu depuis le début des années 50, l'occasion d'arpenter le centre-ville de Donostia doté depuis 1999, de l'immense complexe moderne qu'est le Kursaal (il abrite le siège du festival), du théâtre Victoria Eugenia et de l'Hôtel Maria Cristina, 5 étoiles, vers lequel convergent les festivaliers invités. L'on a vu là, se succéder les noms les plus célèbres de la scène internationale, à la recherche d'un nouveau prix à recevoir (ou à décerner) ou bien, d'une



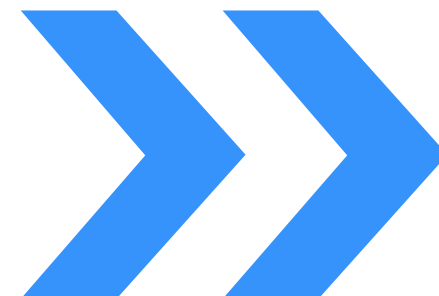
Juliette Binoche, ohoratua 2022an Zinemaldian - Juliette Binoche, honorée en 2022, au festival international du film de Donostia-Saint Sébastien

nouvelle édition de Zinemaldia à présider. Hitchcock, Orson Wells, Deborah Kerr, Audrey Hepburn, Bette Davis, Johnny Depp, Robert De Niro, Francis Ford Coppola, Pedro Almodovar, Woodie Allen, Meryl Streep, Antonio Banderas, Brad Pitt, Catherine Deneuve... Et combien d'autres !

Les éditions (2020-2021) eurent bien lieu, mais dans des formats quelque peu revus à la baisse.

— « Maixabel » en 2021

La dernière Concha de Oro a été décernée à Los Reyes del Mundo en 2022. La française Juliette Binoche a reçu le prix Donostia décerné à chaque festival. Notons qu'en 2021, le très émouvant film « Maixabel » évoquant la mort à l'été 1990, de l'ex-gouverneur civil du Gipuzkoa Juan Maria Jauregi, victime d'un commando d'ETA, avait obtenu le prix Irizar. Celui-ci récompense le meilleur long métrage basque du moment, présenté au festival en première mondiale.



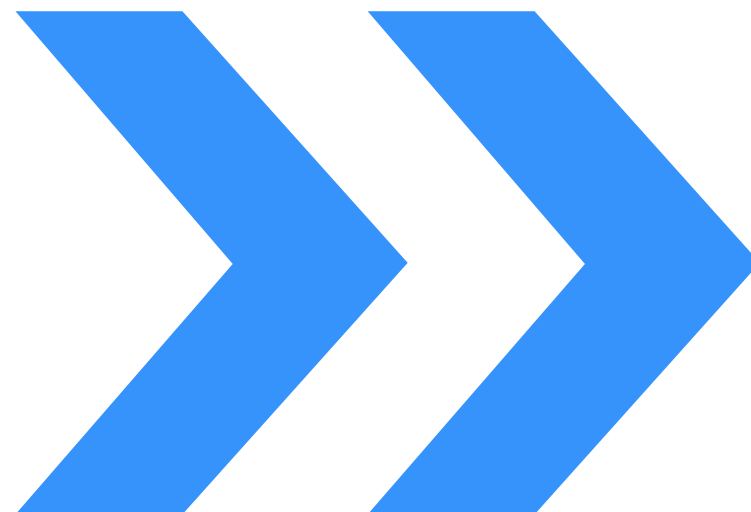
— Un cinéma basque inventif

Mais il n'y a pas que Saint-Sébastien à contribuer à l'industrie cinématographique du Pays Basque ! L'on soulignera que d'innombrables tournages ont lieu dans une ville comme Bilbao et dans sa région environnante. Tout comme dans une zone aussi impressionnante que les Bardenas navarraises, sans équivalent en Espagne. Le cinéma basque quant à lui, regorge de films évoquant des problématiques basques. L'existence du groupe télévisuel basque EITB a par ailleurs, largement contribué au soutien de cette activité. En 2022 près d'une dizaine de millions d'euros devraient être investis dans une dizaine de nouvelles productions.

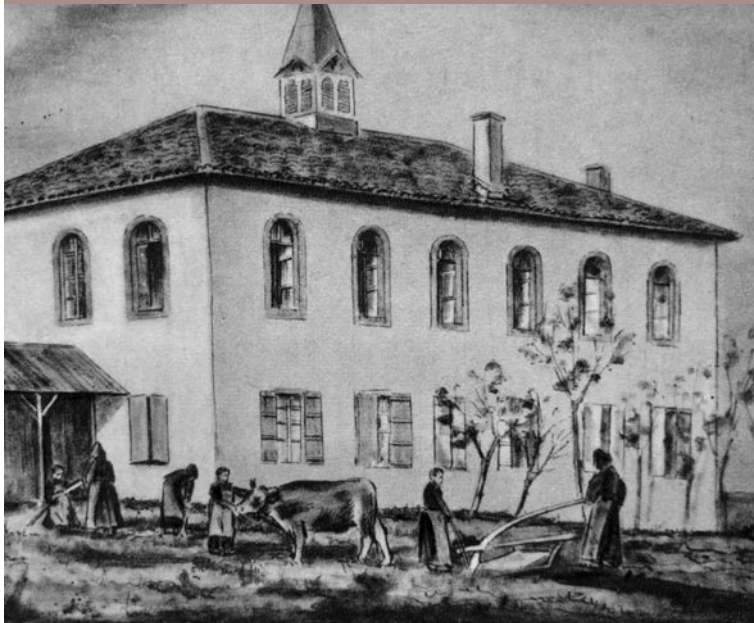
— Déjà vus sur les écrans...

Quelques titres : « Loreak » (réalisateurs, le duo Arregi-Garaño 2014), « La muerte de Mikel » (Imanol Uribe 1984), « Tiro en la cabeza » (Jaime Rosales, 2008), « Yoyes » (Helena Taberna) 2000), « La pelota vasca, la piel contra la pared » (Julio Medem, 2003), « Ocho apellidos vascos » Emilio Martinza Lazaro, 2014), « Errementari » (Paul Urkijo, 2017) , « Handia » (Arregi-Garaño 2017), « Subandila » (« Le lézard », Josu Martinez, 2020), Akelarre (Jorge

Aguerro, 2020)... Deux réalisations évoquant les vies du grand couturier Cristobal Balenciaga et du navigateur Juan Sebastian Elkano (tous deux originaires de Getaria), sont par ailleurs attendues cette année...



Kursaal jauregia, argitan – le palais des Congrès Kursaal accueille le festival international du film



Belokeko hastapenak – Les débuts de Belloc

Beloke eraikitzen

Joan den aldian Aldude Beraineko Louis Odilon Ardans utzi genuen Morvan aldean kokatua zen La Pierre Qui Vire (LPQV) monasterioan; 1875ean ginen; harekin batean bi apez: Bastre Senpertia eta Duperou Ziburutarra, Nobizio garaia eginik beneditano bilakatu zirenak. Baina juntatu zitzaizkien ere Lapeyre apeza eta Etcheverry laikoa.

— Leku egokia Bastidako gain horietan

Anartean Euskal Herrian Arbelbide Hazparneko misio-nesta eta Cyprien Caillaba Bastidarra ari ziren katzakan bastimendu bat eraiki nahiz Euskal Herrian. Arbelbidek diru zama pollita ukana zuen hortako eta Caillabak begistatu zuen Bastidako gain horietan, Ahurtiko lurretan, etxalde bat salgai. “Bel-loc”, Leku eder gaskoiz. Eta honi loturik 60 hektarea lur, ahanzi gabe erreka bazterrean bi eihera! Leku ezin egokiagoa: herritik aski bazter baina Baionatik ez hain urrun ere. Berehala obrak hasi zituzten fraileen errezebitzeko.

Baina ez zen aski. Baimen franko behar zituzten oraino. Baionako Apezpikuarena aski errexki erdietsi zuten,

baina Morvaneko LPQVrena? Ez zuten errex izan LPQVko buruzagiei beren xedearen argumentatzea. Onart ote zezaketen monasterio baten eraikitzea LPQVren babesean Euskal Herrian? Lehenik ezetz erantzun zuten, baina azkenean hauek ere ados izan ziren.

— Semenarioan elkarrekin egonak baitziren.

Hazparneko talde horri 1865ean juntatu zitzaion Bastre apeza, sortzez Senpertia, Ezpeletan bikario egona eta ondotik Larresoron irakasle. 32 urte zituen orduko. Elkarren artean sortu zitzaion “talde zerbaiten” abiatzeko ideia, Garikoitzen gisan. « Zerbait » hura ez

zuten biziki argia oraino: talde predikaria bai, baina ere otoitzean eta lanean ariko zena ... eta zergatik ez joan Argentinara hainbeste euskaldun zeuden lur haietara? Egun batez, Arbelbidek sekretu hau salatu zion Bastreri: diru zama pollita bazuela, obra baten diruztatzeke norbaitek emana. Baina zein obra ? ...

Eta horra non 1870ean Frantzia eta Prusiaren arteko gerla hasi zen. Jacques Duperou Ziburutar apez lagunarekin, Jean Bastre abiatu zen gerlara omonier gisa Frantziako ekialdean barna. Dakizuen bezala Napoleon III.k gerla galdu zuen instant batez. Morvan aldean zeudela armadaren erdian, Bastre eta Duperou joan ziren eraiki berria zen La Pierre qui vire izeneko monasterio beneditanoaren bisitatzera. Eta orduan zuten pentsatu: « To, gure delako obra hura, ez ote litzateke Euskal Herrian guk ere beneditano etxe eta anaidi baten sortzea? »

— Etxe sartzea

Eta hola zen sortu 1875eko irailaren 1ean Belokeko frailetxea. Orduko kazetetan kontatu zuten zernahi jende bildu zela egun hartan. Bastidako elizatik partitu zen prozesioa Belokeraino. Lehenak kasko hartara arribaturik, azkenak Bastidatik ez zirela oraino ateraiak! 5000 pertsona bederen.

Zeremonia kartsu hark LAPQVtik etorri buruzagiak inpresionatu zituen: “Ontsa egin dugu frailetxe hau hemen eraikitzea onartzea. Bokazio frankoren mentura dugu eta horiek guziak guretako ere ontsa dira » ziotela beren baitan.

Hastapenak nekeak izan ziren. Etxea tarrapatan egina, murruak doi bat ahulak, barneak doi doia

bururatuak, ez zen aisetasun handirik. Ohe gisa lastozko etzangiak. Jatekoa xuhur, negu latza iragan zuten, baina ez zutena berek hautatua hola bizitzea, pobrezian eta otoitzean ?

Ez bide zen gure Odilon Ardans hortaz arrangura. Hau bere lagunekin hasi zen parropiaz parropia misioen predikatzen eta denbora berean Belokerako bokazioen sustatzen, hala nola Alduden.

Ez dezagun ahantz ere erraitea laster emazte gazte euskaldun batzuek, Julie Haristoyk eta Marie Louise Mendik, jakinarazi zutela haiek ere nahi zutela serora etxe bat eraiki beneditinen araudiarekin. Obra hau ere egin zen eta hor dago beti fraileetarik 500 metrotan.

— Hasi orduko kanpo!

Baina sortu bezain laster, horra zorigaitza: 1880an Frantziako gobernuak deliberatu zuen Beloke hestea eta fraileak kanpo ematea! Alabaina, Errepublika emeki emeki jartzen ari zen Frantzian. Honek Eliza Katolikoa traban zuen bereziki irakaskuntzan, eta gaitzeko gatazka abiatu zen. Eta horra non Azaroaren 6an armadak frailetxea inguratu zuen. Baina alimaleko jendea bildu zen protestatzeko. Oihu eta zalaparten artean, soldadoak sartu ziren, ateak bortxaturik. Gure Odilon Ardans bere ganbaran zegoen, ez zien atea ireki nahi izan. Hari ere ateratzeko manua eman zioten, hark ezetz. Bortxaz hartu eta kanporatu zuten. Indarkeria guti haatik, soldadoek ez omen baitzuten lan hori gogotik egin.

Orain uxerraren aldi: ea norena zen bastimendu

hura, gobernuaren esku eman zezan? Eta hor agertu zen Caillaba Bastidarra: berea zuela etxe hura, ez fraileena, eta beraz ez zutela haizu etxe hartaz jabetzea.

Holaxe zuten beraz salbatu Beloke, mementoko bederen. Fraileak kanpo emanak baina ez ziren haatik sobera urrundu: auzo etxeetan eta bordetan gorde ziren eta laborantzako langile gisa segitu zuten lurren lantzen eta abereetaz okupatzen. 6 ilabeteren buruan ateak “Scellés” edo Zigiluekin hetsirik zirelarik, leihotik berriz sartu ziren eta emeki emeki barnean berriz antolatu. Gobernua jakinean zen bistan dena, baina ez ikusiarena egin zuen.

— Beloken baina noiz arte ?

Dena den, gertakari horrek ulertarazi zien goiz ala berant berriz ere kanporatuko zituztela. Hola hasi ziren Frantziako kongregazioak go-goetatzen ea beste erresumetan ez zuten leku bat atxeman beharko ihes leku gisa. Hola ziren batzuk Ingalaterrara abiatu, besteak Espainiara, beste batzuk Estatu Batuetara besteak beste.

Dena den, egoera horrek Belokeko frailetxea arrunt desantolatu zuen eta, futxo, denbora berean zer nahi gazte hurbildu zitzaizkien fraile izan nahiz.

Desafio handi hori dugu hurrengo aldian segituko.





Modèle EAJ-PNB : associations économie et écologie

Le modèle d'EAJ-PNB associe et n'oppose pas économie, production et écologie, loin du « greenwashing ». Le plan climat de la Communauté autonome basque a pour ambition d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Dans le même esprit pragmatique et ambitieux qui avait permis à la CAB d'atteindre hier les objectifs des conventions de Rio et de Kyoto.

En 2019, les énergies renouvelables fournissaient 14.6% de la consommation finale en Euskadi. Cette part ne cesse d'augmenter. Pour 2030, ce taux doit atteindre 21%. Voici la montée en puissance planifiée par le Gouvernement Basque, jusqu'en 2030, par type d'énergies renouvelables.

Les plus gros efforts porteront sur le photovoltaïque, l'éolien et la géothermie.

ENERGÍA	UNIDAD	2019	2030
Fotovoltaica	MW	55	966
Solar térmica	Miles m ²	88	202
Eólica	MW	153	783
Oceánica	MW	0,3	60
Biomasa eléctrica	MW	69	111
Geotermia	MWg	16	253
Hidráulica	MW	173	183

Tabla 3. Comparativa de instalaciones renovables 2019 y estrategia energética 2030



Conséquences de la théorie à la mise en pratique : l'élaboration et la mise en place de nombreux projets marquent l'actualité du territoire. La Communauté Autonome Basque, terre industrielle souhaite combiner l'émergence d'un nouveau secteur productif environnemental dans le renouvelable ou l'économie circulaire et la réalisation de projets ambitieux pour assurer une montée en puissance des énergies renouvelables.

Voici quelques exemples emblématiques mis en lumière ces derniers mois et dernières semaines.

– **Energie éolienne marine flottante : près d'Armintza, en Biscaye, pour 2000 foyers**

Le Pays Basque sud se dote de la première plateforme éolienne marine flottante de l'Etat espagnol. Cette nouvelle installation voit le jour, à 3.5 km au large du port d'Armintza, en Biscaye.

Elle couvrira les besoins énergétiques de 2000 foyers.

Ce projet prototype lancé par la BIMEP, une société publique du Gouvernement basque, est construit à au moins 70% par l'industrie locale. Ce prototype devrait booster le savoir-faire local, pour optimiser les futurs projets commerciaux.

Inauguration en Août 2022. Investissement : 40 millions d'euros. Puissance : 2 megawatts électriques.

– **Ekienea, Le plus grand parc solaire du Pays Basque, pour 160 000 personnes**

La société Iberdrola est à l'origine de ce parc solaire. Elle est associée au Groupe Mondragon, à la diputacion d'Araba et au Gouvernement basque, dans un partenariat privé/public devenu habituel. Ekienea couvrira les nécessités électriques de 160 000 personnes, soit la moitié des habitants de la province d'Araba. Ce parc solaire de 250 000 panneaux photovoltaïques s'étendra sur 100 ha, dans la zone la plus ensoleillée de ce territoire. Elle évitera l'émission de 25 000 tonnes de CO2 à l'année.

Inauguration en 2023. Investissement : 70 millions d'euros. Puissance : 100 megawatts électriques.



Maiztegi eskolan bezalako egitasmo ttipi eta ainitzen beharra
La multiplication nécessaire des « petits » projets, du type de l'école Maiztegi

– **54 panneaux solaires à l'école Maiztegi à Iurreta**

Les projets de grande ampleur se combinent à des projets locaux plus modestes, mais tout aussi nécessaires, pour compléter l'offre globale d'énergies renouvelables et gagner en autonomie énergétique. Par exemple, la mairie d'Iurreta, en Biscaye a entamé les travaux de rénovation de l'école municipale Maiztegi. Les panneaux solaires qui y seront installés couvriront 36% des besoins électriques de ce centre de formation

Inauguration : Janvier 2023. Investissement : 227 000€



Le méga-réseau basque de l'hydrogène pour une activité industrielle propre

Hydrogen valleys | Basque Hydrogen Corridor BH2C (h2v.eu)

Comment poursuivre l'activité industrielle du Pays Basque sud, avec une énergie non polluante ? Cette vallée de l'énergie a pour but de développer l'hydrogène propre, pour transformer l'énergie utilisée par le secteur productif et de façon générale, contribuer à une décarbonation massive du territoire, dans l'économie, la mobilité ou l'habitat.

La société Petronor-Repsol est à l'origine de cette initiative, visant à créer un hub de l'hydrogène. Cet « écosystème » regroupe aujourd'hui 78 organisations : 58 entreprises, 12 centres de recherche et 8 institutions publiques. Amorcé depuis 3 ans, le BH2C est financé à hauteur de 1.3 milliards d'€ jusqu'en 2026. 1340 postes de travail directs sont créés.

38 projets sont en cours de réalisation.

Production d'hydrogène renouvelable et de com-



bustibles synthétiques :

- projets à base de résidus urbains, en Araba,
- usine pilote de transformation de biogaz à partir de résidus urbains,
- création d'une usine électrolyseur, dans le port de Bilbao, pour produire de l'hydrogène à partir d'énergies 100% renouvelables
- ...

Mobilité – Logistique de production :

- fabrication d'autobus à hydrogène, pour les lignes de bus, en Araba et en Gipuzkoa
- équipements à hydrogène au port de Bilbao
- Laboratoire d'étude et d'essai pour améliorer les performances des véhicules et des bus à hydrogène,
- ...

D'autres projets concernent la décarbonation des différents secteurs industriels, service, résidences, les infrastructures, le développement

Euskadi à la pointe de l'innovation : Energy Intelligence Center

Energy Intelligence Center, le parc technologique de la margen izquierda, destiné à propulser le Pays Basque sud dans le top international des projets innovateurs, en matière énergétique. Le projet associe Diputacion forale de Biscaye, Gouvernement Basque et entreprises motrices du secteur, notamment Petronor, dans un modèle de coopération qui a fait ses preuves localement : Recherche et innovation, transferts technologiques, émergence et développement de nouvelles entreprises. Le lien innovation-développement économique est un savoir-faire spécifique à ce territoire. L'hydrogène sera par exemple au centre de projets de recherche.

Cet Energy Intelligence Center sera située dans la margen izquierda, la rive gauche de la métropole de Bilbao. Il s'agit encore de la zone économique, la plus en difficulté, en Biscaye.

Zone traditionnellement ouvrière, la margen izquierda a souffert de la crise industrielle des années 80 et a peiné à reconverter les ouvriers des grandes usines de Biscaye. Ce parc technologique répond à un triple défi énergétique, économique et social. Il est situé dans la commune d'Abanto Zierbena. Le bâtiment créé sera évidemment autosuffisant sur le plan énergétique.

Investissement : 19.2 millions d'euros.



technologique et industriel.

Ce 27 Octobre, l'Europe remet le prix de la H2Valley year award aux responsables de la vallée basque de l'hydrogène, décerné par l'association de l'hydrogène propre.

Des leaders comme Liftra s'installent en Pays Basque

Le Danois Liftra, leader dans le maintien, la conception et l'installation de grandes éoliennes installe son 3e centre à Bilbao, avec 50 nouveaux emplois à la clé. Liftra, déjà présent à Bilbao, y renforce sa présence. Il envisage également la construction d'une usine de



production. Ce centre doit permettre le développement de cette entreprise en Europe du Sud.

Pourquoi le choix de Bilbao ? Iñaki Gonzalez Lahera, directeur de Liftra en Espagne l'explique par l'existence d'un pôle technologique important dans ce secteur, avec des écoles d'ingénieurs, mais aussi, des entreprises comme Siemens et Gamesa. La tradition du savoir-faire dans la métallurgie et la fabrication de pièces en acier en Pays Basque intéressent également le groupe.

21 000 personnes travaillent dans le secteur de l'environnement

En Communauté autonome basque, le secteur de l'énergie réunit près de 350 entreprises et emploie 21 000 personnes, 2.3% du total des emplois du territoire. Le secteur des Services assure 30% des emplois, les industries d'extraction et manufacturières, 25% des emplois, la construction, 20.6% et les activités d'approvisionnement en eau, assainissement et gestion des résidus, 20.1%. Source : Eustat.



Hidrogenaren aldeko sare erraldoiaren eragile batzu – Certains acteurs du méga-projet de la vallée de l'hydrogène



RÉNOVATION THERMIQUE DES BÂTIMENTS

Mathieu Membrède :

« pas de logements qui laissent
les pauvres dans leur condition
de pauvre »

Mathieu Membrède, président du nouvel Herri Biltzar Lapurdi barnekalde, élu local à Louhossoa est également un artisan aguerri dans la menuiserie et la charpente. A l'heure où la sobriété thermique s'impose comme une nécessité face au changement climatique, Mathieu nous livre son double regard de professionnel et d'élu sur la mise en place concrète de la rénovation thermique des bâtiments.

La lutte contre le changement climatique nécessite que notre modèle de développement soit plus sobre en énergie, notamment fossile. L'objectif de la neutralité carbone en 2050, qui renforce l'objectif facteur 4 déjà présent dans la loi, nécessite de redoubler d'effort pour réduire la consommation d'énergie et développer les énergies renouvelables, dans tous les secteurs : bâtiment, transports, activités productives agricoles, industrielles ou tertiaires, etc. L'amélioration des performances énergétiques du parc de bâtiments passe par la réduction des besoins en énergie des bâtiments, le recours à des systèmes efficaces pour limiter la consommation d'énergie et enfin le déploiement des énergies renouvelables. Seule une approche combinée de ces trois axes permettra d'atteindre les objectifs que la France s'est fixés. Au niveau national, le secteur du bâtiment représente près de 45 % de la consommation d'énergie finale et 27 % des émissions de gaz à effet de serre : sa contribution à la transformation de notre modèle de développement pour la sobriété énergétique est impérative.

Quelles sont les principales déficiences des bâtiments « passoires thermiques » ?

Le terme imagé de “passoire thermique”, aussi appelé passoire énergétique, désigne des logements particulièrement énergivores. En somme, ce sont des bâtiments qui consomment énormément de chauffage et/ou sont très mal isolés. Mais attention ! Les passoires thermiques ne sont pas forcément des logements insalubres, il s'agit simplement de logement avec un mauvais DPE (Diagnostic de Performance Énergétique) (F et G).

Dans les années postérieures de l'après-guerre jusqu'au 1er choc pétrolier, l'enjeu majeur était de reconstruire le pays. La question énergétique ne se posait pas. Il fallait construire vite et en quantité. Le recours à la construction en parpaing et au béton permettait cela au dépend des constructions alternatives : bois ou paille. Peut-être que l'histoire des trois petits cochons n'y est pas pour rien ... Depuis les techniques

d'isolation et la réglementation ont évolué.

C'est au milieu des années 70 que les premières règles sur l'isolation ont vu le jour, suivies de près par la première loi sur les économies d'énergie en 1978. Avec le recul, on se rend compte que ces bâtiments de construction traditionnelle nécessitent des besoins de rénovation énergétiques importants. A ce jour, le pays recense plus de 4,8 millions de passoires thermiques à éradiquer.

Certains mettent en doute la réelle rentabilité de ces rénovations, compte tenu du coût des travaux. Qu'en pensez-vous ?

Il est permis de douter, mais on peut souligner qu'avec un coût des énergies en explosion, on gagne forcément en rentabilité.

On ne parle pas souvent des bâtiments vertueux qui ont été fabriqués à l'époque et qui obtiennent toujours d'excellents résultats et sur lequel 1€ investi signifie 50€ d'économisé (source

conférence climat octobre 2022). Le retour sur investissement ne se fera pas toujours sur la durée qu'on souhaiterait. Nous avons déjà pris du retard et nous en payons les conséquences. Ima-



ginons, il y a dix ans, si on avait rendu obligatoire le fait de mettre du photovoltaïque sur chaque nouvelle construction et une récupération des eaux de pluie. Nous n'aurions pas eu de problème d'eau ou subi la crise énergétique de la même manière.

On donne de la valeur à son patrimoine immobilier sur du long terme et on améliore son confort (1ère motivation des ménages à entreprendre des travaux, enquête ADEME 2017), ce ne sont pas des investissements perdus. La rénovation, La construction, doit être considéré comme un investissement de long terme avec de faible besoin de maintenance et d'entretien. Cela permettra d'obtenir notre indépendance énergétique et de sortir des croyances qu'on nous impose. L'isolation d'un bâtiment doit être considéré comme un investissement et non une charge. Que voulons-nous laisser aux générations futures ? Prenons nos responsabilités.

En tant qu'artisan, constatez-vous un intérêt accru pour la rénovation thermique, grâce à MaPrimeRénov' ?

On ne doit pas se mentir, Ma prim'réno est un vrai coup de pouce pour la réalisation de travaux énergétique et facilite l'accès à des matériaux de meilleure qualité au maitre d'ouvrage. Si le confort était la première motivation pour réaliser des travaux en 2017, il y a fort à parier que dans le contexte actuel la première



motivation soit devenue économique, et MaPrimeRénov' peut être un véritable déclencheur, notamment pour les systèmes EnR pour lesquels les montants peuvent atteindre les 11 000 €. Comme toute prime, elle doit rester secondaire à la volonté du maitre d'ouvrage de réaliser les travaux. Attention toutefois à être motivé pour ne pas se faire rattraper par la lourdeur administrative de la réalisation d'un tel dossier...

En 2025, les propriétaires bailleurs ne pourront plus louer les passoires thermiques. Or, seuls 2% des propriétaires qui rénovent leur bâtiment louent leurs biens. Les autres l'occupent. Qu'en pensez-vous ?

Le retard sur la rénovation est important. La marche est plus grande mais nous devons la franchir. Les obligations (plan rénovation énergétique des bâtiments) permettront sur un temps long d'obtenir une amélioration énergétique du parc immobilier pour les propriétaires et locataires. Nous devons arrêter d'agir dans l'urgence et devons nous projeter sur du long terme, anticiper et planifier les enjeux de demain de manière responsable.

Pour cela, l'Etat doit donner de la visibilité sur son plan action et arrêter de le modifier chaque année au moment du vote de la loi finance... Et il doit se donner les moyens financiers, le budget de MaPrimeRénov' atteindra à peine

les 2.5 milliards d'euros en 2023 (2M€ en 2022), là où les experts s'accordent à dire que pour atteindre les objectifs c'est plutôt de l'ordre de 40 milliards annuel qui seraient nécessaires.

A côté des aides financières, ne faut-il pas améliorer l'accompagnement des propriétaires, en premier lieu, dans le diagnostic de la situation et les travaux à réaliser ?

Beaucoup de choses existent, peut-être trop et on se perd souvent. Les aides changent et ne cessent d'évoluer. Les services de conseil comme celui de l'ANAH sont débordés et manquent de moyens humains, pour répondre à la demande. La complexité des procédures laisse à croire également que tout est fait pour décourager le propriétaire. En tant qu'entrepreneur, on se retrouve à discuter avec des organismes publics tel que l'ANAH qui travaille sous forme de convention avec des organismes privés faisant partie du « réseau associatif national agréé par l'État, reconnue SSIG.

Ce nouveau statut de professionnel de l'accompagnement agréé par les pouvoirs publics « Mon accompagnateur Rénov' », s'ouvre en 2023 aux entités privées, il y a un risque d'observer des dérives si les contrôles et les sanctions de ces nouveaux acteurs ne sont pas au RDV. Ce qui est sûr, c'est que le propriétaire doit comprendre

les enjeux de rénovation, en se faisant accompagner pour qu'il puisse choisir la bonne solution. Les réglementations et diverses obligations devraient à mon sens lui obliger un degré de rénovation qui lui permettra une indépendance énergétique sur du long terme.

Tout n'est pas obligatoire à réaliser en une fois, cela doit s'inscrire sur un plan d'action permettant au propriétaire d'absorber le coût. Louhossoa ne s'est pas fait en un jour...

Le monde professionnel des artisans est-il organisé pour accompagner les propriétaires ?

Le monde professionnel sait s'adapter, se former et s'organiser en fonction des choix souvent politiques qu'on nous impose. Le label RGE permet d'identifier les professionnels reconnus compétents en termes de rénovation énergétique. Nous sommes à ce jour près de 200 000 à s'être formés pour répondre aux exigences du label. Les organisations syndicales sont d'une aide précieuse. Elles facilitent notamment l'accès aux ressources et aux formations. Malheureusement, le cap changeant régulièrement, il n'est pas aisé de s'y retrouver tout le temps.

Avez-vous des idées particulières en la matière ?

L'enjeu est clair, nous souhaitons construire le plus qualitativement possible des bâtiments qui traverseront les générations. La ligne politique doit être claire, ambitieuse sur du long terme. La RE (Réglementation Environnementale) 2020, pour la construction neuve est ambitieuse en la matière.

La rénovation énergétique permettra aux classes les moins aisées d'avoir une indépendance énergétique.

Pour faire simple : plus de logements qui laissent les pauvres dans leur condition de pauvre. Ils doivent bénéficier de conseils, d'aides suffisantes et également de solutions de financement du reste à charge de leurs travaux pour passer à l'action.

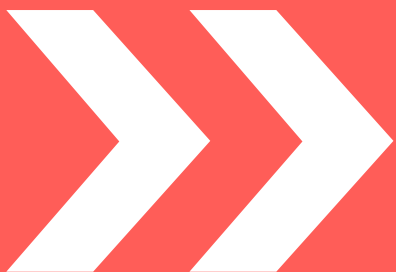
Un contrôle sur du moyen terme doit être nécessaire pour savoir si la rénovation correspond aux attentes. La réponse doit venir d'une volonté politique ambitieuse avec un cap sur du long terme. Professionnels, nous sommes prêts et nous incarnons cette volonté de demain.

Les artisans bénéficient-ils de formation sur ce sujet de la rénovation thermique ?

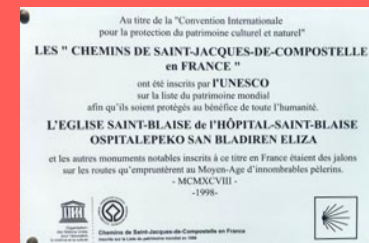
Un artisan apprend, se forme toute sa vie ; il sait s'adapter comme il a toujours fait. Les offres et solutions de formations existent (ex : RGE). Mais pour cela, il faut prendre le temps de se former et ce n'est pas toujours dans les priorités. Pour moi, l'enjeu serait de surtout former les propriétaires et les donneurs d'ordres. Ce sont eux qui décident... Et ensuite de vérifier que le résultat soit à la hauteur des espérances ...

Nous sommes la génération de la transition énergétique.





_kultura>>



Hôpital Saint Blaise : une mairie souletine construit son avenir sur son riche patrimoine

– Une destination très prisée en pleine Soule rurale

L'église de l'Hôpital St Blaise est un joyau d'architecture romane. M. Dominique Uthurralt, maire de ce village de 80 personnes mène avec son équipe un travail inlassable depuis plus de 30 ans pour préserver, restaurer, valoriser cette chapelle, devenue la fierté légitime de la commune. Cet édifice religieux venu du fond des âges a été bâti au XIIe siècle. Chaque année, il attire entre 25 000 et 30 000 personnes. Situé en Soule, sur la route de Navarrenx, l'hôpital St Blaise est pourtant situé à distance des principales aires urbaines que sont Pau et Bayonne. Pau est à près d'une heure de ce village et Bayonne, à

1h 15 mn en y empruntant l'autoroute. Cette chapelle a acquis une réputation spécifique qui va bien au-delà de la Soule ou du Pays Basque.

– La chapelle de l'Hôpital Saint Claise, classée patrimoine de l'UNESCO

La mairie mène un travail de fond depuis des décennies pour faire connaître son joyau. Présence dans les guides spécialisés, brochures spécifiques distribuées dans les points touristiques de la région. Consécration en 1998. L'UNESCO classe la chapelle au patrimoine

mondial de l'humanité, parmi les 71 monuments les plus significatifs des chemins de St Jacques de Compostelle. Pour M. Uthurralt, pas de financement complémentaire, mais un apport supplémentaire de curieux à la recherche et à la découverte de ce patrimoine jacquaire. Cela induit surtout une charge accrue. Ce classement au patrimoine mondial de l'Humanité oblige au respect de normes architecturales spécifiques. Le maintien de ce classement engage l'ensemble des responsables des sites classés à respecter ces normes. Si l'un d'entre eux est durablement défaillant, cela suffit à retirer ce classement à l'ensemble des sites jacquaires concernés. Autrement dit, une pression supplémentaire sur les épaules du maire et de son équipe.

– Des moyens limités pour des résultats remarquables

M. Ithurralt se sent parfois seul dans la défense de cette remarquable chapelle. Il mène depuis des années, un travail de valorisation de ce site. Par exemple, il aura fallu l'expérience, l'ingéniosité, les compétences et l'engagement de villageois et de passionnés pour mettre au point la dernière version d'un son et lumière, en 2017. Cela a compensé le manque de moyens dont dispose la commune pour réaliser ce

projet. De surcroît des contraintes ont compliqué la réalisation technique de ce film. Par exemple, aucun des projecteurs ne doit être visibles. Aucun fil ne doit pas pendre non plus. Malgré ces contraintes, le résultat est remarquable. Ce film qui utilise la voute et les parois de la chapelle permet aux visiteurs de mieux connaître l'histoire de ce site. Cette animation payante permet une entrée de revenus nécessaires au financement d'un poste à temps plein, pour l'accueil des visiteurs.

– Vers une journée entière dans le village ?

La mise en valeur de cette chapelle est montée en puissance durant le XXe siècle, depuis la première restauration, en 1905. Pourtant, malgré la vitalité existante autour de ce monument, le village doit continuer à se battre. Voilà quelques années, l'Hôpital St Blaise abritait deux restaurants qui assuraient une animation dans le bourg. Un des deux restaurants est aujourd'hui fermé, mais devrait être repris prochainement. L'autre fonctionne encore, mais la propriétaire actuelle cherche un nouvel acquéreur.

La commune passe à l'offensive. Elle a récemment inauguré un fronton de pelote. L'Hôpital Saint Blaise était un des rares villages du Pays Basque à ne pas en disposer.

Des jeunes et des moins jeunes sont invités à pratiquer le sport national du Pays Basque et à animer le centre du village. Mais surtout, l'Hôpital Saint Blaise se lance dans un nouveau projet destiné à fixer les visiteurs, les curieux et les touristes, durant une journée. A proximité de l'édifice religieux, un bâtiment acheté par la mairie, abritera une salle de projection, d'un film qui retracera la vie du village et son quotidien rural passé. Les habitants de la commune sont à nouveau mis à contribution pour fournir les pièces nécessaires à ce centre et pour jouer des scènes du film. La mairie est en train d'organiser une journée clé en main dans le village, la visite de la chapelle, une déambulation dans le village, un centre sur la vie rurale d'hier et des restaurants pour une pause nourriture bien méritée.

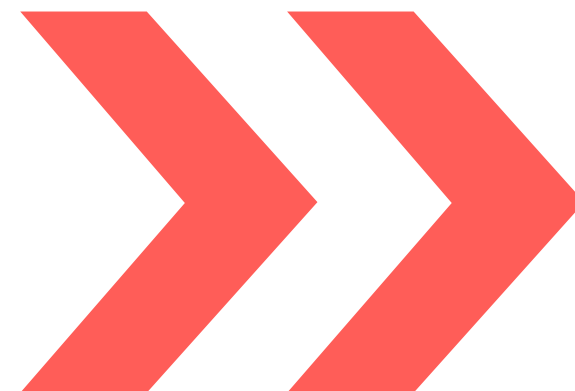
L'ancienne première ministre Edith Cresson affirmait : « il n'y a pas de territoires morts, il n'y a que des territoires sans projet ». L'Hôpital Saint Blaise a de beaux jours à vivre, en construisant son avenir, sur la mémoire des lieux.

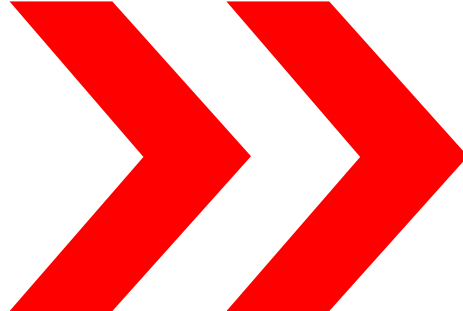


Beñat Oteiza



Dominique Uthurralt, Ospitalepearen auzapez dinamikoa
Dominique Uthurralt, maire dynamique de l'Hôpital St Blaise





— **Alderdiaren Bizia** »



Aberriaren ospatzeko parte hartzaileak, Urruñan – La patrie basque à l'honneur, à Urrugne

EAJ-PNB :
construire la patrie
basque dans l'union
fraternelle



L'Aberri Eguna se renouvelle dans la Bidasoa, à Urrugne

Retour imagé sur plusieurs fêtes importantes dans l'agenda des alderdikide d'EAJ-PNB. L'Aberri Eguna, le jour de la patrie, est célébré le jour de Pâques, symbole de résurrection. La veille, le samedi 16 Avril, à l'initiative des militants de l'Herri Biltzar Bidasoa, 2022 a vu éclore une nouvelle célébration, un Aberri Eguna hautement symbolique, celui de la Bidasoa, la zone d'union des 3 territoires basques actuels : Pays Basque nord, Navarre et Communauté autonome Basque. La 1e édition a eu lieu à Urrugne, les autres auront lieu de façon alternative, en Navarre et en Communauté autonome Basque. 3 territoires, un seul pays, une union fraternelle entre militants jeltzale et abertzale.



Céline Davadan, Hendaia-ko Abadia jauregiaren kontserbadorea, duela 125 urte zendu zen Antoine d'Abbadie ohoratzeko
Céline Davadan, conservatrice au Château d'Abbadie, présente pour honorer les 125 ans de la mort d'Antoine D'abbadie, illustre euskalzale



.. Tellechea, gazte bat aberria ospatzen – .. Tellechea fête la patrie basque

L'ikurriña a flotté à Ustaritz, ce 14 Juillet

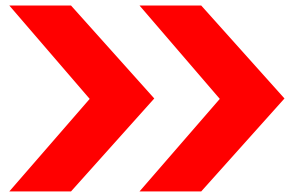
L'ikurriña pesta, la fête de l'ikurriña, remémore la première présentation publique de notre drapeau national, le 14 Juillet 1894, par les frères Arana Goiri, Sabino et Luis, à l'Euzkeldun Batzokija. Pour la 1e fois, Ustaritz, la capitale historique du Labourd a accueilli l'ikurriña pesta, ce 14 Juillet, pour fêter la création du nouvel Herri Biltzar du Labourd intérieur.



Peio Etxeleku, Ipar Euskadiko EAJ-PNBren burua eta hautesia Kanbon, Uztaritzar Jean Claude Saint Jean –en ondoan Peio Etxeleku, président d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord et élu Kanboar, en voisin à Ustaritz, avec Jean Claude Saint Jean, l'Uztaritzar



Peio Etxelekuk ikurriña altxatzen, « euskal abendiaren eserikia » kantatuz Peio Etxeleku hisse l'ikurriña avec des participants qui entonnent l'hymne du peuple basque, ou Gora ta Gora



L'Alderdi Eguna, de retour en force 2 ans après

Le Covid 19 a ralenti les ardeurs des Alderdikide, pendant 2 ans. Impossible de se réunir tant le virus était contagieux. Cette année, la fête du Parti a fini par réunir à nouveau la communauté des militants, des adhérents et des sympathisants d'EAJ-PNB, ce dimanche 25 septembre.



2022ko Alderdi Eguna, EAJ-PNBren pesta herrikoia, mitinaren baitan, Andoni Ortuzar eta Iñigo Urkullu-ekin – Alderdi Eguna 2022, la fête populaire d'EAJ-PNB, durant le meeting avec Andoni Ortuzar et Iñigo Urkullu





Ipar Euskaditik etorri jende batzu – Des personnes venues du Pays Basque nord



Découverte institutionnelle, en Pays Basque sud

Le 11 Novembre dernier, près de 60 personnes ont découvert Le Parlement Basque, à Vitoria-Gasteiz, la Casa de Juntas et le célèbre chêne à Gernika, avant de se restaurer à Sabin Etxea, au siège national d'EAJ-PNB, à Bilbao. Fin de la journée avec la visite d'un expo photo sur le nationalisme basque. Visites et repas accompagnés comme il se doit de chants basques, avec le « « Gernikako arbola », entonné à Gernika et le « Euzko Abendaren Ereserkia » à Sabin Etxea. Une façon concrète de mieux connaître la tradition politique du Pays Basque et sa réalité actuelle, en Hego Euskadi.





Entzunez Eraiki : EAJ-PNB en écoute active

Les acteurs politiques sont accusés de décalage avec le quotidien vécu par les citoyens, dans un monde en plein bouleversement. En Pays Basque sud, la force d'EAJ-PNB a précisément été d'être en phase avec la société, grâce à toutes ses organisations locales. Pour maintenir ce lien précieux, EAJ-PNB est allé à la rencontre d'acteurs locaux qui construisent notre territoire, pour mieux les connaître, comprendre leurs analyses et échanger sur leurs propositions.

En Pays Basque nord, EAJ-PNB a organisé 11 entretiens individuels et une séance d'écoute active collective, avec 10 représentants de structures importantes, à Bidart, à l'école d'ingénieurs Estia, le 25 novembre dernier.



Joan den Abendoaren 19an Bilbon, Entzunez Eraiki operazioetik ateratako ideiak plazaratu dira, 500 bat gizarte eragileekin aintzinean. Le 19 Décembre dernier, à Bilbao, restitution des principales idées issues de l'opération d'écoute active, devant 500 membres de la société civile.



Cette écoute active collective a eu lieu en présence d'Andoni Ortuzar, notre président national, et Xabier Barandiaran, membre de notre direction nationale, en charge de cette opération.

➤ Voici les acteurs locaux présents à Bidart : Paxkal Indo, président et Philippe Arretz, directeur du Conseil de Développement Pays Basque, André Garreta, président de la CCI Bayonne Pays Basque, Patricia Dagorret, Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques, Panpi Olaizola, Euskal Herriko Laborantza Ganbara, Patxi Elissalde, directeur de l'école d'ingénieurs Estia, Marion Hourcade, association du Pays Basque aux Grandes Ecoles, Nicolas Bobet, directeur de cliniques du groupe de santé Ramsay, Mikel Erramouspe, vice-président de l'Institut Culturel Basque et Peio Jorajuria, président de Seaska. EAJ-PNB mène actuellement un travail de restitution de ces entretiens.



EAJ-PNB prend position

EAJ-PNB a pris part à des événements qui montrent le sens de notre projet politique : démocrate, abertzale et fédéraliste. En parti démocrate, EAJ-PNB a célébré le respect de la diversité humaine : femmes, personnes LGBT. En parti abertzale, le débat sur l'autonomie en Corse nous intéresse directement. De même, la possibilité de sélections basques de pelote et de surf obtenue par nos députés à Madrid renforce la vision nationale du Pays Basque. De même, des sujets brûlants comme le foncier agricole en Pays Basque nord interrogent sur la pérennisation du monde paysan. En parti fédéraliste donc pro-européen, nous célébrons chaque année la Journée de l'Europe. L'élection présidentielle de 2022 ne s'est pas jouée sur les piliers démocrate, abertzale et fédéraliste de notre projet politique. Mais, au jeu du moins éloigné de notre vision politique, M. Macron est un moindre mal face à l'extrême droite.

- | | | | |
|-----------|---|-----------|--|
| 01 | Le 07 Mars 2022 / 2022ko Martxoaren 07an
Yvan Colonna : l'Etat doit aussi rendre des comptes | 08 | Le 15 Juin 2022 / 2022ko Ekainaren 15an
EAJ-PNB plus proche d'Ensemble que de la Nupes |
| 02 | Le 08 Mars 2022 / 2022ko Martxoaren 08an
Journée Internationale de la femme du 08 Mars | 09 | Le 1 ^{er} Septembre 2022 / 2022ko Buruילaren 01ean
Le libre mouvement des biens et des personnes doit s'appliquer aussi au port de Larrau |
| 03 | Le 16 Mars 2022 / 2022ko Martxoaren 16an
Le Pays Basque nord impacté par le débat sur l'autonomie en Corse | 10 | Le 1 ^{er} Septembre 2022 / 2022ko Buruילaren 01ean
Berrueta, un nouveau scénario qui reste inacceptable |
| 04 | Le 20 Avril 2022 / 2022ko Apirilaren 20an
EAJ-PNB appelle à voter pour Emmanuel Macron | 11 | Le 1 ^{er} Octobre 2022 / 2022ko Urriaren 01ean
Berrueta : la SAFER et la loi abusées ! Créons les outils pour maintenir le foncier agricole |
| 05 | Le 26 Avril 2022 / 2022ko Apirilaren 26an
Analyse par l'EBB du résultat des élections présidentielles françaises | 12 | Le 26 Octobre 2022 / 2022ko Urriaren 26an
EAJ-PNB obtient une décision historique : la reconnaissance officielle de sélections basques pour les compétitions internationales |
| 06 | Le 09 Mai 2022 / 2022ko Maiatzaren 09an
Déclaration du Parti Démocrate Européen souscrit par EAJ-PNB, à l'occasion de la Journée de l'Europe | 13 | Le 13 Décembre 2022 / 2022ko Abendoaren 13an
Txomin Peillen : mort d'un Homme de lettres que tout a ramené au Pays Basque |
| 07 | Le 17 Mai 2022 / 2022ko Maiatzaren 17an
Journée internationale contre la LGTBIphobie : EAJ-PNB continuera à soutenir la lutte pour l'inclusion. | | |

01

Yvan Colonna : l'Etat doit aussi rendre des comptes

Arrêté en 2003, Yvan Colonna a été condamné en 2011, après trois procès, pour l'assassinat du préfet de Corse, Claude Erignac, commis en 1998.



Rassemblement réalisé à Corte, pour dénoncer l'état d'Yvan Colonna

Depuis 2013, il purge sa peine à la prison d'Arles (Bouches-du-Rhône) avec le statut de DPS c'est-à-dire de « détenu particulièrement signalé ». L'Observatoire Internationale des prisons (OIP) s'est régulièrement inquiété de « l'application automatique de mesures de contraintes élevées », la jugeant contraire aux Règles pénitentiaires européennes adoptées par la France. En détention depuis 2003, Yvan Colonna a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, sans période de sûreté, par la cour d'assises spéciale de Paris.

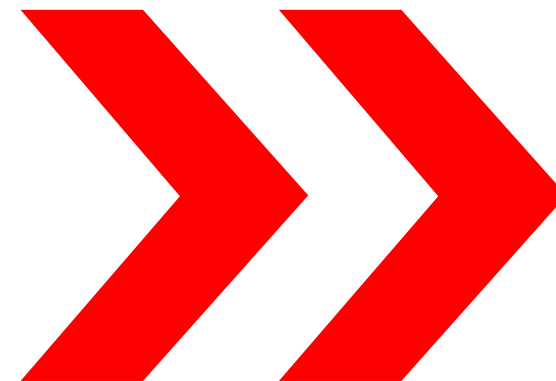
Depuis le rejet de son deuxième pourvoi en Cassation en 2012, il demande à être incarcéré au plus près de sa famille, au centre pénitentiaire de Borgo, requête régulièrement rejetée par les autorités judiciaires au titre qu'il a le statut de

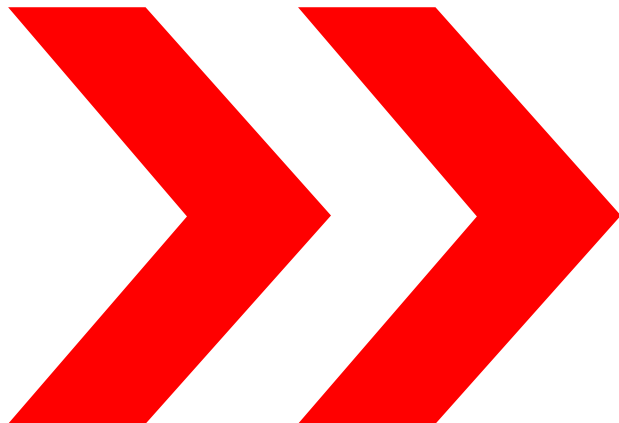
DPS et que la prison de Borgo n'est pas habilitée à garder ce type de détenu. Surtout, l'Etat considère que tout changement de situation aurait forcément un impact sur l'opinion et pourrait potentiellement créer un trouble à l'ordre public en Corse.

Il n'en reste pas moins que depuis des années, Yvan Colonna subit une situation carcérale à part : il endure un traitement d'exception qui correspond à une forme de condamnation à mort qui ne dit pas son nom. Agressé mercredi 2 mars par un codétenu, il est aujourd'hui entre la vie et la mort. L'Etat qui a refusé de revoir son statut de détenu car les faits pour lesquels il a été condamné sont en lien avec la mouvance nationaliste corse est aujourd'hui coupable de ne pas avoir su assurer sa sécurité dans ses

murs. Après l'avoir condamné à une peine lourde, symbolique, en lui refusant ensuite tout aménagement de peine, puis, aujourd'hui, en n'assurant pas sa sécurité, l'Etat porte une responsabilité immense dans cette situation. Nous craignons tous des conséquences catastrophiques de violence. Ce dimanche 6 mars, plus de 4 000 personnes se sont réunies pour soutenir Yvan Colonna à Corte.

EAJ-PNB dénonce le traitement que l'Etat fait endurer à Yvan Colonna. EAJ-PNB exhorte l'Etat à faire la lumière sur l'agression qu'a subie Yvan Colonna. L'Etat doit assumer ses responsabilités dans ce dossier.





Journée Internationale de la femme du 08 Mars

« L'égalité des sexes aujourd'hui, pour un avenir durable ». Les Nations Unies célèbrent le 8 mars, la Journée internationale de la femme, avec ce slogan. Des institutions et des représentants sociaux du monde entier expriment ainsi le lien fondamental entre le développement durable de la société et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Il n'y a pas de développement durable sans égalité réelle. Par conséquent, conformément aux objectifs de l'Agenda 2030, nous déclarons qu'il est essentiel que le rôle, la voix et la réalité des femmes soient pris en compte dans la construction d'une société plus juste et durable.

Les Nations Unies célèbrent la Journée internationale de la femme, depuis 1975. EAJ-PNB, avec le reste des institutions basques, rejoint le message qui sera diffusé dans le monde entier : la déclaration en faveur des droits de la femme.

Le 8 mars nous offre l'occasion d'analyser nos réalisations dans le domaine de l'égalité et souligner les réalisations à faire. Cela nous permet également de nous souvenir du travail des femmes qui ont marqué de leur empreinte l'évolution politique et sociale du Pays Basque : un moment pour reconnaître leur leadership et leur courage.

Le 8 mars 2022 est définitivement marqué par les changements qu'apportera l'adoption de l'amendement à la loi 4/2005 sur l'égalité au Parlement Basque, car ce sera une étape importante dans l'effort commun pour l'égalité. D'une part, parce qu'il permettra de réaliser un saut qualitatif vers l'égalité et contre les violences basées sur le genre. Aujourd'hui, nos quartiers, nos villes et nos cités sont de plus en plus enracinés dans des idées et des attitudes d'égalité. Cette nouvelle loi est donc une belle opportunité pour fournir un outil à cette demande sociale et à l'engagement des institutions auprès des citoyens.

La loi sur l'égalité conduira donc à un renforcement des politiques d'égalité. Tout cela, dans la croyance que l'égalité entre les femmes et les hommes est un droit humain, un besoin stratégique pour approfondir la démocratie et construire une société basque

plus cohésive, inclusive et socialement et économiquement durable.

Nous, les femmes et les hommes d'EAJ-PNB, avons un devoir de gratitude et de justice envers toutes les femmes qui ont promu, dirigé et participé à Emakume Abertzale Batza (EAB), l'organisation féminine la plus importante et la plus dynamique que nous n'ayons jamais connue. Elle a été fondée, voilà exactement cent ans. Fondée en 1922, Emakume Abertzale Batza est née à une époque où des mouvements sociaux et des institutions d'une grande importance, dans la construction nationale et sociale d'Euskadi, sont nés et se sont consolidés, tant dans le domaine politique que dans la culture, l'éducation ou l'euskara.

Nous, les femmes nationalistes, avons toujours été conscientes de la réalité dans nos villes et nos villages. Depuis sa création, Ema-

kumeen Abertzale Batza a joué un rôle actif dans la construction nationale basque dans des domaines aussi nécessaires que l'éducation et la formation, la libération de la femme, la littérature, la culture et la langue basque. Symbole de leadership, d'autonomisation et de participation, l'EAB a promu la fraternité et la mise en réseau, à une époque où les femmes avaient un rôle strictement limité à l'espace privé et l'espace public leur était interdit.

Interdit durant une année, durant la dictature de Primo de Rivera, Emakumeen Abertzale Batza refait surface en 1931 et, en 1932, elle crée sa propre organisation dans 116 communes de Biscaye, 66 en Gipuzkoa, 12 en Navarre et 11 en Araba. Soit, un total de plus de 20 000 femmes affiliées. La résilience de ces femmes, comme celle de beaucoup d'autres en temps de guerre et durant la dictature, signifiait qu'EAJ-PNB travaillait également plus fortement, dans la recherche d'une société plus juste et plus égalitaire.

Lors de l'Assemblée Nationale historique tenue à Tolosa en 1933, EAJ-PNB a approuvé dans ses statuts nationaux (art. 4) l'affiliation des femmes avec des droits égaux. De cette façon, EAJ-PNB est devenu un parti pionnier

dans la lutte pour l'égalité, une cause que la Communauté internationale intégrera plus tard dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui stipulait que chacun a le droit de participer au gouvernement de son pays, directement ou par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et d'y accéder dans des conditions d'égalité.

Aujourd'hui, grâce à Emakume Abertzale Batza, nous sommes toutes des femmes nationalistes qui travaillons en politique, dans différents domaines professionnels et/ou à la maison.

Beaucoup d'entre nous ont vécu et ont appris à transmettre, presque intuitivement, l'idéal du nationalisme basque. Sans notre tâche, il serait impossible de comprendre le nationalisme, en général, et celui d'EAJ-PNB, en particulier, ni dans son évolution ni dans sa florissante situation actuelle.

Pour toutes ces raisons, dans ce contexte, nous voudrions exprimer les engagements suivants du PNB, afin que nos engagements perdurent.

- EAJ-PNB réaffirme son travail et son engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, dans la construction



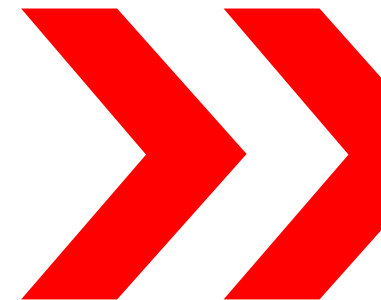
GURE IRRINTZIA
NOUS CONTINUERONS À N

Martxoak 8
Emakumeen Nazioarteko Eg

du Pays Basque, aujourd'hui et demain. Les politiques d'égalité sont un élément clé, d'autant plus que nous sortons de la crise provoquée par le Covid-19, lorsqu'il s'agit de construire une société durable et juste.

- A EAJ-PNB, nous continuerons à promouvoir la participation active des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, à chacun des niveaux de prise de décision. La participation active des femmes est essentielle pour la réalisation de l'égalité et, par conséquent, du développement durable, de la paix et de la démocratie.

- EAJ-PNB embrasse les nouvelles opportunités et les lignes de travail établies par la nouvelle loi sur l'égalité, votée au Parlement Basque. EAJ-PNB s'engage à les tester afin de continuer à développer des politiques publiques efficaces en faveur de l'égalité, comme l'a réalisé notre Assemblée des femmes Abertzale.



- Il est temps de renforcer la valeur de l'égalité dans le domaine socio-économique, dans le but de promouvoir l'autonomie économique des femmes et un emploi de qualité.
- Du point de vue des soins, en raison de l'augmentation excessive des charges reposant sur des femmes, EAJ-PNB réaffirme la nécessité d'une réconciliation responsable et de politiques favorisant l'égalité dans le domaine des soins. En plus de rejeter les schémas de travail et les stéréotypes de genre qui pénalisent le développement personnel, social et professionnel des femmes, notre objectif est de favoriser la conciliation du partage des responsabilités.
- Afin d'être un modèle pour les générations présentes et futures, EAJ-PNB est déterminé à approfondir son engagement en faveur de l'intégration sociale des femmes pionnières qui ont marqué la société. Cette année, en particulier et afin de reconnaître le travail des femmes qui ont contribué au travail pour une société démocratique et juste, nous avons fixé des jalons et des repères pour surmonter les stéréotypes.
- Les violations des droits de l'homme les plus graves, les violences subies par les femmes pour le simple fait d'être des femmes, sont

malheureusement toujours vivaces dans la société. Il est temps de maintenir un engagement actif contre la violence sexiste afin que les victimes se sentent soutenues par les institutions et la société dans son ensemble. Dans ce domaine, EAJ-PNB favorisera des actions de prévention efficaces auprès des enfants et des jeunes.

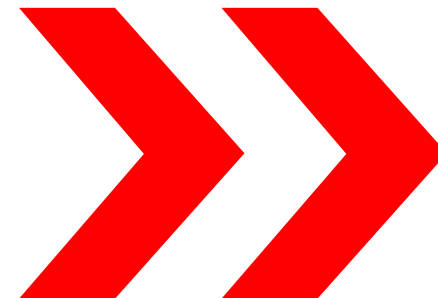
- Renforcer la perspective du genre et des droits humains dans le travail pour l'égalité.
- Favoriser la formation interne en planifiant progressivement un plan de formation initiale et continue.
- Continuer à développer pleinement des mesures pour l'égalité et l'autonomisation des femmes, avec la participation et le soutien du mouvement pour l'égalité, et à travailler sur leurs contributions.

Nous, les femmes nationalistes, sommes conscientes que nous sommes nécessaires, voire indispensables, pour trouver des solutions aux différents défis qui affectent notre Peuple, emprunter des chemins et avancer dans la construction politique d'une Euskadi, dotée d'une plus grande cohésion sociale, avec une approche de genre. Nous ne devons pas nous inhiber, ni accepter le fait de ne pas être pris en compte. Nous devons configurer

notre espace personnel et politique, marquer notre propre identité et affirmer nos opinions et arguments pour qu'ils soient pris en considération.

C'était, au fond, l'objectif des femmes d'Ema-kume Abertzale Batza. Elles ont emprunté un chemin. A nous de recueillir leur témoignage et de le réinventer en permanence dans une vision d'avenir.

Le 8 mars, nous appelons tous les membres du parti et les citoyens à participer aux mobilisations organisées dans les communes.



» Le Pays Basque nord impacté par le débat sur l'autonomie en Corse

EAJ-PNB suit l'évolution politique de la Corse. Les avancées obtenues préfigurent celles à venir, en Pays Basque nord.

Dans un entretien accordé à un quotidien local, le ministre de l'Intérieur envisage un statut d'autonomie pour l'Île de Beauté.

EAJ-PNB regrette qu'un contexte d'extrême tension sociale ait précipité ce pas en avant du gouvernement français. Néanmoins, l'autonomie est envisageable parce qu'une majorité autonomiste tient les rênes du pouvoir en Corse, de façon réitérée, depuis 2015. Derrière l'effet d'annonce, l'autonomie aura du sens, si la nouvelle institution est en capacité de légiférer sur place, y compris sur le plan fiscal.

EAJ-PNB constate qu'un territoire de plus de 300 000 habitants équivalent sur le plan démographique, au Pays Basque nord, est susceptible de devenir autonome, loin de la logique technocratique des grands ensembles régionaux.

EAJ-PNB défend en Pays Basque nord, une réforme interne de la Communauté Pays Basque : la décentraliser pour redonner le pouvoir aux élus.

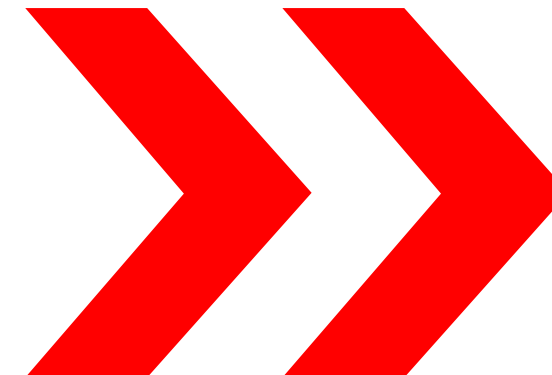
EAJ-PNB réitère également son projet de Collectivité Territoriale spécifique, avec des compétences départementales et régionales. Elle simplifierait les circuits de décisions, en évitant à l'institution de partager nombre de ses compétences avec le département 64 et la Nouvelle Aquitaine. Cette Collectivité aurait également un pouvoir normatif, dans des compétences comme le logement, le foncier, la langue basque ou la fiscalité.



Gilles Simeoni, président autonomiste de l'exécutif corse, avec des dirigeants d'EAJ-PNB, lors de l'Alderdi Eguna en 2019.

EAJ-PNB appelle à voter pour Emmanuel Macron

EAJ-PNB appelle à voter au second tour des élections présidentielles, le 24 Avril prochain, pour Emmanuel Macron, le candidat et président en exercice.



Malgré un discours policé, Marine Le Pen demeure une candidate d'extrême droite. Cela exige donc selon nous, un choix clair et sans ambiguïté.

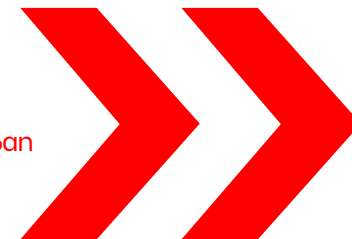
Marine Le Pen est aux antipodes de notre engagement politique. Elle met à mal le vivre ensemble par la distinction discriminatoire entre personnes de souche et personnes d'origine étrangère ou étrangères. Elle rejette évidemment la diversité culturelle, mais aussi, la construction européenne ou la décentralisation. Le Pays Basque n'a pas de place dans sa France d'une seule identité : l'identité française.

Emmanuel Macron est pour nous un moindre mal. Sa vision centralisatrice, loin des préoccupations des territoires et du Pays Basque, en particulier, a déçu. Tant de sujets primordiaux sont pourtant à traiter au plus près des citoyens et des spécificités territoriales : énergies renouvelables et enjeux climatiques, développement économique durable, tourisme de qualité maîtrisé, foncier ou logement. L'enseignement des langues dites régionales comme l'euskara a également connu un recul durant cette mandature à la suite du rejet de la loi Molac, orchestré par le gouvernement, qui a finalement abouti à un compromis précaire et insatisfaisant.

EAJ-PNB rappelle un engagement pro-européen commun, au sein du groupe politique Renew Europe, au Parlement européen. EAJ-PNB espère d'Emmanuel Macron, l'ouverture d'un

véritable dialogue franc et serein avec les dirigeants du Pays Basque, afin d'amorcer une étape constructive pour notre territoire et les citoyens qui y habitent.





Analyse par l'EBB du résultat des élections présidentielles françaises

L'Euzkadi Buru Batzar, la direction nationale d'EAJ-PNB salue la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République française, après avoir obtenu plus de 58% des suffrages exprimés et le soutien de près de 19 millions de personnes.

En Pays Basque nord, Emmanuel Macron a obtenu en pourcentage un soutien encore plus important. Marine Le Pen, la candidate d'extrême droite a été au contraire moins soutenue. Il s'agit d'un réel motif de satisfaction. La victoire d'Emmanuel Macron sur Marine Le Pen est une bonne nouvelle pour l'Europe, au regard des années décisives à venir. Le président de la République française sera l'une des principales références de l'Union européenne, au moment d'avancer de façon significative dans la construction européenne et dans sa nécessaire intégration politique.

Les analyses du résultat des élections prési-

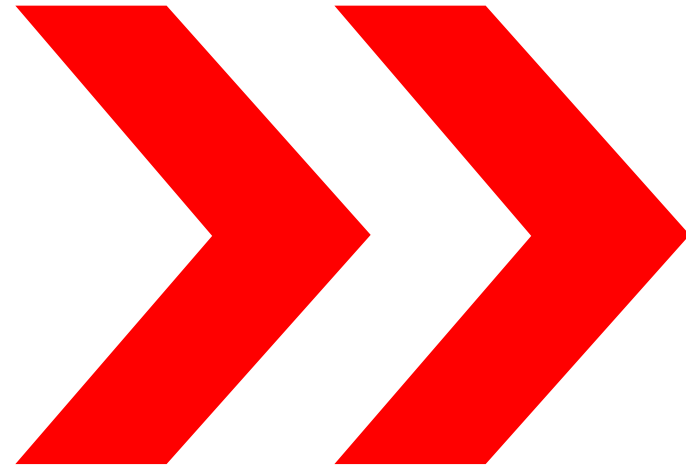
dentielles de dimanche demeurent des motifs d'inquiétude. Ces élections ont enregistré une montée des populismes d'extrême droite, ainsi qu'une forte abstention. Deux défis que la France, ses institutions démocratiques et ses dirigeants doivent relever en priorité et rapidement, à l'occasion des prochaines élections législatives, en Juin. Ces défis sont communs au reste de l'Europe. Ils obligent à un travail de proximité et à une coopération efficace entre les partis politiques. Conformément à sa trajectoire européenne et centenaire, EAJ-PNB assumera la responsabilité qui lui incombe.

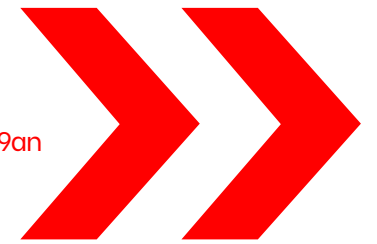
D'un point de vue basque, nous saluons les

05



résultats enregistrés en Ipar Euskadi. Ils illustrent l'engagement démocratique de notre pays. Le résultat obtenu ne peut et ne doit pas être utilisé par le président élu, comme un prétexte pour faire la sourde oreille et négliger la vague de critiques et de mécontentement, issue de la société civile basque. Elle exige une réponse rapide en termes de démocratie et de justice sociale. Au cours des cinq prochaines années, EAJ-PNB restera très vigilant pour dénoncer et agir comme contre-poids à toute menace centralisatrice, comme par exemple, l'annulation l'an dernier de trois articles clés de la «loi Molac». Durant ce second mandat d'Emmanuel Macron, nous serons particulièrement attentifs à toute mesure qui impliquerait une remise en question, un abandon ou un recul sur tout aspect lié à la culture basque, en général, et à la langue basque, en particulier.





Déclaration du Parti Démocrate Européen souscrit par EAJ-PNB, à l'occasion de la Journée de l'Europe

Ce 9 mai marque un tournant pour l'Europe. 70 ans après la ratification du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier mais aussi 70 ans après la signature de la Communauté européenne de la Défense (CED), l'Union européenne a connu d'importants changements depuis 2 ans.

Les Démocrates européens appellent à franchir de nouveaux Rubicons.

Après ceux de la dette commune, de l'engagement commun sur la défense européenne, de l'achat commun de vaccins et transferts de malades entre Etats membres, l'Union Européenne doit aller plus loin. Le drame ukrainien met en lumière la nécessité d'une profonde réforme de l'Union et d'une nouvelle stratégie pour assurer la promotion de la démocratie et de la sécurité collective dans le continent européen.

Face aux défis actuels concernant tous les Européens et Européennes et qui se déroulent à nos frontières, nos valeurs humanistes doivent se refléter dans les domaines de l'énergie, la santé, la culture, entre autres. Elles doivent répondre à l'urgence humanitaire. L'Europe a démontré une remarquable résistance morale. Mais, elle doit maintenant devenir une véritable puissance démocratique, numérique, industrielle et militaire.

L'Europe de 2030 se concentrera sur la souveraineté partagée, la relance et le sentiment d'appartenance démocratique. A 2 ans d'importantes élections européennes qui seront les premières à être véritablement européennes avec des listes transnationales, l'Europe a enfin progressé. Nous devons donner une double option démocratique aux citoyens. Ils doivent pouvoir voter directement pour des partis et prendre part à de nouveaux mécanismes de participation citoyenne.

Nous, Démocrates Européens, proposons d'aller plus loin. Sans une dimension régionale et locale plus forte et mieux reconnue, l'Union Européenne ne pourra pas prendre de bonnes décisions. Le Parlement européen doit initier la procédure de réforme des traités, mettre en place les changements indispensables et ainsi réaffirmer une subsidiarité active avec une participation accrue des Parlements nationaux et du Comité des Régions aux côtés du Parlement européen.

L'humanisme ne se réalise pas seulement via des décisions au niveau européen, mais aussi via la défense et la promotion de nos différences au sein de l'Europe, avec la protection de nos identités et langues régionales. Pour cette raison, nous réclamons une éducation civique européenne, des niveaux minimaux d'éducation à l'environnement, à la biodiversité et aux médias numériques et la promotion de formes d'engagement avec un véritable service civique européen pour les jeunes.

EAJ-PNB partage ces valeurs avec les démocrates européens. Membre actif du PDE, notre Parti plonge ses racines pro-européennes dans la genèse du projet commun. Nous sommes une formation centenaire qui exprime et partage une volonté claire de continuer à participer et à construire un avenir meilleur pour l'Europe, basé sur notre propre identité basque.

Le 09 Mai 2022 / 2022ko Maiatzaren 09an

07

Journée internationale contre la LGTBIphobie : EAJ-PNB continuera à soutenir la lutte pour l'inclusion.

Le Parti a soutenu un manifeste au Parlement Basque, que seul Vox (extrême droite) a rejeté, contre les droits et la discrimination dont souffre actuellement la communauté LGTBI. "Nous continuerons à travailler pour l'égalité des sexes et la liberté sexuelle", a déclaré Maitane Ipiñazar.

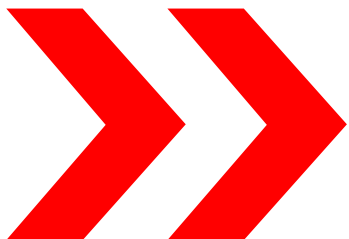


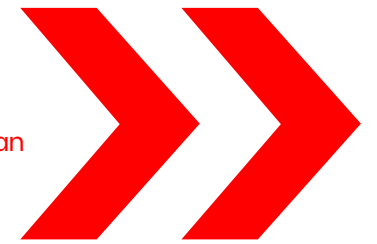
Aujourd'hui, 17 mai, Journée internationale contre la LGTBIphobie, tous les groupes du Parlement basque, à l'exception du PP (droite espagnole) et de Vox, ont lu une déclaration appelant aux droits et libertés sexuels et de genre pour tous. Ainsi, Maitane Ipiñazar, députée au Parlement Basque, a souligné la nécessité de poursuivre la lutte pour les droits de toutes les personnes, et en particulier celles qui composent la communauté LGTBI; "Nous savons qu'il y a de nombreux obstacles à surmonter jusqu'à ce que nous parvenions à une société pleinement respectueuse de la diversité et des droits de l'homme."

À cet égard, le Parlement Basque a souhaité élever la voix pour dénoncer les atteintes à la diversité sexuelle et de genre dans de nombreuses régions du monde : "il y a un préjugé général contre ce groupe." Par conséquent, Ipiñazar a souligné que « cette organisation s'engage à unir ses forces avec tous les acteurs sociaux pour construire une société juste, diversifiée, respectueuse et inclusive. Nous continuerons à travailler pour le droit à l'égalité et à la non-discrimination fondée sur le sexe et le genre, afin de promouvoir

la libre coexistence dans la diversité ». Elle a ajouté qu'il est du devoir de tous les organismes publics de lutter contre toutes les formes de discrimination et de violence et de soutenir ceux qui en souffrent.

Enfin, EAJ-PNB a appelé le public à se joindre aux événements de sensibilisation, en cette journée de lutte pour la diversité. "Aujourd'hui, et durant toute l'année, nous continuerons à soutenir les personnes LGTBI et ceux et celles qui les entourent, en luttant pour l'égalité." Le Parlement est d'accord avec cette célébration. Il le montre via cette déclaration tout en déployant un drapeau aux couleurs de l'arc-en-ciel sur sa façade.





EAJ-PNB plus proche d'Ensemble que de la Nupes

EAJ-PNB prend position pour le second tour des élections législatives.

Chaque électeur est évidemment propriétaire de ses voix. Mais, EAJ-PNB est un acteur politique fondé sur des principes démocrates et abertzale. La direction régionale de notre mouvement partage ses réflexions, à l'aune de ces principes.

Les 3 circonscriptions qui parcourent le Pays Basque nord vivront un duel entre candidat/es des coalitions Ensemble et Nupes. Les futur/es député/es défendront la majorité présidentielle ou la coalition Nupes, d'extrême gauche, puisque basée sur le programme de la France insoumise.

EAJ-PNB soutient en Pays Basque, les candidat/es de la majorité présidentielle, pour deux raisons principales :

-la Nupes défend le programme le plus centraliste, le plus inefficace, le plus éloigné des réalités des territoires, le plus souverainiste et le plus anti-européen des candidatures en lice. Les questions essentielles de la transition écologique et climatique, du pouvoir d'achat via une vie plus sobre et plus économe ou d'une économie productive vertueuse, s'organisent bien plus

efficacement à l'échelle de l'Union Européenne et localement. Au niveau européen, par les aides aux projets qui répondent à ces défis globaux. Localement, avec des projets qui valorisent nos ressources : énergétiques comme le bois énergie, les savoir-faire économiques, les projets alimentaires, la digitalisation, les déplacements collectifs ou le coworking/ télétravail, en faveur du pouvoir d'achat. Les trois candidat/es de la majorité présidentielle ont montré, en tant que député/e ou Conseillère départementale, leur volonté de décentralisation, leur engagement pro-européen, même si EAJ-PNB réclame un engagement renouvelé et plus résolu en la matière.

-la Nupes, la France insoumise et les candidat/es du Pays Basque issus de ce courant majoritaire sont les plus hostiles à l'affirmation des langues et cultures basques et régionales. La France insoumise s'est opposée à la loi Molac sur les langues dites régionales, sous le prétexte d'une loi pro-enseignement privé. L'urgence de la situation conduit les défenseurs de ces langues à soutenir toutes

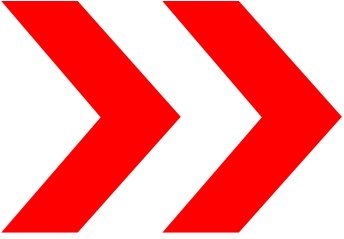
les filières d'enseignement, afin de former le maximum de jeunes locuteurs. En Pays Basque, les candidat/es de la Nupes ont prétendu que ces langues étaient protégées en France, en faisant fi de la réalité. En la matière, la France insoumise soutient l'inégalité de traitement entre le français et le basque ou le gascon. Elle prône l'ultralibéralisme : seule la liberté d'engagement des militants ou des parents d'élèves est prise en compte. Ils refusent tout droit linguistique qui conduirait à l'instauration du basque dans le secteur public, comme le droit d'accueil en euskara, dans ses services. Ils sont également hostiles à la Charte européenne des langues régionales.

Les deux député/es en lice d'Ensemble ont quant à eux voté en faveur de cette loi Molac.

Même si des divergences existent entre Ensemble et EAJ-PNB, le choix de la raison nous conduira à inviter à voter en faveur des candidat/es issus de cette coalition, ce dimanche 19 Juin, à l'occasion du second tour des élections législatives.

Le libre mouvement des biens et des personnes doit s'appliquer aussi au port de Larrau

EAJ-PNB appuie la demande du maire de Larrau et des habitants du village sur la réouverture du poste frontière du port de Larrau.



Il est fermé depuis plus d'un an et demi, pour cause de « terrorisme ». Le principe fondamental de libre mouvement des personnes et des biens au sein de l'Union Européenne doit bénéficier aux Larraintars, aux Souletins comme aux autres citoyens de l'Union. D'autant que Les Larraintars avaient pour habitude ancienne de se rendre dans les vallées navarraises voisines.

EAJ-PNB dénonce le manque de transparence de l'Etat français sur la mesure prise, sa pertinence, sa durée. Au XXI. siècle, tout citoyen a le droit d'être informé, de surcroît lorsqu'un principe fondamental est mis en cause.

EAJ-PNB s'interroge sur l'efficacité d'une telle mesure. Les réseaux et personnes recherchées ont eu le temps de se préparer en amont et d'accéder si nécessaire au



territoire français via d'autres voies de communication. EAJ-PNB demande à l'Etat français de rouvrir le plus rapidement possible les différents postes frontières encore fermés.

Berrueta, un nouveau scénario qui reste inacceptable

EAJ-PNB défend un Pays Basque nord riche de ses paysans, de leurs productions agricoles durables et de qualité.



Dans un territoire aussi attractif que le nôtre, la pression toujours plus forte sur le foncier agricole menace directement leur avenir.

EAJ-PNB juge inacceptable le nouveau scénario proposé dans la vente de la propriété Berrueta, à Arbonne. C'est encore une zone de 4 hectares de terrains agricoles et bâtis qui est sur le point d'être acquise par des investisseurs pour plus de 3 millions d'euros ! Ce niveau de prix deviendrait une valeur de référence pour la vente future des terrains alentours.

Dans l'immédiat, la solution de la préemption

doit être activée pour permettre à la SAFER et à l'EPFL de maintenir la vocation agricole de ces terrains à un niveau de prix raisonnable.

EAJ-PNB souhaite que la Communauté Pays Basque prépare l'avenir et anticipe les problèmes plutôt que de les subir. Par exemple, des acteurs fonciers comme la SAFER doivent être dotés de moyens conséquents, pour la réalisation de stocks de fonciers agricoles en agissant en amont de la mise en vente sur le marché.

Berrueta : la SAFER et la loi abusées ! Créons les outils pour maintenir le foncier agricole

EAJ-PNB dénonce la vente des terrains agricoles de la propriété Berrueta, à Arbonne.

Quand le droit sert à contourner la loi, au profit de la spéculation, l'agriculture locale est clairement menacée.

11 hectares de terres agricoles sont en vente, au double du prix estimé, soit 200 000€ au lieu de 100 000€. Seule la nue-propriété du terrain est en vente,

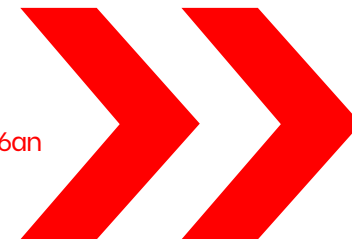
pour éviter la préemption du terrain par la SAFER, l'organisme de foncier agricole qui ne peut agir dans ce cas. Le vendeur garde l'usufruit. Théoriquement, l'acheteuse agricultrice censée travailler le terrain et le cultiver n'achète pas le pouvoir de l'utiliser ni d'en tirer des revenus, par la vente de fruits ou de légumes par exemple !

EAJ-PNB soutient toute initiative visant à dénoncer ce cas devant les tribunaux compétents.

EAJ-PNB demande à la Communauté Pays Basque de soutenir pleinement et activement les acteurs du monde agricole mobilisés dans ce dossier.

EAJ-PNB demande aux responsables politiques locaux, départementaux et régionaux de débloquent des fonds pour investir dans l'achat anticipé de terrains agricoles, afin de constituer un stock foncier, remis à la vente, pour un usage agricole nourricier.

EAJ-PNB demande qu'une expérimentation soit négociée avec l'Etat, pour mettre en place des dispositifs anti-spéculatifs, en Pays Basque et rétablir la confiance altérée entre les citoyens et le législateur. Dans le domaine agricole, la SAFER doit exercer pleinement son droit de préemption dans tous les cas de figure.



EAJ-PNB obtient une décision historique : la reconnaissance officielle de sélections basques pour les compétitions internationales

Au moment où les Mondiaux de pelote basque se déroulent, à Biarritz, le groupe parlementaire d'EAJ-PNB au Congrès des députés, à Madrid vient de lancer une démarche décisive dans l'officialisation de sélections basques, en particulier, dans la pelote et le surf.

Ce groupe parlementaire d'EAJ-PNB a déposé un amendement à la loi sur le sport, accepté en commission, pour la reconnaissance internationale de fédérations autonomiques. Le sport doit avoir « un fort lien historique et social » dans le territoire concerné. Second cas : la fédération autonome aurait fait partie « d'une fédération internationale avant la constitution de la fédération espagnole correspondante ». La pelote est évidemment le sport historique et national du Pays Basque. La fédération basque de surf remplit pour sa part, la deuxième condition.

Ce premier pas important est le fruit d'un accord arraché aux socialistes espagnols, dans le cadre du partenariat entre les

deux partis, à Madrid. A la suite de multiples initiatives en faveur des sélections basques, EAJ-PNB confirme la voie institutionnelle de la négociation. Elle exige persévérance, ambition et poids politique pour convaincre des partenaires au départ réticents.

EAJ-PNB espère que les sélections basques, concerneront également dans un futur proche, les sportives et sportifs du Pays Basque nord.

EAJ-PNB continuera à défendre des sélections basques pour l'ensemble des disciplines sportives.

EAJ-PNB a réalisé un premier pas important dans l'officialisation des sélections basques. Le premier pas et certainement

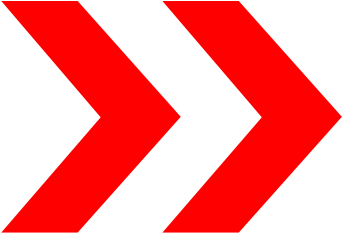
pas le dernier.

Profitons du moment présent, pour penser à ces pilotaris qui lors des prochains Mondiaux, arboreront le maillot tricolore, vert-blanc-rouge de la sélection basque !

Photo : Andoni Ortuzar, président national d'EAJ-PNB avec des représentant/es des fédérations basques de surf et de pelote. A droite, Ana Esther Furundarena, responsable Education, sport, euskara et culture au sein de la direction nationale d'EAJ-PNB.

Txomin Peillen : mort d'un Homme de lettres que tout a ramené au Pays Basque

Vendredi 9 décembre Txomin Peillen est décédé, il nous confie une œuvre prolifique..



Souletin né à Montmartre, à Paris, le Pays Basque et sa langue ont été un objet d'étude passionnel. Biologiste de formation, il était devenu linguiste puis écrivain non seulement en basque mais aussi en français et en castillan. Grâce à son doctorat en études basques, il exerça comme professeur de philologie basque durant quinze ans à la faculté de Bayonne. Surtout, toute sa vie durant, il ne cessa de contribuer à la culture basque dans un extraordinaire esprit de curiosité et d'ouverture.

Militant acharné de la culture basque, il fut membre de l'Académie de la langue basque et de la Société d'études basques qui lui décerna le prix Manuel-Lekuona en 2009 pour l'ensemble de ses contributions littéraires et scientifiques. Vendredi 16 décembre, il devait même recevoir le Prix d'honneur d'Eusko Ikaskuntza et de la Ville de Bayonne pour son parcours exemplaire au service de la connaissance de la langue et de la culture basque. Comme l'a souligné Jean-Louis Davant, Txomin Peillen « réalise ainsi un idéal linguistique qui est proposé à tout habitant des territoires basques, au-delà de tous les clivages politiques ou autres : celui de



Photo : source : Institut Culturel Basque

s'exprimer dans les trois langues principales du Pays basque, sans oublier le gascon occitan. En même temps, Dominique Peillen nous aide, par là et par ailleurs, à franchir les Himalaya de nos préjugés, qui sont les frontières les plus hautes du monde ». Homme de lettres respectant les identités de chacun, Txomin Peillen est un exemple de l'esprit d'ouverture qui doit nous permettre à tous de vivre ensemble, ici au Pays basque notamment.

Agur eta ohore, Jauna



- 01** Le 04 Février 2022 / 2022ko Otsailaren 04an
Le pouvoir d'achat sous perfusion, ou la tentation de la facilité
- 02** Le 18 Février 2022 / 2022ko Otsailaren 18an
Les Réseaux Sociaux, une arme dévastatrice
- 03** Le 25 Février 2022 / 2022ko Otsailaren 25an
La ligne 2 du Trambus ? une vraie bonne nouvelle
- 04** Le 26 Avril 2022 / 2022ko Apirilaren 26an
Peio Etxeleku : « l'annonce de l'ouverture de discussions autour de l'autonomie de la Corse reste cependant une excellente nouvelle pour tous ceux qui aspirons à une organisation plus fédérale de l'Europe »
- 05** Le 08 Avril 2022 / 2022ko Apirilaren 08an
Conflit russo-ukrainien : les européens découvrent l'importance de l'Europe
- 06** Le 15 Avril 2022 / 2022ko Apirilaren 15an
ABERRI EGUNA : La Bidassoa, témoin de l'unité des Basques
- 07** Le 06 Mai 2022 / 2022ko Maiatzaren 06an
Présidentielles 2022 : un nouveau rendez-vous manqué avec la démocratie
- 08** Le 27 Mai 2022 / 2022ko Maiatzaren 27an
Terres agricoles : quand est ce que la CAPB prendra ses responsabilités ?

- 09** Le 17 Juin 2022 / 2022ko Ekainaren 17an
Iparralde, les leçons du 1er tour des élections Législatives
- 10** Le 15 Juillet 2022 / 2022ko Uztailaren 15an
EAJ-PNB continue de grandir pour servir le Pays basque
- 11** Le 16 Septembre 2022 / 2022ko Buruillaren 16an
Peio ETXELEKU : « 60 % au moins de la production de logements collectifs doivent être réalisés par les acteurs publics. »
- 12** Le 23 Septembre 2022 / 2022ko Buruillaren 23an
Cette fois ci, nous y sommes...
- 13** Le 07 Octobre 2022 / 2022ko Urriaren 07an
La question du genre et notre modèle de société
- 14** Le 21 Octobre 2022 / 2022ko Urriaren 21ean
Mondiaux de pelote basque : la pelote, comme un message politique
- 15** Le 04 Novembre 2022 / 2022ko Azaroaren 04an
La filière bois au Lycée de Navarre : histoire d'un sauvetage
- 16** Le 04 Novembre 2022 / 2022ko Azaroaren 04an
L'euskara doit retrouver sa place dans l'espace public
- 17** Le 09 Décembre 2022 / 2022ko Abendoren 09an
COP27, ne baissons pas la garde ...
- 18** Le 09 Décembre 2022 / 2022ko Abendoren 09an
«Pisua izan nahi dugu erabakietan, zatitu gabe»

Le pouvoir d'achat sous perfusion, ou la tentation de la facilité ...

Gouverner aujourd'hui, c'est nous préparer à une consommation raisonnée, grâce à des investissements qui préparent l'avenir de nos territoires. Gouverner, ce n'est pas entretenir un semblant de surconsommation à coup d'aide au pouvoir d'achat, c'est donner le pouvoir aux institutions locales.

Le pouvoir d'achat était déjà un des axes de la campagne présidentielle de 2017. C'est toujours le sujet de préoccupations majeur des Français, bien avant la sécurité et la santé ou même l'immigration. Ces dernières années, presque tous les Français auraient connu une augmentation de leur niveau de vie, de 1,6% en moyenne. Cette amélioration cache des disparités importantes car les 5 % de ménages les plus modestes (ceux qui vivent avec moins de 800€ par mois) ont plutôt vu leur pouvoir d'achat baisser. En effet, selon une étude publiée mi-novembre par l'Institut des politiques publiques, les dernières mesures concernant le pouvoir d'achat ont surtout bénéficié aux plus riches, ce qui relativise largement l'image d'une amélioration généralisée à l'ensemble des ménages.

Aujourd'hui, les perspectives de hausse des

prix des énergies font peur et le gouvernement souhaite compenser cette hausse par une indemnité inflation défisicalisée de 100€ dont pourrait potentiellement bénéficier 38 millions de Français. A quelques mois des élections, cette décision électorale illustre ce qui est devenu le pouvoir d'achat : une course à l'échalote.

Il y a une croyance répandue en l'éternel progrès technique et pourquoi pas humain. La notion de croissance répond directement à ce sentiment que nous devrions, au cours de nos vies, pouvoir améliorer notre condition. Un élément tangible est l'amélioration du pouvoir d'achat parce qu'il donne l'apparence d'être mesurable dans le temps.

Le pouvoir d'achat dépend ainsi de la relation entre le niveau de revenu et le niveau des prix. Si la hausse des revenus est inférieure à la

hausse des prix, le pouvoir d'achat diminue. Quand un employé doit prendre sa voiture, faute de transport en commun efficace, pour venir travailler sur le BAB depuis Saint-Palais ou Saint-Etienne de Baigorri, et que le prix du carburant bat des records, son pouvoir d'achat est forcément réduit.

La situation actuelle des ménages du Pays basque est impactée par l'inflation des prix du logement (30% de leur budget) et du carburant (15-20%), ce qui génère des déséquilibres et des contraintes.

Même si l'utilisation d'un véhicule revient entre 4000€ et 10000€ par an selon une étude ACA de 2017 et que le covoiturage permettrait une réduction des dépenses de 600€ par an, dans l'urgence, les ménages éligibles au chèque de 100 € ont l'impression de bénéficier d'une «



droit » à la consommation, « offert » par l'Etat.

Cette aide est un écran de fumée. La véritable urgence serait d'investir dans des services et des équipements comme les transports en commun alternatifs à la voiture individuelle ; c'est là que nous serions en droit d'attendre les pouvoirs publics de proximité. L'Etat, au lieu de tenter de satisfaire une clientèle électorale devrait aider les institutions locales à investir dans des infrastructures de proximité, qui sont une des solutions à la question du pouvoir d'achat. Plutôt que d'entretenir des chimères technologiques avec les lignes à Grandes vitesses, que l'Etat soutienne par des investissements massifs les transports collectifs, dans des réseaux de mobilité douce...

Il faut que l'Etat permette aux collectivités locales de trouver des solutions pour continuer à déve-

01

lopper une activité économique à valeur ajoutée qui génère des salaires et un pouvoir d'achat plus important que l'activité résidentielle. Sans une véritable décentralisation élaborée sur une plus grande autonomie fiscale et ainsi une plus grande liberté d'actions, le Pays basque tirerait sa richesse autrement que de la valeur de ses maisons et de ses terrains, mais de ce qu'il s'y produit. La crise du pouvoir d'achat devrait inciter nos élus locaux à exiger de l'Etat plus d'autonomie pour l'Agglomération Pays basque pour de grands investissements à l'échelle de notre territoire. La transition écologique est à inventer sur la base des territoires. Il faut pouvoir investir dans la recherche et l'innovation pour remplacer les produits et services actuels par des alternatives économiques ou neutres en énergie, en émissions de CO2. L'heure n'est pas à la démagogie de la hausse du pouvoir d'achat, ni à l'entretien d'une surconsommation. L'heure est à l'investissement dans des services publics utiles à tous et pour qu'ils soient utiles à tous, c'est aux pouvoirs locaux de les exiger notre territoire.



Jean Tellechea
Secrétaire de l'IBB
Membre d'EAJ-PNB



Article paru dans la Semaine du Pays Basque
n° 1465, le vendredi 04 Février

02



Les Réseaux Sociaux, une arme dévastatrice

Il y a dans les réseaux sociaux une forme de paradoxe de l'évolution humaine, comme si l'hyper-modernité de l'outil nous renvoyait finalement à notre propre bestialité. Techniquement, les réseaux sociaux ne sont qu'un outil algorithmique. Ce sont les résultats de modalité de calcul de données finalement assez froid qui, par essence, ne traduisent pas des émotions mais des corrélations, c'est-à-dire des connexions entre éléments d'informations exploitables. Pourtant, dans les faits, leur usage tend vers une sorte de déconnexion avec nos réalités, où personne n'échange vraiment si ce n'est pour se conforter dans ses propres convictions. Par extension, les réseaux sociaux sont finalement un espace parallèle où chacun comprend ce qu'il veut, dit quasiment ce qu'il veut car les modérateurs de contenu sont bien

incapables de gérer un tel flux d'échanges, qui plus est potentiellement globalisé.

Nous avons pourtant suffisamment de recul sur les travers de ce système d'information. Donald Trump l'a largement utilisé pour satisfaire chacune des populations ciblées en leur fournissant le discours qu'elles voulaient entendre. Plutôt que de proposer un projet de société réunissant l'ensemble des Américains, au risque de déplaire, il a donné à entendre ce que chacun voulait entendre grâce à des ciblage algorithmiques. Bolsonaro au Brésil n'a pas fait autrement. Lors de la campagne autour du Brexit au Royaume-Uni, les réseaux sociaux ont servi les Pro Brexit en diffusant des supports comiques, musicaux, éditorialistes pour convaincre et bien entendu, répandre son lot de désinformation choisi. Par exemple, repris dans

son film Brexit, Arnaud Liévin expose factuellement comment les cadres de la campagne Pro Brexit ont recouru au mensonge pour toucher le plus grand nombre d'électeurs. En 2016, on découvrait l'existence d'une société britannique, Cambridge Analytica, qui aurait ciblé plus de 87 millions d'utilisateurs de Facebook pour organiser des campagnes de propagande électorale dans 68 pays dans le monde ! Constat alarmant et très inquiétant pour les futures échéances électorales françaises. Ne nous croyons pas à l'abri de ces manipulations. Ces exemples doivent ramener chacun de nous à nos propres responsabilités.

Outil idoine pour polariser les opinions, les algorithmes entretiennent sans contre-pouvoir, sans débat, les oppositions qui stimulent les visites sur les plateformes et donc leur croissance. « La colère, c'est ce qui engrange le plus grand nombre de clics. Facebook connaît les solutions, mais ces solutions enlèvent, ici ou là, un peu de profit » expliquait au

Parlement européen, Frances Haugen, l'ex-employée de Facebook devenue lanceuse d'alerte. Il est évident aujourd'hui que le modèle économique des Réseaux sociaux doit être contrôlé car il devient extrêmement dangereux, criminel dans certains cas. Ils affaiblissent surtout les démocraties.

Eduquer les plus jeunes à ces outils de communication, à l'instar, depuis 2017 du projet Résolab d'AdoEnia, du Centre Hospitalier de la Côte Basque ou de KontutzDato en Pays basque sud est nécessaire mais n'y suffira pas. Et les pouvoirs publics doivent exiger davantage de transparence et de rigueur dans le contrôle des propos qui y sont tenus sur les plateformes numériques pour qu'en Pays basque comme ailleurs, les Réseaux sociaux ne soient pas aux mains que des plus radicaux.



Christophe Lamboley-Depoire

Membre d'EAJ-PNB

La Semaine
du Pays Basque

Article paru dans la Semaine du Pays Basque
n° 1467, le vendredi 18 Février

La ligne 2 du Trambus ? une vraie bonne nouvelle

Comment ne pas accueillir avec satisfaction l'arrivée en 2024, de cette ligne 2 du Trambus qui traversera tout Bayonne depuis Tarnos jusqu'à Bassussarry ? Enfin une alternative au « tout voiture » à l'échelle de notre bassin de vie.



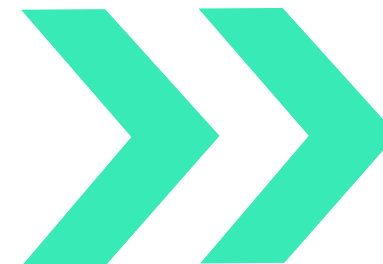
Depuis des mois, les services de la Communauté Pays Basque travaillent sur une solution à l'engorgement quotidien de l'entrée la plus empruntée de Bayonne, au niveau de Bassussarry. En moyenne, 26 700 véhicules/jour y transitent entraînant son lot de frustration, d'énervement sans compter les émissions de gaz d'échappement. Forte de la compétence en matière de mobilité, à l'échelle de l'ensemble du Pays basque, la Communauté Pays Basque cherche à donner une cohérence à son action. Même si l'institution donne parfois l'impression d'avancer à tâtons, elle avance ...

La compétence mobilité est une tâche périlleuse car il faut anticiper des pratiques de mobilité tout en créant inévitablement de

l'insatisfaction : « pourquoi faire passer le Tram par cette rue et pas par l'autre ? », toujours trop de nuisances liées aux travaux et chantiers, refus de changements d'habitudes, ... sont autant de critiques. Pourtant, depuis 2017, la Communauté Pays basque continue ses efforts sur des réseaux de bus plus performants, synonyme de modes de transports plus respectueux de l'environnement. C'est un combat de longue haleine car les pratiques sont bien ancrées : ici, 83% des actifs utilisent leur voiture pour se rendre au travail. Les transports en commun ne sont utilisés que par 5% d'entre eux. Le syndicat des mobilités du Pays basque fait le pari du Trambus ; choix ambitieux par ses enjeux et par son coût. N'oublions pas que les



03



dépenses sont portées par les entreprises, de l'intérieur notamment mais qui n'en voient toujours pas les effets sur leur territoire. Un bel exemple de solidarité en direction des problèmes de la Côte !

Cadencement, infrastructures adaptées, multi-modalité... et changement de mentalité

Le terminus de la ligne 2 du Trambus sera installé à proximité du Golf du Makila à Bassussarry. La nature de la RD 932 devra être révisée pour permettre la création de voies dédiées, en site propre, c'est-à-dire réservées exclusivement aux bus. Surtout, ces 5 kilomètres supplémentaires devraient permettre à la ligne 2 de devenir enfin attractive. Attractive certes mais si certaines conditions sont respectées : sans un cadencement performant, notamment renforcé aux heures de pointe ; sans des infrastructures adaptées à des pratiques multimodales (des parkings de covoiturage à l'arrêt de bus, une complémentarité avec d'autres lignes de bus, des parkings à vélo...) ; et surtout sans une tarification vraiment convaincante, il y a fort à parier que les usagers ne verront que les désagréments causés par des mois de travaux.

Pour la Communauté Pays basque et son bras armé, le Syndicat des Mobilités Pays basque Adour, les chantiers restent nombreux et compliqués, sur le dossier des mobilités « alternatives ». La pratique du vélo, à assistance

électrique, mais pas uniquement, demanderait une bien meilleure compréhension et de meilleurs aménagements (quid des bords de la Nive qui relie le centre d'Ustaritz à Bayonne, en site quasiment propre ?). Le Baromètre des villes cyclables 2021, soutenu notamment par le ministère de l'Écologie, a rendu son verdict sur les réseaux des villes basques : depuis 2019, avec un D (sur une échelle allant de A+ à G), la situation de Bayonne s'améliore très lentement ; avec un E, la circulation à vélo sur Anglet est jugée plutôt défavorablement, et à Biarritz, la place faite aux vélos est considérée nettement défavorable (F).

Comment ne pas s'inquiéter de voir sur nos chaussées, des dessins de vélos, qui plus est, à contresens des voitures, comme simple protection des cyclistes ! Il faut donc aller plus loin avec de vrais réseaux de circulation complémentaires, en site propre, pour les vélos comme pour les bus, mais aussi pour les piétons... Souhaitons que le prix du gazole accélère le changement des mentalités des usagers comme des collectivités, pour que la transition continue sa mue.



Clotilde Bordenave

Présidente de l'Herri Biltzar Baiona
Membre d'EAJ-PNB



Peio Etxeleku :

« l'annonce de l'ouverture de discussions autour de l'autonomie de la Corse reste cependant une excellente nouvelle pour tous ceux qui aspirons à une organisation plus fédérale de l'Europe »



On a souvent dit qu'Emmanuel Macron exerçait son mandat de manière très centralisée. Et pourtant son ministre de l'Intérieur vient d'ouvrir la voie à l'autonomie de la Corse. Comment ressentez-vous cela ?

En effet, on ne peut pas vraiment dire que le fédéralisme ou le girondisme aient été sources d'inspiration pour le président Macron. L'annonce de l'ouverture de discussions autour de l'autonomie de la Corse reste cependant une excellente nouvelle pour tous ceux qui aspirons à une organisation plus fédérale de l'Europe en général, et de la France en particulier. Et on ne peut que regretter qu'il ait fallu attendre plus de sept ans après l'élection d'une majorité autonomiste au sein de la collectivité territoriale de Corse, et dans un contexte d'expression violente, à la suite de l'assassinat d'Yvan Colonna. La temporalité de cette annonce est pour le moins troublante : une lecture

de prime abord tendrait à faire croire que le gouvernement fait des avancées uniquement lorsque l'expression de la rue se fait de plus en plus violente alors que les choix exprimés démocratiquement ont été ignorés pendant de longues années...

Le traitement différencié entre les différents territoires de la République est quelque chose qui heurte cependant beaucoup de politiques ou de Français qui sont attachés à une égalité entre les territoires. Cela pourrait même éventuellement poser des questions institutionnelles. Que répondez-vous à ceux qui prétendent que donner de l'autonomie à des territoires est une source d'inégalité selon vous ?

Si, depuis plus de deux siècles, l'organisation de la République avait réussi à gommer l'inégalité entre les territoires, ça se saurait ! En réalité, la République doit comprendre

qu'elle s'enrichirait de la préservation et de la promotion de la diversité des peuples et territoires qui la composent. La mise en œuvre du statut d'autonomie, du droit de chaque territoire historique à s'autodéterminer, comporte à nos yeux deux effets positifs : la responsabilisation des entités territoriales concernées et la mise en œuvre d'une solidarité librement consentie entre les différents territoires. L'exemple de la Communauté Autonome Basque, que les représentants du parti politique auquel j'appartiens dirigent depuis plus de 40 ans, devrait être une source d'inspiration pour toute l'Europe : voilà une communauté qui s'est prise en main, dans une situation économique catastrophique, au début des années 80, qui a réussi une reconversion industrielle et économique mondialement reconnue comme admirable et qui contribue au budget de l'État espagnol, dans le cadre de l'expression de la solidarité, au-delà de sa quote-part sur le PIB espagnol.



L'Alsace a fusionné ses deux conseils généraux et réclame des compétences régionales, la Savoie semble réfléchir au même processus, la Bretagne possède son conseil régional, la Corse est même gérée par une collectivité territoriale... et le Pays Basque n'est qu'une communauté d'agglomération. Ne ressentez-vous une certaine frustration au fait que le Pays Basque semble à traîne par rapport à ces autres territoires de la France ?

En effet, depuis les revendications exprimées par les frères Garat, jusqu'au souhait d'obtenir une collectivité territoriale à statut particulier au cours de la dernière décennie, en passant par la revendication d'un département

Pays Basque de part à la CCI de Bayonne dès la fin du XIXe siècle, on peut dire que la patience de l'un des plus vieux peuples d'Europe que nous sommes est mise à rude épreuve. Pourquoi une telle négation à reconnaître nos particularités et à nous faire confiance pour nous prendre en charge ? C'est à la fois frustrant et avilissant. Mais comme nous sommes de nature optimiste, nous avons pris la création de cette première communauté d'agglomération à la fois comme un premier pas dans la bonne direction et comme une institution correspondant à une majorité largement exprimée par les élus du Pays Basque.

Évoluer vers une collectivité territoriale spécifique, cela veut dire prendre plus d'indépendance vis-à-vis du conseil départemental, voire du conseil régional. Comment se passerait la vie dans le département et est-ce que cela changerait la région ? Le Pays Basque serait-il toujours en Nouvelle-Aquitaine ?

Il m'est difficile de me projeter dans un tel détail institutionnel. Il faudrait tout d'abord acter le fait que le niveau d'émancipation adapté au Pays Basque soit conforme à la majorité librement exprimé par les Basques, c'est-à-dire les habitants de ce territoire. En d'autres termes, que soit définitivement reconnu notre droit à l'autodétermination.

Un statut d'autonomie permettra aux Corses de voter leurs propres lois. Est-ce que c'est une solution que vous voudriez pour le Pays Basque nord ? La taille du territoire est-elle critique pour cela même si la Corse n'est pas beaucoup plus peuplée qu'Iparralde ?

La capacité à se prendre en main et à assumer les conséquences de ses décisions n'est pas lié à une question de taille. Des territoires bien plus petits que la Corse ou le Pays Basque nord fonctionnent de façon très autonomes en Europe. Le droit à la responsabilisation doit avant tout correspondre à la volonté exprimée par les habitants du territoire concerné.

On voit cependant que la violence n'a pas cessé en Corse alors même que l'exécutif français est prêt à aller de l'avant. Est-ce que cela veut dire que la violence associée aux combats nationalistes ne peut pas être apaisée et que comme le disait François Mitterrand, « Le nationalisme, c'est la guerre » ?

Je crois qu'en l'occurrence, le retour, que j'espère temporaire, de la violence en Corse est surtout la conséquence de la négation, par l'État, de la prise en compte de la volonté majoritairement exprimée par les Corses, ainsi qu'un non respect scandaleux de la loi à l'égard des prisonniers politiques Corses. Le nationalisme qui consiste à se replier sur soi, à considérer autrui comme inférieur où à vouloir en faire un ennemi est en effet source de conflits, de violence et de négation des droits de l'homme. Il a été à l'origine de beaucoup d'atrocités en Europe et dans le monde, ce nationalisme-là est à combattre. Celui que nous pronons et au contraire un nationalisme inclusif m,

de responsabilisation et de solidarité. Il s'appuie sur la richesse et le respect des diversités identitaires ainsi que sur la volonté de construire ensemble une Europe puissance et fédérale.

Mayotte a fait le choix de la départementalisation, la Nouvelle-Calédonie vote « non » à chaque référendum sur l'indépendance... Est-ce qu'il faut voir un signe que l'indépendance n'est plus une notion à l'ordre du jour et que c'est bel et bien l'autonomie qui est l'aspiration de ces territoires à forte identité ?

La notion d'indépendance, est bien relative. On peut même s'interroger sur la réalité de l'indépendance d'un pays comme la France, face aux puissances chinoise, américaine ou indienne, alors que notre monnaie est déjà commune en Europe, et où l'intégration européenne demeure un mouvement en marche. Les derniers événements à l'est de l'Europe sonnent comme un véritable rappel pour la construction de cette Europe fédérale, de cette Europe puissance à laquelle un parti comme le nôtre aspire depuis les années 1930.

Concernant un statut spécifique pour le Pays Basque ou une éventuelle autonomie, ne mériterait-il pas l'organisation d'un référendum qui concernerait l'ensemble des 158 communes qui compose aujourd'hui le Pays Basque ?

Il est évident que des évolutions institutionnelles majeures comme l'obtention d'un statut d'autonomie doivent être pleinement légitimées par l'expression démocratique des habitants du territoire concerné. Le statut de Gernika, en vigueur au Pays Basque sud, fut approuvé à 80 % par le peuple Basque ; c'est la force tirée de cette légitimité qui a permis à nos gouvernements successifs d'obtenir, dans un dialogue d'égal à égal, les compétences qui continuent à être transférées de Madrid à Gasteiz.

On reproche aux autonomistes une certaine forme d'égoïsme : ils s'occupent de leur territoire quitte à laisser les autres à la traîne. Critique fondée ?

Comme je l'ai dit précédemment, l'organisation de la solidarité entre les territoires doit être encadré dès la mise en œuvre des statuts d'autonomie. Et cela peut fonctionner à merveille, comme le montre l'exemple de nos frères et sœurs du Pays Basque sud. Le grand intérêt de l'autonomie est la responsabilisation des habitants et des élus du territoire concerné : d'une relation de vassalité avec l'État central, on passe à une relation d'égal à égal, j'allais presque dire « entre adultes » ; relation dans laquelle le territoire autonome doit créer, autant que faire se peut, les conditions économiques lui permettant à la fois d'assurer les moyens de sa subsistance et la mise en œuvre d'une véritable solidarité avec des territoires voisins moins favorisés que lui.





Conflit russo-ukrainien : les européens découvrent l'importance de l'Europe

La crise en Ukraine montre que sa place est chaque jour plus nécessaire dans les relations internationales.

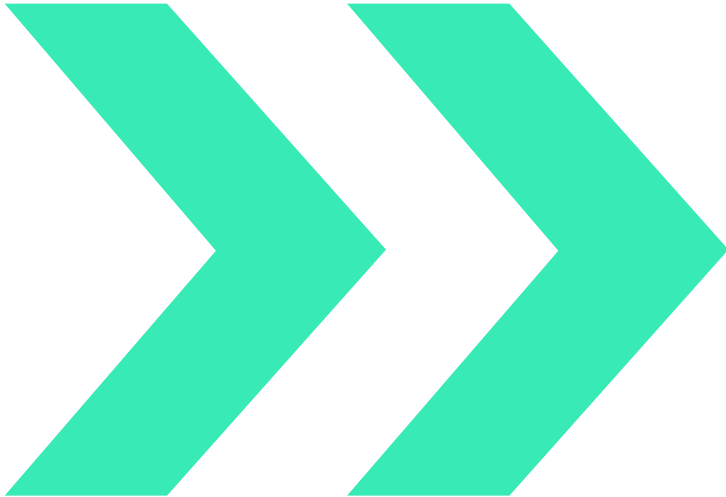
Depuis des décennies, l'Europe n'est pas épargnée par les critiques. Technocratique, lointaine, verticale... elle est dénoncée par des aspirants à un régime plus direct à (l'extrême) droite comme à (l'extrême) gauche. Ses apparentes faiblesses et son intransigeance à traiter des sujets dans l'urgence ont fait d'elle la victime expiatoire des changements du monde. Son incapacité à défendre une approche géostratégique, au niveau du continent européen, jusqu'aux portes de l'Oural, nourrit ce déferlement de critiques. Pourtant, depuis des décennies, l'Europe est aussi un modèle unique d'espace de paix dans le monde. La crise en Ukraine montre que sa place est chaque jour plus nécessaire dans les relations internationales.

Vues du Pays basque, les conséquences du conflit russo-

ukrainien semblent bien lointaines. Le Pays basque est plutôt un importateur net de marchandises en provenance de cette zone orientale de l'Europe. En 2021, Euskadi a exporté vers la Russie et l'Ukraine pour 292 millions € et importé pour 1,54 milliard €. Pour le commerce du Port de Bayonne, avec près de 40 millions d'euros d'exportation et 16,4 millions d'importation, la Russie est 13ème client des Pyrénées-Atlantiques. L'Ukraine, avec 19 millions € à l'export et 13 millions à l'import est son 20ème client. A première vue, ce ne sont pas des partenaires essentiels mais certaines de nos activités sont tributaires de leurs produits. Et naturellement, en Pays basque sud comme en Pays basque nord, c'est surtout le prix des énergies et en particulier des hydrocarbures qui inquiète. En Europe, 27% du pétrole et 40% du gaz proviennent de Russie. Et

au niveau international, les conséquences du conflit sont immédiatement mesurables : le marché boursier a déjà baissé et les prix du gaz et du pétrole augmenté. Aucun Etat en Europe, aucune région au sein de l'UE ne peut lutter seule contre cette inflation. En revanche, unis en son sein, la diversité européenne peut être un rempart pour lutter contre les interdépendances des marchés. C'est le chemin que l'Union européenne emprunte depuis une vingtaine d'années en affirmant sa place dans le monde. Contre toute attente, c'est paradoxalement l'invasion russe qui renforce l'Union européenne et ses membres.

Depuis plus de 20 ans, l'Europe n'a de cesse de s'affirmer sur la scène internationale



En octobre 1999, quand l'armée russe entame une vaste opération militaire pour reprendre le contrôle de la Tchétchénie, l'Union européenne (UE) se contente de faire pression. En 2008, lorsque la Russie bafoue une nouvelle fois la légalité internationale en intervenant en Géorgie. L'UE hésite. La Géorgie, qui se réclame des valeurs et du projet européen, s'était défendue militairement et posa aux Européens une question de principe : peut-on défendre la paix par les armes ? Des voix émergeaient pour que l'UE ne se contente pas d'envoyer des missions civiles d'observation mais qu'elle déploie une force militaire pour recouvrer la paix. Le projet de Communauté européenne de défense esquissée entre 1950-1954 en toile de fond, l'Europe a choisi de répondre autrement : depuis 2014, la Géorgie a signé un accord-cadre avec l'UE pour participer aux opérations de politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Une représentation de la Géorgie auprès de l'UE a été mise en place pour contribuer au développement de l'esprit démocratique mais pas de réponse direct au belligérant russe. Malgré cela, et malgré les restrictions commerciales, de son côté, la Russie continue d'étendre son influence militaire, notamment aux frontières russo-ukrainiennes, en Biélorussie et en Crimée (annexée en 2014). Cependant, pour l'Union européenne, la donne a changé. Depuis le Traité de Lisbonne en 2009, l'UE s'est dotée d'un chef de la diplomatie européenne

grâce au Haut Représentant de l'Union et Vice-président de la Commission pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Depuis une vingtaine d'années, l'Union européenne s'affirme dans les relations internationales sans plus attendre les réactions du Conseil de sécurité de l'ONU, ni celles des Etats-Unis qui ne souhaitent plus être les gendarmes du monde, comme Barack Obama l'a annoncé en 2012.

Chaque jour, l'Europe se renforce. Aujourd'hui, le conflit russo-ukrainien oblige l'Europe à assumer son message de paix. L'Union européenne relance l'idée d'une Europe de Défense pour assurer la paix dans un système international globalisé et complexe. Le conflit russo-ukrainien questionne la souveraineté énergétique européenne mais aussi son autonomie alimentaire au niveau continental et naturellement local. Aujourd'hui, le conflit avec la Russie nous oblige à poursuivre ce cheminement vers une plus grande autonomie dans énergétique et alimentaire dans un monde de paix.

ABERRI EGUNA : La Bidassoa, témoin de l'unité des Basques

Le samedi 16 avril prochain, EAJ-PNB célébrera le jour de la Patrie basque, l'Aberri eguna, comme nous le faisons depuis 90 ans. Cette année, à l'initiative des Navarrais du Baztan, des Guipuzcoans d'Irun et Fontarrabie et des Labourdins de l'Herri biltzar de Bidasoa (Urrugne), un Aberri eguna sera organisé autour du fleuve Bidassoa, pour démontrer qu'il est ici un bassin de vie plus qu'une zone de fracture. Cette première édition transfrontalière de l'Aberri eguna, rassemblant les territoires riverains, se tiendra le 16 avril, à midi, au quartier Béhobie à Urrugne, sur la place de l'église St Jacques

Dans un contexte de problèmes et de tensions mondiales, et de période électorale, nous sommes convaincus que les solutions viendront des citoyens et des élus, de leur engagement et de leur capacité à travailler ensemble. L'abertzalisme est à la fois un cap qui permet de donner une direction commune à tous. Il est aussi un moteur des solidarités. Et dans une société qui malheureusement est marquée par son individualisme, l'Aberri eguna a vocation à transcender l'esprit de patriotisme des habitants du Pays basque.

Il est donc important d'honorer le jour de la patrie basque

; et le fleuve Bidassoa qui prend sa source dans le Baztan et qui relie Euskadi et Iparralde avant de se jeter dans l'océan, est un témoin privilégié de notre unité nationale.

Il est le témoin de cette réalité, ce ballet de bus scolaires qui le traversent chaque matin, des activités sportives et celles des écoles de musique, des familles qui vont et viennent sur les plages de la Côte basque, des travailleurs « transfrontaliers » pressés le matin et le soir ...

Le samedi 16 avril prochain, nous allons aussi rendre aussi un hommage important à une personnalité illustre du Pays basque : Antoine d'Abbadie.

Ce souletin, né en 1810 en Irlande, a réussi à conserver sa langue maternelle, l'euskara. Il est mort il y a tout juste 125 ans après avoir mené une vie d'une grande richesse. Une vie d'engagement ; il a été maire d'Hendaye. Promoteur et précurseur, il a œuvré pour développer la culture basque à l'échelle du Zazpiak Bat. Il a aussi été un scientifique de renommée internationale et un grand spécialiste de l'Afrique.

Il symbolise l'engagement et l'amour du Pays basque.

Il symbolise aussi l'ouverture au monde ; lui qui aimait l'Afrique et les africains, dont il avait étudié les langues

(éthiopiennes). Comment vivrait-il la situation de ces gens épuisés, ces migrants quittant leur pays d'origine pour une vie meilleure et qui, traversant la Bidassoa au péril de leur vie, tentent d'échapper aux regards et à la police ?

Samedi 16 avril, nous invitons toutes les femmes et les hommes pour qui l'identité basque est un moteur dans leur vie, à fêter ensemble l'abertzalisme. Espero dugu, etorriko zarela. (Nous espérons que vous viendrez).

Jean Tellechea
Secrétaire de l'IBB
Membre d'EAJ-PNB

La Semaine
du Pays Bas

Article paru dans la Semaine du Pays
Basque n° 1475, le vendredi 15 Avril



Présidentielles 2022 : un nouveau rendez-vous manqué avec la démocratie



Depuis 1965, c'est la même histoire. Depuis que l'on élit directement le Président de la république, l'affaire est inéluctable : Les Français s'éloignent de plus en plus de la politique. Depuis 1995, c'est d'abord un électeur sur 5 a cessé de participer à l'élection favorite des Français. Depuis 2017, c'est même un inscrit sur 4 qui ne vient plus voter. L'élection présidentielle se confond désormais avec la campagne électorale et les affres de la médiatisation. Elle est devenue un show qui n'intéresse plus que des animateurs de journaux télévisés et de radio. Les sujets sont cadenassés, les débats muselés et les experts en communication expliquent le comportement des candidats, pas leurs idées, pas leurs projets. A ce jeu-là, Marine Le Pen, malgré les multiples violations aux textes fondamentaux et à la Constitution française dans son programme, aurait presque pu perdre ses attributs d'extrême-droite. De son côté, Emmanuel Macron n'est pas questionné sur son bilan de manière contradictoire. Il n'y a pas d'espace

pour aborder les questions qui pourraient intéresser les Français. Ne sont évoqués que les sujets entendus par les conseillers en communication des différents candidats. Tout n'est que mise en scène et boîtes à outils conceptuels...

Durant ces semaines qui ont monopolisé l'attention des médias, beaucoup d'enjeux auraient dû être abordés par les candidats à la Présidence de la République qui, rappelons-le, a vocation à donner un peu de hauteur à l'activité quotidienne du gouvernement et des députés. Par exemple, la question de la vie (la GPA mais aussi, la fin de vie...) n'a pas été questionnée. Dans une société occidentale vieillissante et après l'épisode dramatique de la maltraitance dans certains EPHAD, il n'y a eu aucun débat sur le modèle de société que nous souhaitons. En dehors de la gestion financière des hôpitaux, les politiques publiques de santé notamment sur les addictions (alcools, drogues,

salles de shoot...) ou les usages thérapeutiques du cannabis sont passées à la trappe. Plus surprenant et plus déroutant encore, la question institutionnelle sur l'épuisement de la Vème République n'a fait réagir aucun candidat durant la campagne. Le thème de la décentralisation, qui est assurément une solution à la réappropriation des citoyens de la chose politique n'a absolument pas été abordé. Le sujet de la proportionnelle a fait apparition quand la perspective des Législatives a pointé le bout de son nez.

Depuis des mois, les médias français restent obnubilés par les péripéties des stars de la campagne présidentielle, si loin de nos préoccupations et de nos vies finalement. La démocratie française souffre de cette dichotomie entre une représentation politique lointaine, irréaliste, plus proche de la télé-réalité politique, que de l'action quotidienne de nos élus de proximité. L'illusion largement entretenue que

tout continue de se décider à Paris affaiblit inévitablement la légitimité de nos institutions locales : les communes, la Communauté d'Agglomération Pays basque, le Département, la Région... et ce défaut a pour conséquence de désintéresser les citoyens à la vie démocratique.

La politique spectacle

La concentration des pouvoirs en une seule fonction présidentielle fait que la politique est devenue un spectacle virtuel, irréel et insondable. La hausse continue des taux d'abstention le confirme. La démocratie française s'affaiblit chaque jour plus et la nomination d'un président mal élu n'entrave pas cette marche. Ces dernières semaines, la question institutionnelle n'a pas été évoquée. Pourtant, l'épisode des Gilets jaunes comme les manifestations de solidarité de nos élus à des actes de désobéissance civile, lors de l'occupation des bureaux de l'inspection académique à Saint-Jean-de-Luz ou l'opération escargot menée sur l'Autoroute 63 par les Artisans de la Paix quelques jours plus tard, traduisent le besoin d'une prise en compte plus fine de la diversité française. Pour Paris, le premier pas doit être le recours à la proportionnelle aux élections ce qui permettrait à un plus grand nombre de se sentir représenté. Une autre inflexion doit se traduire par davantage de pouvoirs aux institutions locales pour intéresser véritablement les citoyens à leur vie politique... Mais de tout cela, rien n'a été dit tout au long de ces élections présidentielles. C'est pourquoi ces élections présidentielles sont condamnées à être des rendez-vous manqués avec la démocratie.

Quel avenir pour les partis politiques ?

Les partis politiques traditionnels sont mis à mal par cette starification des candidats. Pierres angulaires des systèmes démocratiques, pourvoyeurs d'idées et moteurs d'innovations sociales, ... Nous n'avons pas de mots assez forts pour décrire le rôle essentiel des partis dans nos sociétés. Pourtant, les partis qui ont le plus de représentations locales sont les grandes victimes de cette campagne nationale. A la veille d'un nouveau scrutin électoral national, la question se pose, en particulier pour un parti politique local comme EAJ-PNB, de sa participation à ces mascarades démocratiques.



Jean Tellechea
Secrétaire de l'IBB
Membre d'EAJ-PNB



Article paru dans la Semaine du Pays
Basque n° 1478 le vendredi 06 Mai

Terres agricoles : quand est ce que la CAPB prendra ses responsabilités ?



Depuis des mois, c'est la même chanson. Des terres agricoles menacent d'être vendues à prix d'or. Après la mobilisation paysanne et citoyenne contre la vente de terrains agricoles à Arbonne en juin dernier, après les discussions sur la création d'une ZAD à Irissarry en janvier, c'est au tour d'Ascarat d'être l'objet de spéculation de ses ressources agricoles. Le 12 mai, plusieurs syndicats et associations ont manifesté dans la salle des ventes et ils sont parvenus à repousser à septembre l'enchère sur l'acquisition de maisons et terrains sur la commune. Sans une mobilisation des associations (Lurzaindia mais aussi des réseaux des AMAP) et des syndicats (ELB, FDSEA), la vente de

terres agricoles à des fins spéculatives continuerait de se faire dans l'indifférence. Ailleurs, à Ayherre, Mouguerre, Bidarray ou Urcuray... des collectifs citoyens se montent pour défendre le foncier agricole et dénoncer la bétonisation et la spéculation immobilière. C'est maintenant à l'Agglomération de conduire une politique agricole et alimentaire forte à l'échelle du Pays basque.

Ce dilemme entre vendre des terres agricoles ou les vendre à d'autres fins, notamment spéculatives, est devenu une problématique récurrente au Pays basque. Pourtant, les pouvoirs publics doivent garder en tête que vendre du

foncier agricole pour construire des logements a des conséquences irréversibles. Déclasser des terres agricoles contribue au mitage du territoire, à sa division, cela met en péril jusqu'à notre identité géographique. En effet, le foncier ne se limite pas à un patrimoine paysager et culturel. Il est indispensable au développement des circuits courts par exemple. Or, si nos terres ne sont plus cultivées ou utilisées à des fins productives, notre territoire en sera bouleversé. Et nous ne pouvons pas permettre que l'agriculture basque devienne un folklorisme ou un produit marketing de plus. C'est en partie pourquoi la préservation du foncier agricole est aujourd'hui impérative. A Cambo,

le Plan local d'urbanisme (PLU) a fait passer des terrains privés réservés à une urbanisation potentielle en terrains constructibles. Les ventes d'Arbonne, d'Irissarry et d'Ascarat suivent ce chemin. Face à l'inflation des prix du foncier, il devient plus compliqué de transmettre des biens agricoles, la valeur des biens augmentant, les niveaux d'imposition augmentent tout autant. Sans le soutien d'organismes spécialisés, l'Etablissement public foncier local (EPFL) ou la SAFER, et dans une certaine mesure une association comme Lurzaindia, la situation serait probablement encore plus dramatique pour les exploitants. Le plus déroutant est que les outils existent mais les élus ne les mobilisent pas suffisamment. Ce n'est pas sur la feuille de route. Ces derniers mois, il a fallu attendre des mobilisations citoyennes pour que les acteurs publics réagissent, et encore, a minima.

La Communauté Pays basque s'est positionnée pour soutenir une agriculture de proximité, ou plutôt, à coups d'Appels à projet, pour encourager la commercialisation de produits agricoles sur des circuits courts. Or, s'il y a de moins en moins de fonciers pour les agriculteurs, il y aura de moins en moins de commerce de produits agricoles. Tout le monde est perdant dans cette stratégie. La préservation du foncier agricole est impérative pour maintenir

une agriculture durable. Sur ce point, l'Agglomération Pays basque doit s'engager avec plus de responsabilité. Localement, nous disposons de la capacité à réguler la spéculation sur le foncier grâce à une série de dispositifs mais il manque une vision stratégique à l'échelle du territoire. Le dernier salon Lurrama s'est conclu sur une réflexion sur la politique foncière et alimentaire pour le Pays basque. En tant qu'institution unique du Pays basque, c'est à l'Agglomération de prendre le relais sur cet enjeu essentiel pour tous.



Jean-Claude Saint-Jean,
Membre d'EAJ-PNB



09

Iparralde, les leçons du 1er tour des élections Législatives

Sans véritable surprise, dans les trois circonscriptions du Pays basque, Ensemble et Nupes passent au 2nd tour. Les représentants du parti du Président de la République arrivent même en tête devant les candidats de la coalition électorale de la gauche, Nupes. Malgré une abstention de 47,25%, un record jusqu'alors inégalé dans les Pyrénées-Atlantiques pour un premier tour d'élections législatives, c'est un résultat finalement sans grande surprise si ce n'est l'affirmation de candidats du Rassemblement national (RN) devant la gauche abertzale (EH Bai).

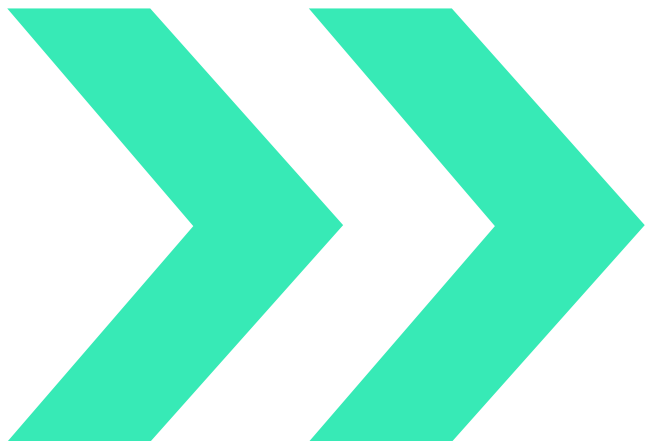
Des candidatures en perte de sens

Surtout, ce nouveau scrutin vient confirmer les résultats de l'élection présidentielle. Il consacre une forme de fracturation de la vie politique française autour d'une tripartition de l'espace politique entre le macronisme, l'agglomérat Nupes-France insoumise portée par Jean-Luc

Mélenchon et le RN de Marine Le Pen. Il renforce une approche binaire de la vie politique française : entre ceux qui soutiennent le Président Macron, Ensemble, et ceux qui s'y opposent, Nupes et RN.

Les valeurs de la droite et de la gauche ont vécu. RENAISSANCE réunit les libéraux comme les bobos de gauche ; NUPES, celui des classes moyennes, sans distinction. Et quelle surprise de retrouver le monde ouvrier des villes et des campagnes dans les votes du RN, le parti d'extrême droite français !

Une situation résumée par Florence Lasserre (Ensemble) dimanche soir quand elle déclare : « Il faut impérativement donner une majorité à Emmanuel Macron à l'Assemblée Nationale. Pour que ce pays puisse avancer. Sinon comment envisager la suite du mandat sans pouvoir faire passer une seule mesure ? ». Pour des élections législatives, par nature des élections représentatives



des enjeux locaux défendus par des élus « du terrain », c'est un constat dramatique dont le taux d'abstention record (abyssal chez les jeunes) témoigne parfaitement. Il traduit l'épuisement des institutions représentatives et le manque de confiance des citoyens qui gangrène leur fonctionnement.

Des représentants de l'ancien monde

Nous sommes en droit de douter de la capacité des nouveaux leaders politiques à intégrer la société civile dans la construction d'un monde en transition.

Le parti du président a perdu 7 points en 5 ans. Si Emmanuel Macron avait su créer la surprise en 2017, par sa jeunesse et son panache. Son bilan est aujourd'hui marqué par un style de management dominateur et impérieux. Il expliquait dans une interview en 2016 que la France avait besoin d'un chef d'Etat « jupitérien ». Il ne nous avait pas menti.

Et ce n'est pas Jean Luc Mélenchon qui va le corriger puisque lors de la perquisition du siège de La France Insoumise, il bousculait les forces de l'ordre et hurlait devant les caméras «

la République, c'est moi ! ». Lui n'incarne pas le dieu des dieux, mais à lui seul, le gouvernement, son régime et la démocratie française. Rien de moins.

Marine Le Pen à son tour ne perd pas une occasion de montrer son pouvoir illimité. N'a-t-elle pas, pendant la campagne des présidentielles, tenté de démontrer que le recours au Référendum lui donnerait le droit de passer au-dessus de la Constitution pour imposer « une priorité nationale » sur le logement, l'emploi et les droits sociaux.

Le paysage politique dominé par ces personnalités autoritaires contribue à décourager un électorat et une jeunesse demandeuse d'une approche tellement plus participative de la politique.

Travailler pour une démocratie locale

EAJ-PNB défend une démocratie locale qui doit être la priorité des partis politiques de proximité. Pour lutter contre le désintérêt et la défiance des électeurs face à la vie politique, l'urgence est de donner aux citoyens l'envie de participer à la vie publique. Pour redonner de la force aux institutions, il faut travailler ensemble à restituer aux citoyens les moyens d'agir politiquement sur leur quotidien.

Chaque jour davantage, les citoyens ont le sentiment de ne plus compter aux yeux des décideurs politiques parisiens. L'agitation des partis politiques pour les Législatives montrent que les signaux lancés par les citoyens ne sont pas entendus. Le fonctionnement présidentieliste de notre régime concentre inévitablement le pouvoir autour du Président de la République. Dans ce schéma, il n'y a pas de place laissée aux questions locales, aux institutions locales, à la décentralisation pourtant essentielle dans la préservation de la démocratie. Et l'absence de proportionnel dans notre système électoral renforce ce

sentiment d'exclusion chez les électeurs.

EAJ-PNB a décidé de ne pas se présenter aux élections législatives pour laisser une place centrale à la vie politique locale, le meilleur moyen d'intéresser les citoyens et notamment les abstentionnistes au vivre ensemble. C'est le meilleur moyen de lutter contre le fractionnement et les divisions qui se dessinent au sein de la population. Depuis 2017, le Pays basque nord dispose d'une institution qui lui permet de travailler au plus près des besoins des citoyens du Pays basque. La Communauté Pays basque est encore jeune, imparfaite mais elle a les moyens de satisfaire ce besoin de démocratie locale que les élections nationales expriment paradoxalement.

EAJ-PNB invite les électeurs à se mobiliser dimanche pour le 2nd tour des élections et à exprimer leur volonté de faire barrage au jacobinisme qui gangrène notre démocratie, de défendre un projet européen mis à mal par des souverainistes sans idéaux, et de défendre l'Euskara, la mère de toutes les batailles au Pays basque.



Jean Tellechea
Secrétaire de l'IBB
Membre d'EAJ-PNB



Article paru dans la Semaine du Pays
Basque n° 1484, le vendredi 17 Juin

EAJ-PNB continue de grandir pour servir le Pays basque

Depuis plus de 125 années, EAJ-PNB ne cesse de s'adapter aux besoins de la population basque pour la représenter au mieux. L'inauguration du nouveau Biltzar à Ustaritz le 5 juillet et la fête de l'ikurrña le 14 juillet à Ustaritz témoignent de son dynamisme constant.

Le 5 juillet, l'Herri Biltzar du Labourd intérieur a été lancé à Ustaritz, dans le quartier Herauritz. Toutes les personnes attachées à notre territoire et l'intérêt général ont été invitées à prendre part à la réunion publique inaugurale. Depuis plus de 125 ans, EAJ-PNB n'a cessé d'évoluer pour défendre les intérêts du Pays basque tout entier. D'ailleurs, le 14 juillet, à Ustaritz sera aussi organisée l'ikurriñaren besta, la fête de l'ikurriña, la fête du drapeau basque qui rassemble là aussi, toujours dans un esprit d'ouverture, celles et ceux pour qui le Pays basque compte. C'est dans cet élan, quasi ininterrompu, qu'EAJ-PNB continue de se structurer en Pays basque nord, depuis les années 1990.

Depuis l'élection de Peio Etxeleku, chef d'entreprise, référent et animateur du Pôle territorial Errobi de la Communauté Pays basque, à la tête de la direction du parti po-



10

litique basque en Iparralde il y a un an et demi, le Parti continue de se structurer pour répondre au plus près aux besoins des citoyens. A l'heure où les partis politiques et la vie politique sont largement décriées, cela pourrait paraître anachronique ou extravagant. Bien au contraire, loin d'avoir perdu ses combats, la vie politique requière des appareils adaptés aux besoins d'expression de tous les citoyens, en particulier celles et ceux qui ne se retrouvent pas dans les représentants existants et dont la faible mobilisation aux dernières élections témoigne très largement. EAJ-PNB croit en une expression et une action politique de proximité qui sortent des stéréotypes défendus dans les grands médias nationaux.

La création du Biltzar du Labourd intérieur d'EAJ-PNB répond à cette philosophie. La finalité de cette nouvelle organisation au sein des structures du parti en Pays basque nord est de faire une place particulière à ce territoire qui a beaucoup évolué ces dernières années. Souvent associé dans les politiques publiques de l'Agglomération à la Côte basque, il n'en a pas moins des problématiques quotidiennes spécifiques. Dans le Labourd intérieur, à Sare, Ascain, Kanbo, Ustaritz, Saint-Pée-sur-Nivelle, Hasparren, sans oublier Mouguerre ou Urt, toutes ces communes sont confrontées à des réalités différentes de celles de la Côte ou du Pays basque intérieur. C'est une zone en tension, à la croisée des chemins. Traditionnellement zone très agricole et bascophone, elle est devenue avec la tension immobilière sur le littoral, une zone d'installation pour de nouvelles familles. C'est un défi politique social et démographique avec beaucoup de nouveaux arrivants qu'il s'agit d'intégrer. EAJ-PNB souhaite donner l'opportunité à tous de participer à la vie politique afin d'éviter que le Labourd intérieur ne devienne une zone dortoir,

en marge de toute activité économique. En rassemblant des élus locaux, des responsables de la société civile, c'est-à-dire les forces vives du territoire, cette assemblée doit permettre de se rencontrer, entre habitants du Labourd intérieur, pour discuter des problématiques. Telle est la méthode : échanger sur des solutions et réconcilier la politique avec les citoyens grâce à un ancrage territorial réel permettant de promouvoir des politiques de proximité efficaces.

Au sein de la structure d'EAJ-PNB, les Herri Biltzars, à l'instar du Biltzar du Labourd intérieur constituent des groupes locaux qui sont à la fois le premier niveau où se débattent les sujets politiques mais aussi le maillon central d'EAJ-PNB. Il en aura désormais 6 en plus de ceux d'Hendaia, Bidasoa, de Donibane-Lohitzune, d'Ipar Lapurdi et celui de Basse-Navarre-Soule. C'est à ce niveau que se décide l'essentiel de la politique d'EAJ-PNB puisque qu'au sein de l'organisation, les décisions sont décentralisées, répondant d'une certaine manière au principe de subsidiarité. C'est-à-dire que les choix doivent se faire au niveau le plus adapté pour y répondre, d'abord au plus près des enjeux territoriaux.



Jean Tellechea

Secrétaire de l'IBB

Conseiller municipal à Urrugne



Itw parue dans la Semaine du Pays Basque n° 1497, le vendredi 16 Sep.



Peio Etxeleku :

« 60 % au moins de la production de logements collectifs doivent être réalisés par les acteurs publics. »

Commençons par une question un peu candide mais qui nous est demandée par nos nouveaux abonnés, des gens qui sont installés récemment au Pays Basque. Vous êtes le président du PNB. Il y a une grande confusion pour les nouveaux venus entre ce qui peut être le PNB et le PNV, ainsi que sur le mot « abertzale » qui semble cataloguer aujourd'hui plutôt les autonomistes basques de gauche.

Le PNV et le PNB sont deux branches d'un même parti qui couvre l'ensemble des sept territoires du Pays Basque. Sa traduction française, Parti nationaliste basque, est une notion qui peut sembler exclusive puisque le mot « nationaliste » en français a une connotation négative. « Le nationalisme c'est la guerre », disait François Mitterrand. En français, le nationalisme est un mot qui recouvre des notions de conquêtes, d'écrasement du plus petit par le plus fort. Ce qui n'est pas du tout ce concept qui est derrière notre abertzalisme. Nous revendiquons un abertzalisme ouvert, inclusif. A ces nouveaux habitants qui ont choisi ce territoire, nous leur disons que pour nous, ils sont aussi Basques que nous, si ce n'est plus puisqu'ils ont choisi ce territoire. Respectueux de l'identité basque profonde qui prend ses racines dans l'histoire. Nous devons construire le Pays Basque de demain qui sera un Pays Basque plus uni,

plus fort, respectueux de sa langue, de son identité culturelle, mais qui sera ouvert au monde et qui contribuera à être une singularité supplémentaire sur la planète. Nous sommes défenseurs de cette nation basque qui est notre nation mais qui est une nation parmi les autres en Europe.

Est-ce que pour autant, on peut dire que vous représentez la droite de l'action basque ou est-ce que d'en face, le qualificatif de « gauche » ne les quitte jamais ? Ou est-ce que vous vous sentez dans un mouvement « à la Macron » ? Seriez-vous le Macron de la cause basque ?

Un peu ni l'un, ni l'autre ou un peu des deux à la fois. Le PNB ou EAJ dans sa traduction en basque - est un parti à la fois favorable au développement économique, à une économie de marché régulée. Mais c'est aussi un parti qui a démontré par

sa pratique politique au sud, qu'il était parmi les plus avancé en matière de protection et de garantie sociales. C'est un parti qui a été plus souvent en coalition avec des partis de gauche dans les différents gouvernements auxquels il a participé. Aujourd'hui, le gouvernement Sanchez gouverne en Espagne grâce à l'appui de nos députés et de nos sénateurs. Nous sommes un parti résolument centriste qui essaie de favoriser une économie et une société ouverte, qui se développe mais qui fait en sorte que personne ne soit laissé au bord du chemin.

Vous êtes organisés au travers de biltzars, c'est-à-dire une organisation démocratique qui va jusqu'à la moindre commune. On a pu constater que de nouveaux élus vous rejoignent et sont des affiliés. Je ne sais pas s'ils ont la carte du parti ou s'ils partagent la même sensibilité que vous. Je pense qu'en tant que président de votre parti depuis bientôt deux ans, c'était une mission que vous vous étiez absolument fixée ?

Nous avons une mission qui est sur le long terme. Le long terme pour le développement d'EAJ en Pays Basque nord passe par sa structuration et une organisation interne totalement fédéraliste. Le fédéralisme est une

valeur forte que nous défendons. Cela se traduit par le fait de constituer des sections locales de réflexions et de construction de projets jusqu'à l'échelle communale ou multi-communale quand le bassin de vie fonctionne dans cette logique. C'est dans cette optique que nous venons de créer un sixième biltzar sur le territoire du Labourd intérieur. C'est un territoire qui a des enjeux et une logique de bassin de vie bien spécifique. Ce n'est plus tout à fait le territoire rural et agricole que l'on connaît en Basse-Navarre ou en Soule mais ce n'est pas non plus une zone totalement urbaine comme sur la frange littorale. C'est un territoire qui est tiraillé entre son histoire, son identité agricole, basque, bascophone, et entre ces phénomènes « dortoir » qui sont en train de se développer et contre lesquels il faut savoir travailler pour les contrebalancer par du développement d'activité.

La réflexion, c'est bien mais l'action est obligatoire à un moment. Aujourd'hui, est-ce qu'il ne serait pas temps de passer à l'action concernant le logement ? On a vu les choses devenir de plus en plus urgentes. Vous êtes à la fois conseiller municipal de votre commune, Cambo, vous êtes élu à l'Agglo, vous êtes même res-

ponsable d'un pôle dans une zone où il y a des pressions permanentes sur le logement. La grande inquiétude aujourd'hui est pour les jeunes d'ici qui ne peuvent pas se loger.

Effectivement, c'est probablement le problème le plus aigu auquel nous soyons confrontés. Avec les conséquences induites par la crise sanitaire, le phénomène s'est amplifié. Pour reprendre une image liée à cet été, je dirais que nous sommes en plein cœur de l'incendie. Les moyens qui sont aujourd'hui ceux des entités publiques, sont des moyens à long termes et ne répondent pas forcément à une situation d'urgence qui commence à exclure une frange importante de la population, en particulier les jeunes qui sont nés et qui veulent travailler sur le territoire. Ils ont d'ailleurs souvent un travail parce que l'activité économique engendre des emplois. Nous n'arrivons pas à les satisfaire parce que nous avons des difficultés pour loger les emplois que nous créons. Les moyens publics trouvent leurs limites.

Mais ce n'est pas pour cela qu'il faut privilégier la promotion privée même si aujourd'hui, elle a des obligations de pourcentage de logements sociaux. Vous voyez

des pistes ? Et puis ça ne veut pas dire qu'aujourd'hui, on est prêt à légiférer...

On a probablement pris de mauvaises habitudes. Au cours des quinze dernières années, le Pays Basque n'a jamais produit autant de logements. Sauf que l'on a laissé la maîtrise de cette production quasi exclusivement à des opérateurs privés qui - même s'ils s'allient à des bailleurs sociaux - sont dans leur logique de maximisation des profits et produisent donc des logements qui ne seront pas forcément destinés aux habitants du territoire. Ils vont intéresser soit les investisseurs soit des gens qui acquièrent des résidences secondaires. La part des résidences secondaires dans la production totale de logements a fortement augmenté. C'est un chef d'entreprise qui est plutôt libéral qui le dit : aujourd'hui la logique du marché a atteint des excès qui peuvent avoir des conséquences très préoccupantes vis-à-vis de la population, notamment de la jeunesse. Il est important que les pouvoirs publics reprennent en main la production de logements, en mobilisant les moyens financiers qui peuvent être les siens. Je pense notamment aux fonds et aux accompagnements que peut faire par exemple la Caisse des dépôts et consignations. Compte tenu de la situation

11

d'urgence, c'est une des propositions que fera très certainement notre parti : 60 % au moins de la production de logements collectifs doivent être réalisés par les acteurs publics.

De l'extérieur, le Pays Basque est vu comme une économie exclusivement touristique. Quand on est un peu loin, on confond toujours un peu la côte et l'intérieur. Comment est l'économie de l'intérieur ? Vous êtes vice-président de la Chambre de commerce. Comment est-ce que l'on peut présenter l'économie une fois que l'on a fait une vingtaine de kilomètres à l'intérieur des terres ?

C'est une économie qui est essentiellement tertiaire, que l'on peut dire résidentielle. C'est une économie de services à la personne : centres de soin, maisons de retraite...L'économie de la santé et du soin à la personne est le plus gros secteur d'activité. C'est aussi une économie qui s'appuie sur un secteur agricole qui reste fort. Le pourcentage de la population qui vit directement de l'agriculture est très important, plus important en Pays Basque intérieur que sur le reste de la France. Le pendant de cela est la transformation agroalimentaire qui est très certainement l'industrie la plus importante. La transformation agroalimentaire emploie plus de personnes en Pays Basque intérieur que le tourisme. Je dirais que l'industrialisation du Pays Basque intérieur reste encore à construire et les potentialités sont très fortes parce que c'est le seul endroit où il reste du foncier pour du développement d'activités industrielles à forte valeur ajoutée. Certains exemples d'excellence existent comme l'aéronautique avec Lauak qui est à Ayherre au cœur du Pays Basque intérieur. Il faudrait démultiplier et diversifier ces pôles d'activités industrielles qui, par ruissellement - pour reprendre un terme à la mode - vont engendrer des services.

C'est tout l'enjeu du Pays Basque intérieur de trouver du foncier d'activité et de pouvoir faire en sorte que ce soit un territoire qui reste producteur de nouvelles activités et de richesses et pas uniquement de zones résidentielles, de maisons de retraite ou de zones de loisir.

Justement, j'aimerais que l'on prenne un exemple très concret que vous connaissez bien : Cambo. C'est un petit paradis. La santé y joue un rôle important mais aussi le tourisme avec Arnaga. Comment doit se passer dans les années à venir le Cambo à vingt ou trente ans ? On ne parle pas de programme politique mais de préservation de cette qualité de vie.

C'est d'abord un Cambo qui doit garder son âme, c'est-à-dire une taille modérée ou un développement qui soit contrôlé de façon à ce que cette ville à visage humain reste telle quelle et puisse garder sa capacité d'accueil et de solidarité entre les personnes et que l'on ne tombe pas dans les risques que peuvent comporter des formes d'anonymat ou d'urbanité excessive. Cela reste un village du Pays Basque intérieur avec sa vocation agricole qu'il faut préserver. Cambo a des terres exceptionnelles en matière agricole. Cambo a la particularité d'être une ville avec de fortes activités. Globalement plus d'actifs y rentrent tous les jours qu'il n'en sort. C'est une caractéristique qu'il faut garder mais cela passera par une forte diversification des potentiels d'activité et donc une diminution de la dépendance vis-à-vis du secteur de la santé qui est un secteur traditionnel qu'il faut continuer à défendre et promouvoir mais qui, par sa dépendance aux autorités de régulation comme l'ARS, présente des points de fragilité.

LES INDUSTRIELS S'EMPARENT DE LA QUESTION DU LOGEMENT

Il ne se passe pas une semaine sans que je rencontre un chef d'entreprise qui ne me dise pas qu'il a du mal à trouver du personnel et qu'il aurait pas mal de chances d'en trouver parce que les personnes qui sont susceptibles de prendre ces emplois ont des problèmes de logements. Certains viennent pendant deux ou trois mois puis repartent sans avoir rien trouvé. En tant que chef d'entreprise, vous avez été confronté à cela avec Agour, mais vous avez eu une expérience qui a donné lieu à une forte médiatisation y compris au niveau national. Pour aider vos salariés vous vous êtes décidé à vous transformer en promoteur ou en bailleur. Comment est-ce que ça s'est passé ? Et est-ce qu'il va y avoir une suite ?

Effectivement, pour répondre à ces besoins urgents, au fait de trouver un salarié dont les compétences et l'expérience correspondent exactement à nos besoins mais qui refuse son poste parce qu'il n'a pas les moyens de se loger, nous avons décidé il y a de cela deux ans de lancer une première opération de réhabilitation d'un bien existant - une vieille ferme en ruines, pour y créer six logements de tailles et configurations très différentes pour répondre aux besoins de différents types de salariés : à la fois de jeunes actifs qui démarrent dans la vie et qui n'ont pas

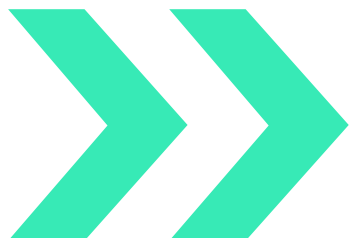
encore de familles, comme des grandes familles ou des stagiaires. Nous avons un petit studio qui est plutôt destiné à des gens qui vont rester quelques mois. Le tout sera loué à nos salariés à des conditions qui seront entre 20 et 30 % en-dessous des prix du marché parce que c'est aussi une façon d'accorder du pouvoir d'achat supplémentaire dans un contexte, inflationniste qui est particulièrement difficile pour les travailleurs de ce territoire. On se rend compte que la difficulté de logement est encore plus aiguë pour ce que l'on peut appeler les classes moyennes puisque les classes les plus aisées peuvent continuer à accéder à de la propriété et à du logement - encore que sur la frange littorale il faille être millionnaire. Les classes les plus défavorisées ont accès aux programmes de logements sociaux. Mais nos salariés qui ont des revenus suffisants pour être autonomes et ne pas dépendre des organismes de soutien social, ne sont pas suffisamment riches pour devenir propriétaires ou pour se loger à des conditions décentes. C'est à ces personnes-là qu'il faut apporter des réponses concrètes. Nous avons réalisé une première opération. Nous envisageons d'en organiser une deuxième à proximité d'Hélette. Enfin l'initiative a été tellement intéressante que nous allons créer parallèlement avec plusieurs chefs d'entreprise, une foncière qui aura cette vocation à réhabiliter des gros corps de ferme ou de gros bâtiments qui sont assez compliqués à être traités par le marché habituel. Cela nous évite d'artificialiser des sols, cela permet de sauvegarder du patrimoine et cela permettra à nos salariés de



se loger dans des conditions très satisfaisantes avec pour but à termes de leur rendre l'usufruit. Nous avons organisé une certaine forme de parcours résidentiel où ils commenceraient par être locataires à un loyer très modéré. Et si la personne est satisfaite de son logement et de son entreprise, et son entreprise d'elle, cela permet de la fidéliser. Nous vendrions l'usufruit qui lui permettrait de vivre et d'agir comme un propriétaire à des conditions qui seraient 30 à 40 % de la valeur du bien.

Hazitegia, un incubateur en Pays Basque intérieur

Le 17 mai dernier, Peio Etxeleku, PDG d'Agour, présentait avec le centre technologique d'Euskadi Azti, l'incubateur Hazitegia, un nouvel espace qui a pour objectif de servir d'incubateur de start-ups et de promouvoir l'innovation dans l'industrie FoodTech dans l'espace transfrontalier. L'initiative revient à la fromagerie Agour qui souhaitait organiser autour d'elle les jeunes pousses de la biotech l'agroalimentaire et les outils d'innovation appliqués à



L'agriculture. Il s'agit de créer un écosystème bénéfique aux différents partenaires. A Hélette, Agour met à disposition un espace de 400 mètres carrés situé dans la prolongation de ses bureaux. Cet espace partagera avec Agour tous les espaces communs de détente, de restauration ainsi que les salles de réunion. Le deuxième étage est en cours d'aménagement et devrait ouvrir dans les prochaines années. Il comprendra un atelier de transformation contigu à la fromagerie. Agour mettra à disposition des entreprises de l'incubateur des salles de transformation refaites aux normes avec l'accès aux fluides {eau, air liquide, ...} ainsi que ses capacités de transports logistiques, le laboratoire interne et le système de management qualité. En plus de ces facilités matérielles, l'incubateur de jeunes entreprises pourra s'appuyer sur le réseau de la fromagerie aussi bien auprès des producteurs, éleveurs et distributeurs, qu'en recherche et développement grâce aux partenariats qu'Agour a développé avec les centres d'appui technologique du Pays Basque sud et les centres technologiques de Nouvelle-Aquitaine comme l'Agrotech d'Agen et bientôt l'institut Bernard Magrez de Bordeaux.

Une économie innovante à l'intérieur

A Hélette, vous êtes en train de mettre en place un incubateur pour des start-ups qui concernent le secteur agro-alimentaire et qui pourrait créer une trentaine d'emplois. C'est très original comme idée ...

En tout cas c'est original pour une entreprise de la « vieille économie », une entreprise purement industrielle. Cette démarche répond à plusieurs objectifs. D'une part cela

s'inscrit dans le cadre de notre responsabilité territoriale en irriguant le Pays Basque de ces nouveaux emplois d'avenir qui sont des emplois à forte valeur ajoutée. Aujourd'hui, le Pays Basque est attractif pour des start ups mais ils finissent en général sur la frange littorale, à Biarritz ou à Bidart en particulier et très peu en Pays Basque intérieur. Le deuxième objectif pour une entreprise comme la nôtre est d'attirer vers nous des entreprises fortement innovantes pour pouvoir éventuellement les intégrer dans les stratégies d'entreprise qui nous sont propres. C'est aussi une forme d'accompagnement sur mesure, de mentorat puisque nous avons la singularité d'être présents sur trois métiers : le fromage, la salaison, la pâtisserie. Nous sommes présents très fortement sur deux pays que sont l'Espagne et la France mais également dans la plupart des pays développés dans le monde où nous exportons nos produits. Nous sommes aussi sur tous les circuits de distribution qui existent que ce soit la grande distribution, les circuits traditionnels ou encore la restauration. Nous pouvons aussi proposer comme tests la dizaine de boutiques que nous gérons en direct. Enfin, de par notre situation d'entreprise véritablement transfrontalière, nous voulons que cet incubateur soit la porte ouverte des entreprises du sud qui veulent s'implanter en France ou dans le nord de l'Europe, et des entreprises françaises qui veulent s'implanter sur la péninsule Ibérique.

La Semaine
du Pays Bas

Itw parue dans la Semaine du Pays
Basque n° 1497, le vendredi 16 Sep.



Cette fois ci, nous y sommes...

Crise Énergétique, inflation galopante, crise du gaz et transition énergétique, baisse du pouvoir d'achat... Nous sommes au pied du mur car depuis l'ère préindustrielle, la hausse des températures est de +1,2°C en moyenne.



On annonce la disparition des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique, l'extinction de barrières de corail... Mais pour nous, ici, en Pays basque, c'est bien lointain. Ce qui est tangible, ce sont ces températures exceptionnelles de cet été qui bouleversent nos manières de vivre. C'est le prix des énergies qui n'a de cesse que d'augmenter. C'est le prix des aliments et des biens de consommation courante qui vont toujours à la hausse. Ces éléments-là nous alertent sur un changement qui s'opère. Et logiquement, nos comportements doivent aussi changer. Pour ce faire, au niveau international mais aussi local, les pouvoirs publics doivent conduire cette évolution.

En Euskadi, le gouvernement basque a décidé d'encourager les recommandations de l'Agenda 2030 en particulier en matière d'économie d'énergie. Aujourd'hui, nous avons besoin d'une sensibilisation globale, locale et personnalisée aux économies d'énergie et à l'utilisation responsable et efficace des ressources, de l'énergie et des combustibles. Aujourd'hui, la transition énergie-climat est passée du statut de nécessité absolue à celui de priorité absolue. Une mentalité et une conscience civiques et solidaires pour un monde et un mode de vie durables sont vitaux. Une sensibilisation mondiale,

locale, familiale et personnelle aux économies d'énergie et à l'utilisation responsable et efficace de toute ressource à notre disposition est devenue fondamentale à cette révolution de la durabilité. Les économies d'énergie ne sont pas suffisantes, mais elles sont indispensables dans ce processus.

Dans ce contexte, le Secrétariat général pour la transition sociale du gouvernement basque et l'Agenda 2030, s'est engagé à promouvoir les économies d'énergie au cours des prochains mois. Cet engagement civique prendra la forme de campagnes d'information et de sensibilisation à la nécessité et à l'opportunité d'adopter des changements dans la vie quotidienne. Il devra réduire la consommation d'énergie et mieux utiliser les ressources. Ces propositions seront alignées sur les critères et les orientations adoptés par l'Union européenne, l'État espagnol et les institutions basques. Par exemple, l'utilisation des véhicules privés et la promotion des transports publics, la réduction et l'optimisation des consommations en matière de climatisation, de chauffage, d'eau chaude, d'électricité et d'appareils ménagers ; ou encore, en matière de consommation, l'application des critères de responsabilité, d'efficacité, de proximité, de réutilisation et de recyclage... seront des axes prioritaires de travail.

A EAJ-PNB, nous défendons ces solutions institutionnelles en matière environnementale. La nécessité est de trouver des solutions à notre portée car si certaines initiatives sont politiques, les changements de comportement restent essentiellement individuels. Nous appelons également la Communauté Pays Basque et la Région Aquitaine à s'aligner, autant que possible, sur les orientations de l'Agenda 2030 et de l'Union européenne. Les menaces qui pèsent sur le quotidien de chacun ne trouveront de solution que dans un effort collectif commun. Nous sommes confrontés à un besoin mais c'est aussi une grande opportunité de changer les choses.



Jean Tellechea
Secrétaire de l'IBB
Membre d'EAJ-PNB



Article paru dans la Semaine du Pays Basque n° 1498, le vendredi 23 Sep.



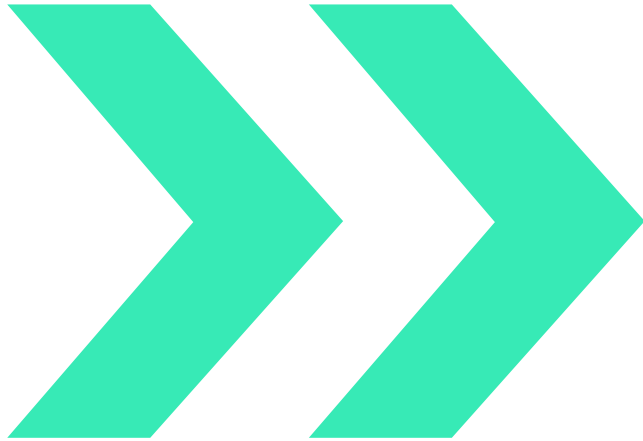
13

La question du genre et notre modèle de société

La question des relations homme-femme, et plus généralement du genre, vit une évolution lente et paradoxale de pertes de repères. Dans les représentations les plus ancrées, la place de l'homme et de la femme sont plutôt bien définies. Or, depuis les 50 dernières années, la société est de plus en plus sexuée, genrée, les stéréotypes sont poussés à bout. De la poupée barbie, grande blonde aux formes « parfaites » pour les filles et les voitures de course pour les garçons, à la publicité où des femmes à moitié nues inviteraient à acheter tel ou tel produit, la société reproduit inconsciemment nos places respectives. Malgré cela, aujourd'hui, des demandes alternatives émergent pour que les représentations que l'on se fait de la société « collent » davantage aux différentes réalités de notre quotidien. De facto, les

relations homme-femme sont questionnées : la notion d'égalité homme-femme au travail, mais aussi dans l'intimité (la question de la contraception masculine pour qu'une sexualité plus égalitaire puisse trouver sa place) apparaissent, lentement, sur la place publique.

Longtemps, ces questions n'avaient pas le droit au chapitre, en partie parce que les espaces politiques ne faisaient que trop peu de place aux femmes et aux questions des femmes : rappelons les quolibets reçus par Simone Veil lorsqu'elle a défendu son Projet de loi sur le Droit à l'avortement en 1976. Rappelons qu'il a fallu une loi sur la parité, en 2000, pour que les femmes s'engagent dans la vie publique. Depuis les dispositifs législatifs n'ont cessé de renforcer cet équilibre (Lois de 2013 et de 2019). Ce qui semble évident dans la



période actuelle, c'est que la société est bousculée sur ces questions homme-femme mais aussi les questions de genre. La société a besoin de dire les choses, de débattre. La littérature mais aussi le monde médiatique (Cf. le reportage de Canal+, « Je ne suis pas une salope ») nous alertent de ce besoin. A l'occasion de la rentrée littéraire, deux ouvrages illustrent cette nécessité. L'historienne Christelle Taraud publie *Féminicides* qu'elle décrit comme un acte de résistance et une arme de combat alors que le dernier ouvrage de Virginie Despentes *Caracole* en tête des ventes avec « Cher connard », une suite de lettres entre une actrice féministe et un auteur accusé de harcèlement sexuel. Il y a 15 ans, *Mee too* ne faisait qu'ouvrir la voie. Le monde du sport souffre chaque jour de nouvelles affaires. Dans le milieu si policé du tennis, l'affaire Fiona Ferro questionne le fonctionnement structurel du monde du tennis où ce sont les hommes qui ont le pouvoir (La joueuse française a déposé plainte contre son ancien entraîneur pour des « faits de viols et agressions sexuelles par personne ayant autorité »). En réaction, certaines joueuses dénoncent les relations entre joueuses et entraîneurs. Les questions de genre ne bousculent pas seulement la société, elles interrogent les nouveaux rapports qui s'établissent entre toutes et tous, à tous les niveaux, dans tous les pans de la société.

Le week-end dernier, le festival Queen Classic Surf à Biarritz s'est auto-qualifié d'inclusif. Cette compétition de surf féminin ne s'est pas contentée d'élire une championne. Cela a été l'occasion de s'interroger sur la représentation des minorités,

femmes – souvent hyper-sexualisées – et des personnes transgenres dans l'industrie du surf mais aussi plus largement dans la société. Il y a un vrai problème lié à la représentation du corps des femmes qui contribue aux maux des femmes dans la société actuelle. Nous vivons dans une société hétéro-normée conditionnée par le genre certes mais les rapports humains doivent aujourd'hui être questionnés. EAJ-PNB a toujours lutté pour que les femmes trouvent leur place au sein de l'organisation. En 2012, c'est un parlementaire d'EAJ-PNB qui a défendu la loi sur la non-discrimination fondée sur l'identité de genre et la reconnaissance des personnes transgenres votée par le Parlement basque à Vitoria Gasteiz. Les partis politiques doivent être à l'écoute des demandes de la société, de tous les membres de la société, où qu'ils soient, pour faire une place à chacun dans la société.



Jean Tellechea

Secrétaire de l'IBB

Conseiller municipal à Urrugne



Article paru dans la Semaine du Pays Basque n° 1500, le vendredi 07 Oct.



Mondiaux de pelote basque : la pelote, comme un message politique

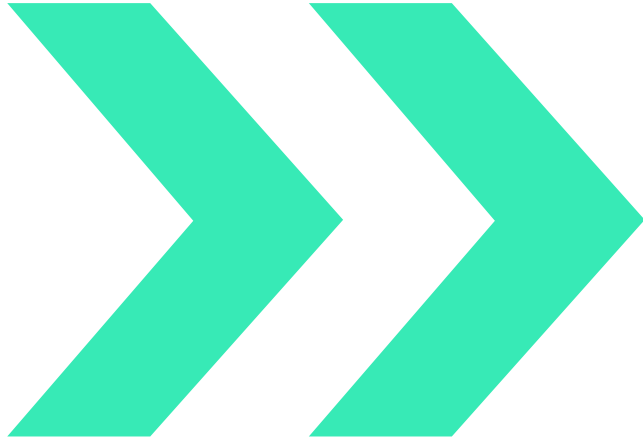


Cette année, les championnats du monde de pelote basque se déroulent du 23-au 29 octobre en France. Sport confidentiel, la pelote basque est une discipline sportive pleine de paradoxes. C'est un sport à la fois traditionnel et moderne, à la fois confidentiel et universel. Sa capacité à s'adapter à chaque espace est une leçon de politique locale.

Les Mondiaux de pelote basque se déroule cette année sur le Pays basque français. Pour ce sport « régional », c'est une manière de redécouvrir son espace d'origine d'où il a émergé pour rayonner ensuite dans le monde entier. Surtout, ses principes montrent l'universalité de sa philosophie : encadrer plutôt que d'imposer pour permettre au jeu de s'exprimer, où que ce soit.

Aujourd'hui encore, la pelote basque oscille entre renouvellement et tradition. Ses codes modernes entérinent le respect de chaque spécificité. C'est un sport séculaire

qui s'exerce sur des terrains de jeux toujours différents. Le règlement sportif de la pelote ne peut se substituer aux contraintes communes ni aux usages communs, c'est-à-dire aux disparités de chaque endroit (mur très grand pour certaines places libres ou frontons, toit plus bas dans certains trinquets, pan coupé irréguliers d'une kantxa à une autre, etc.). La naissance des fédérations de pelote à partir de 1921 (et la création de la Fédération française de Pelote basque) va codifier et organiser ces différences intrinsèques à chaque village. Les espaces



de jeu, les règles vont tendre à simplifier et à homogénéiser la pratique tout en refusant toute rationalisation excessive, en particulier du terrain de jeu. Bref, la pelote basque s'adapte à chaque endroit. Autre fait notable : sur la Kantxa, la pelote donne le pouvoir aux joueurs. Le règlement de la pelote rappelle aux joueurs qu'il leur appartient de négocier, de s'ajuster, de faire des compromis. Dans ce modèle, les juges chargés d'appliquer la loi assistent. Il n'y a pas d'arbitre dans le jeu de pelote, il y a des juges. La loi est un cadre mais les joueurs doivent s'entendre pour donner vie à ce jeu.

Sur la Kantxa, la pelote donne le pouvoir aux joueurs

Il est difficile de ne pas y voir une analogie politique. Des décisions venues d'en haut s'abattent sur les provinces. En France, les territoires ne parviennent pas à se faire entendre par des pouvoirs enfermés dans leur tour d'ivoire... Cela fait écho aux notions de décentralisation, de principe de subsidiarité qui luttent contre toutes les formes de centralisme politique et culturel. Bref, retenons que durant une semaine, la pelote basque a l'occasion de montrer son universalité. 16 fédérations affiliées à la Federación Internacional de Pelota Vasca participeront aux XIX Championnats du Monde de Pelote Basque. Près de 400 pelotaris, femmes et hommes, venus des 5 continents, joueront sur des frontons de 30 mètres, de 36 mètres, de 54 mètres et en Trinquet. En effet, fort de ses différentes disciplines, de la main nue, à la pala ancha jusqu'au frontball aujourd'hui... , ce sport s'exerce des murs de Brooklyn à New-York au trinquet de Mar del Plata en Argentine, au Mur à gauche

d'Oñati en Gipuzkoa. C'est un sport qui est devenu universel car il a la souplesse de ne pas s'imposer à un endroit et de laisser les joueurs libres de leur manière de jouer. Pour ce petit sport rural, issu d'un Pays basque qui a connu le départ d'une large diaspora, c'est la démonstration que tout est possible tant que l'on respecte les différences de chacun où qu'ils soient. C'est l'universalité de notre sport. C'est aussi un message politique.



Jean Tellechea

Secrétaire de l'IBB

Conseiller municipal à Urrugne



Article paru dans la Semaine du Pays Basque n° 1502, le vendredi 21 Oct.



La filière bois au Lycée de Navarre : histoire d'un sauvetage

Grâce à la mobilisation des acteurs locaux de la filière et le soutien des institutions locales, les jeunes du canton de Garazi pourront drainer en main d'œuvre de qualité les entreprises du secteur du bois du territoire. Cette expérience illustre l'importance essentielle de donner la parole aux acteurs des territoires car ils sont les meilleurs garants de leurs intérêts.



Dans un contexte de réforme du lycée professionnel voulue par Emmanuel Macron, les institutions nationales continuent de décider aveuglément pour les territoires. Ici encore, les projets nationaux s'imposent plus qu'ils ne s'adaptent. A Saint-Jean Pied de Port, pour la rentrée 2023, le rectorat de Bordeaux avait décidé de fermer le Baccalauréat Professionnel de Technicien Menuisier Agenceur au lycée de Navarre pour deux raisons : les effectifs diminuent progressivement et les ateliers seraient vétustes. Pourtant, cette année encore, cette formation compte une promotion complète et d'un point de vue technique, des investissements avaient été réalisés ces dernières années (plaqueuse de chants, mortaiseuse et commande numérique... soit plus de 200 000€ depuis

2011) correspondant à des équipements utilisés par la plupart des menuisiers du secteur.

Concrètement, le lycée est en capacité de former des élèves-apprentis en plus des élèves en formation générale. Ces jeunes n'ont pas à aller sur la côte pour suivre des études car ils disposent d'un vivier d'entreprises susceptibles de les recruter localement lors de leurs stages et une fois diplômés (Sapparrart, Zurlan, Alki, Pago, Itoitz, Abilan...). Aussi, développer une formation en menuiserie ailleurs risque non seulement d'éloigner de la formation des vocations mais également d'affaiblir les entreprises locales. Pour toutes ces raisons, le Lycée de Navarre devait garder son identité de lycée de proximité en offrant une variété de formations pouvant



convenir à un grand nombre de jeunes de la vallée.

Les acteurs éducatifs, économiques et politiques ont résisté ensemble pour l'intérêt du territoire

Alerté en juillet 2022 du choix du Rectorat de Bordeaux, la filière bois a réagi avant d'être suivie par des acteurs économiques et politiques locaux. Les contacts que j'ai pris en lien étroit avec François Etcheverria, professeur de menuiserie au Lycée de Navarre, ont permis de mobiliser les entreprises de la zone. EAJ PNB, acteur de la vie politique locale se positionne sur la défense du dossier. La vice-présidente de la Chambre des métiers à Bayonne, Isabelle Elisabelar fournit des éléments chiffrés défendant l'intérêt de la formation. Sollicité, le député Vincent Bru se prononce contre la fermeture à son tour. La fédération du BTP 64 suit. Grâce au travail d'Andde Sainte Marie et Bixente Etcheçaharreta, le Conseil départemental et le Conseil régional prennent le relais. Les arguments pour la fermeture de la formation ne sont plus justifiables : les effectifs sont pleins ; le matériel est de bonne qualité et il a toujours été entretenu ; il n'y a pas de problème de congestion routière pour accéder au lycée ; la Région a investi massivement sur le réseau ferroviaire entre Bayonne et Saint Jean Pied de Port ; l'internat assure de bonnes conditions de travail aux élèves ; le cadre d'apprentissage est excellent et surtout quasiment 1 entreprise sur 2 est liée aux métiers du bois dans la zone d'attractivité de la formation. De l'avis des acteurs impliqués, cette fermeture affaiblirait l'offre de formation sur les territoires du rétro littoral. Elle obligerait les élèves à aller étudier toujours plus loin. Surtout, sans cette main d'œuvre spécialisée, c'est tout le secteur du BTP local qui serait affaibli. La structuration

de la filière bois et paille, la proximité avec la vallée Ergarai, l'économie circulaire et de réemploi montrent qu'il faut au contraire développer l'offre de formation de la filière bois à Saint Jean Pied de Port.

Depuis mi-octobre 2022, même si rien n'a été officialisé, le projet de fermeture serait abandonné. Le lycée de Navarre peut de nouveau se projeter à « envoyer du bois ». Elle peut travailler sereinement sur un renforcement de son offre de formation autour de ces métiers. Sans une mobilisation acharnée des acteurs éducatifs et économiques, sans relais politique, notamment EAJ-PNB puis les élus institutionnels, une telle fermeture se serait faite dans l'indifférence. Dans ce modèle de démocratie locale en France, il est regrettable de constater que les acteurs locaux sont davantage entendus lorsqu'ils s'opposent que lorsqu'ils proposent.



Mathieu Membrède

Entrepreneur,
Président du groupe local
Labourd intérieur d'EAJ-PNB



Article paru dans la Semaine du Pays
Basque n° 1504, le vendredi 04 Nov.

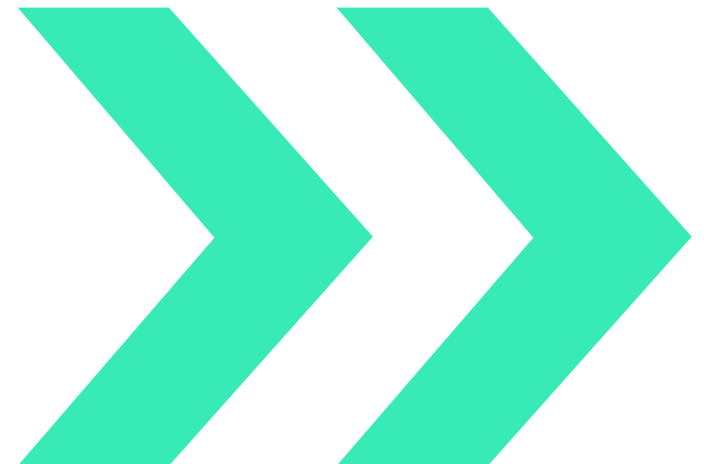
L'euskara doit retrouver sa place dans l'espace public

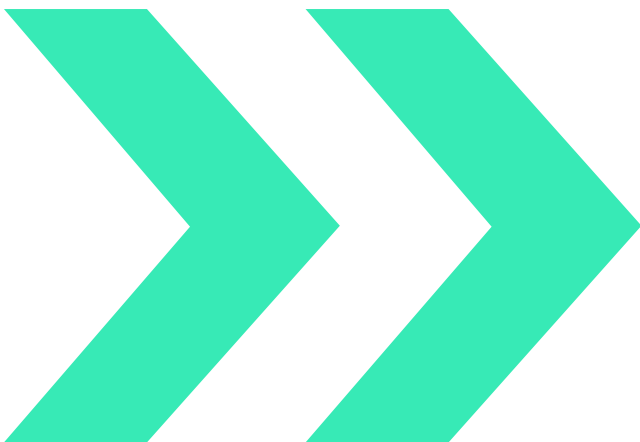
Du 18 novembre au 2 décembre, les institutions encouragent à parler le basque. C'est Euskaraldia.

Durant deux semaines, les Ahobizi (personnes qui s'engagent à débiter toutes leurs conversations en basque) et les Belariprest (celles qui invitent tous les bascopphones à s'adresser à elles en basque) sont invitées à utiliser l'euskara dans leurs échanges au quotidien. En bref, Euskaraldia est une manière de favoriser la pratique de la langue basque et de montrer qu'elle a sa place dans l'espace public. Des badges Ahobizi et Belariprest sont remis aux personnes bascopphones inscrites. Sur les réseaux sociaux, ces mêmes signes, virtuels, sont visibles par toutes et tous, sans plus de démarches. Tout le monde est invité à donner sa place à la langue basque.

Pour cette action en faveur de l'euskara, avec 40 000€

chacune, la Communauté Pays Basque et l'Office Public de la langue basque, soutiennent Ipar Euskal Herriko Euskaltzaileen Topagunea, l'association organisatrice. L'ensemble des acteurs du territoire (communes, bibliothèques etc.) proposent ensuite des événements pour faciliter les échanges comme à Hendaye, Ciboure, Saint-Pierre d'Irube, Bayonne...). Cette initiative vise surtout tous les bascopphones, euskaldun zahar et euskaldun berri, à s'exprimer en langue basque dans la sphère interindividuelle, sociale et ou publique. C'est une belle initiative qui doit permettre à notre territoire de se réapproprier sa langue et son identité, celle de notre territoire depuis plus de 2 100 ans.





La Main d'Irulegi nous montre le chemin

Ces derniers jours, des archéologues ont découvert un texte en basque sur une main en bronze. Cette « main d'Irulegi » démontre que nos ancêtres parlaient le basque mais qu'ils pouvaient surtout l'écrire dans la sphère privée et sociale. En effet, selon l'équipe du centre de recherche scientifique basque Aranzadi, qui pilote les travaux, cette main aurait été accrochée à une porte d'entrée « en signe de bienvenue et de vœux pour les résidents et les visiteurs ». « Bonne chance » ou « Bonne fortune » dirait-on aujourd'hui. Cette découverte démontre surtout que la langue basque est autochtone. C'est la langue ancestrale de notre territoire qui y a précédé le français et l'espagnol notamment.

En Iparralde, depuis ces vingt dernières années, une politique linguistique en faveur de l'euskara a été initiée. En 2004, l'Office Public de la Langue Basque (OPLB) a vu le jour pour développer cette politique linguistique visant à préserver ce patrimoine immatériel. Malgré cet effort, nous constatons chaque jour qu'il y a de moins en moins de transmission familiale de l'euskara. Il est de notre responsabilité de demander à l'Education nationale de faire en sorte que nous puissions former, durablement et sérieusement, des locuteurs ici, sur son territoire originel. Rappelons que L'Education Nationale a une dette envers l'euskara qu'elle a contribué à affaiblir durant des décennies. Pourtant, il y a quelques mois, il y eut les débats sur la nécessité de la Loi Molac qui portait sur la

création de classes immersives publiques, des débats remettant en question la préservation des patrimoines linguistiques en France. La politique linguistique reste très fragile.

Le renforcement de l'offre d'enseignement en euskara et en gascon doit être acté ainsi que les moyens pour l'accompagner. Le 14 novembre dernier, environ un millier d'étudiants et de professeurs, accompagnés de leurs parents, se sont rendus à Bordeaux pour réclamer le droit de passer des examens en basque. C'est une demande sociale légitime. Aujourd'hui, le Pays basque nord doit bénéficier d'un statut de l'euskara pour bénéficier de garanties juridiques le protégeant. Soutenons Euskalaldia et toutes les initiatives qui contribuent à faire une place à la langue basque dans l'espace public. Défendons le bilinguisme dans l'espace public. Encourageons l'utilisation et la préservation des langues qui font partie de notre patrimoine. C'est la direction que nous rappelle la Main d'Irulegi, depuis plus de 2 100 ans. C'est celle que nous soutenons à EAJ-PNB.



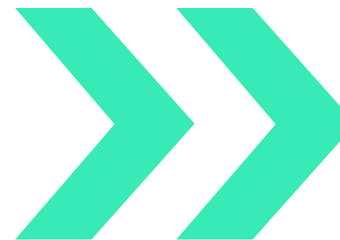
Beñat Arrabit,

Membre d'EAJ-PNB,

Elu communautaire, en charge
de la politique linguistique (2017-2020)



Article paru dans la Semaine du Pays
Basque n° 1506, le vendredi 04 Nov.



COP27, ne baissions pas la garde ...

Le drame écologique est en train d'être banalisé. Un sentiment de lassitude face à l'annonce des accidents météorologiques s'installe chaque jour plus fort. Même la COP et ses délégations gouvernementales n'y arrivent plus.

A l'instar de la COP 27 qui vient de se clôturer en Egypte, les grands sommets internationaux ne suffiront pas à trouver des solutions pour chacun. La communauté internationale s'est mise d'accord pour indemniser les victimes du réchauffement climatique mais rien n'est fait pour trouver des alternatives aux énergies fossiles... Nous sommes au pied du mur. On annonce la disparition des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique, l'extinction de barrières de corail... Plus proche de nous, fin octobre, la Somme, le Pas-de-Calais et l'Eure ont été très durement touchés par une tornade qui a déboulé sur plus de 200kms, rendant inhabitables nombre de maisons. Mais pour nous, ici, en Pays basque, c'est bien loin. Ce qui est tangible, ce sont ces températures exceptionnelles et une réduction spectaculaire de nos réserves en eau, qui devraient nous alerter mais dont on s'accommode plutôt bien. C'est en cela que le drame écologique se banalise, sur le terreau de l'habitude grandit l'indifférence. Pourtant, nous aspirons tous à agir pour réduire notre impact environnemental. Si des accords au niveau international sont devenus hypothétiques, faisons en sorte qu'au niveau local, les pouvoirs publics puissent conduire cette évolution.

A EAJ-PNB, nous pensons que nous avons besoin d'une sensibilisation globale, locale et personnalisée aux économies d'énergie. Nous devons adopter une utilisation responsable et efficace des ressources, de l'énergie et des combustibles. Une sensibilisation

locale, familiale et personnelle aux économies d'énergie et à l'utilisation responsable et efficace de toute ressource est devenue fondamentale à cette révolution de la durabilité. En Euskadi, le gouvernement basque a décidé d'encourager les recommandations de l'Agenda 2030 (*) en particulier en matière d'économie d'énergie. Rappelons que les économies d'énergie ne sont pas suffisantes, mais elles sont indispensables dans ce processus de changement que nous devons tous opérer.

EAJ-PNB soutient les efforts institutionnels et locaux en matière environnementale

Le Secrétariat général pour la transition sociale du gouvernement basque, via son Agenda 2030, s'est engagé à promouvoir les économies d'énergie au cours des prochains mois. Cet engagement civique prendra la forme de campagnes d'information et de sensibilisation à la nécessité et à l'opportunité d'adopter des changements dans la vie quotidienne. Il devra réduire la consommation d'énergie et mieux utiliser les ressources. Ces propositions seront alignées sur les critères et les orientations adoptés par l'Union européenne, l'État espagnol et les institutions basques. Par exemple, dans la sensibilisation à l'utilisation des véhicules privés et à la promotion des transports publics, la réduction et l'optimisation des consommations en matière de climatisation, de chauffage, d'eau chaude, d'électricité et d'appareils ménagers

; ou encore, en matière de consommation, l'application des critères de responsabilité, d'efficacité, de proximité, de réutilisation et de recyclage... sont des axes prioritaires de travail.

EAJ-PNB est un parti progressiste ; nous défendons des solutions institutionnelles en matière environnementale. Si les initiatives politiques doivent montrer le cap, les changements de comportement concernent avant tout les individus et les citoyens. Nous appelons également la Communauté Pays Basque et la Région Aquitaine à s'aligner, autant que possible, sur les orientations de l'Agenda 2030 et de l'Union européenne, qui proposent un projet de développement durable et qui engage ses partenaires sur la voie de la paix et de la prospérité ; une proposition qui répond à notre actualité.

(*) Agenda 2030 : programme de développement durable, adopté par les 193 membres de l'ONU en 2015, qui prend en compte des objectifs de paix et de prospérité.



Jean Tellechea
Secrétaire de l'IBB
Membre d'EAJ-PNB

La Semaine
du Pays Bas

Article paru dans la Semaine du Pays
Basque n° 1509, le vendredi 09 Déc.

« Pisua izan nahi dugu erabakietan, zatitu gabe »

Euskal Hirigune Elkargoan ikusten dituzten «akat-sak» konpontzeko «kontsentsuak» lortu nahi ditu Etxelekuk talde politikoa sortuta. Baina «gehiengoak mugitu» daitezkeela dio.



Peio Etxeleku, lehen planoan, Elkarrekin Herriarentzat taldearen aurkezpenean. BOB EDME

Heletan (Nafarroa Beherea) duen gasnategian eman du hitzordua Peio Etxelekuk (Donazarre, Nafarroa Beherea, 1974), as-teartean. Kanboko (Lapurdi) hautetsi, Errobi lurralde eremuko erreferente eta EAJren Ipar Buru Batzarreko presidenteak atzo bidali zion gutuna Jean Rene Etxegarai Euskal Hirigune Elkargoko lehendakariari, jakinarazteko 44 hautetsik Elkarrekin Herriarentzat talde politikoa osatu nahi dutela —joan den

asteen aurkeztu zuten—. Elkarriketa hasi aitzin, mahai gainean duen txosten mardula erakutsi du: «Hau da irakurri behar duguna, anexorik gabe». Joan den ostiralean eskuratu zituzten bihar eztabaidagai izanen dituzten deliberoen ehunka orrialdeko dokumentuak; legeak baimentzen duen mugan. «Hor badira milioika euro».

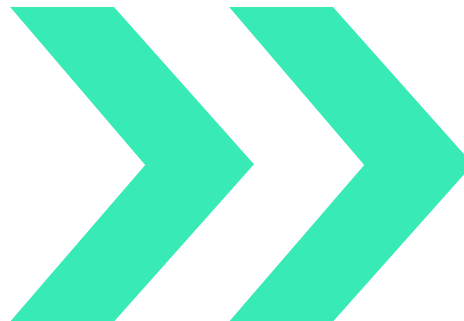
Zertarako talde politiko bat?

Barne araudiak parada eskaintzen duelako. Gure artean debate, azterketa eta proposamen gune egituratu bat sortzen badugu,

hautetsi rola hobeki eta osoki betetzen lagunduko gaituela uste dugu. Badugu nahikari baikor eta proposamen egile bat, baina baita begirada kritiko bat ere hirigune elkargoaren ibilbideari buruz: gehiegizko zentralizazioa dagoela, erabakiak biziki esku gutxitan eta debate gutxiarekin hartzen direla; inbertsioei buruz gardentasun falta sentitzen dugu, eta lurraldeen arteko desoreka, txikitu orde, indartu dela uste dugu.

Zergatik orain?

Primaderan hasi ginen taldea osatzen, eta handituz joan da



irizpide komunak genituen hautetsiekin. Kontsideratzen dugu gaizki izendatua izan den «lurralde proiektu» horren onartzean herriak bereziki, baina lurralde batzuk ere, ez direla aski kontuan hartuak izan. Gehiago da egiten diren ekintzen katalogo zehatz bat; ez baitezpada hemendik 15 urterako [lpar] Euskal Herria marrazten duen anbiziozko dokumentu bat. Sei urte ditu elkargoak; lehen bilana egiteko beharra sentitzen dugu. Nahikari bat dugu: lurralde proiektu bat berriz diseinatzea, eta hori gauzatzeko beste gobernantza modu bat eta egiturarentzat beste antolaketa bat.

Zer funtzionamendu duzue?

Nahiko kolektiboa. Aski erregulariki biltzen gara. Ukanen ditugula bi ardatz: epe ertain eta luzerako gure proposamenak lantzea, eta aurkeztuko zaizkigun gaiak elkarrekin aztertzea. Ez dugu aurreikusten derrigorrezko botorik edo posizio finkaturik hartzea. Bakoitzak bere libertatea izanen du, bai bozkan eta bai adierazpenetan.

Zein da taldearen helburua?

Arrangura berak zituzten hautetsiak batzea, eta proposamen zehatzak lantzea elkarrekin. Talde horren bidez, giza baliabide batzuk

lortzea gure erabakiak hobeki prestatzeko. Ahalaz, erabakiak eraikitze gaurko gobernuarekin. Ez gara oposizio edo leku hartze nahi batean, zinez.

«Gu» diozu. Alta, zu joan zara hautetsiak ikustera, zu ari zara elkarrizketak ematen hedabideetan... Zer leku du Peio Etxelekuk talde politiko horretan?

Rol aktibo bat, beste batzuek bezala, zinez. Zinez. Nahiko independentea naiz ene pentsamenduetan. Gauzei so egiten diet ene beste munduetako esperientziarekin. Eta, lurralde honi diodan atxikimendua eta hirigune elkar-goaren sortzean izan nuen militantzia kontuan hartuz, uste dut merezi duela beste ikuspegi bat, eta demokrazia mailan beste egiteko molde bat. Beste antolakuntza iturri batzuei inspiratuz, bai hurbiltasunean eta bai efikazian irabazten ahal duela uste dut. Bakartua zarelarik, zure basamortuan bakarrik aldarrikatzen duzularik, ez da emaitza anitzik lortzen. Ohartu gara bereziki batzorde iraunkorrean ginen hautetsi batzuek ikuspegi berdintsua gurea.

Horregatik diot «gu», hastapenetik taldetxo bat ginelako. Bataren eta bestearen ezagutzak baliatuz dugu lehen sare hori osatu.

Nor zineten?

Anne-Marie Nadaud, Laurent Intxauspe, Francis Dagorret, Arño Gastanbide hastapenean — baina EH Bairekin joan da—, Pierre Eiherabide eta Xavier Lacoste.

Diozunez, 70 hautetsi inguru lirateke zuen taldearen inguruan. 40 bat biltzen dira EH Bairen inguruan...

Erdiak... [Atzo aurkeztu zuten Bil Gaiten taldea, 27 hautetsik].

Badira Frantziako ezkerreko alderdietakoak ere...

Dozena bat...

Zenbakiak ongi dakizkizu. Zer dio zure kalakulagailuak?

Lurralde honen ordezkaritza ez da alderdiei loturiko ordezkaritza.

Zenbakiez ari gara, hautetsi kopuruaz. 232ren erdia 116 da. Zer dio zure kalkulagailuak?

Ez dakit zer erraten duen. Ez du horrela funtzionatzen gaur egun. Ez du blokeka funtzionatzen.

Baina gehiengoka bai.

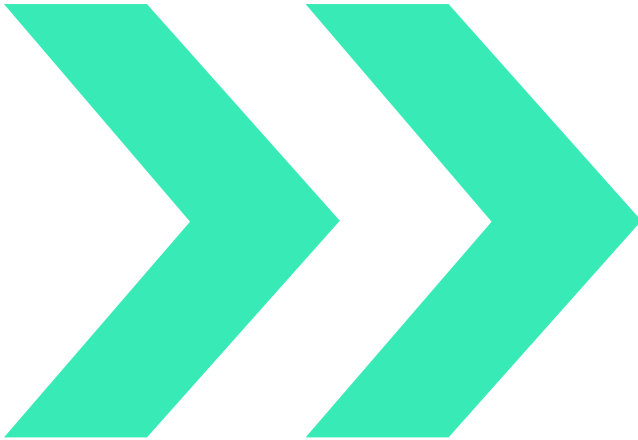
Gehiengoak mugitzen dira. Biziki. Nik horrela hautematen dut hastapenaz geroztik.

Eta mugitu nahi dituzue?

Guk nahi dugu erabakietan pisua izan. Hara. Zatitu gabe.

Pisatzeko, gehiengoa behar da.

Edo, sentsibiltate eta lurralde berezitasun ezberdinak kontuan hartuz, eraiki, elkarrekin. Orain arteko metodoa kontsentsua bilatzean oinarritzen zen. Segur aski ezagutu ditu, noiztenka, klientelismotzat izan dituen akats batzuk. Eta badira erabaki batzuk dudak ekartzen dituztenak. Baina ez du erran nahi gaur egun lurraldeko hautetsiek orokorki, eta gure taldekoek bereziki, ez dutela hala ere entseatu nahi kontsentsua bilatzen duten erabakiak aurkitzen. Horrek erran nahi du bloke enfrontazioko fase batean sartu aitzin segur aski saiatuko garela, saiatuko direla, espero dut, gaur egun gehiengoarentzat ardura bozkatu dutenak ere, erabaki politikoenak edo estrategikoenak el-



karrekin lantzen. Nik pario hori egiten dut. Inuxentea baldin bada ere.

Norekin lortuko dituzue gehiengoak?

Ikusiko da zer erabaki den. Egiazki, ezin da erantzun horrela. Ikusi dugu, gai batzuk minberatsuak eta inportanteak zirelarik, gehiengo zabalak lortzen ahal ez zirelarik, bi alde agertu direla. Pentsatzen dut bereziki itun fiskal eta finantzarioan. Normalki, horrelako itun mota bat kasik aho batez onartua izan beharko litzateke gurea bezalako erakunde batean. Hainbeste du egituratzen herrien eta hirigune elkargoaren arteko harremana, askoz ere indar gehiago hartzen baitu kontsentsuz egina bada. Aldi horretan ez da hala izan.

Kontsentsuaren bidez ezin bada zuek nahi dituzuen al-daketetara iritsi, gobernantzaren punta, hau da, lehen-dakaria ere aldatzea planteatzen zenezakete?

Ez gara horretan. Ez gara ikuspegi horretatik ari... egia... gaur egun.

Lehendakari egokia da, beraz, gaur egun Etxegarai?

Puntu komuna da, hasteko. Komunena. Hautagai bakarra izan da, eta, beraz, hautatua izan da. Nahi diot eskaini leialtasunez, eta lurraldearen interesa gain-gainetik ezarri, elkarrekin lanean hartzea lurraldearentzat. Onartuz behar direla zuzenketa batzuk egin, bai gure barne egitura, eta baita orain arte onartuak eta martxan ezarriak izan diren inbertsioetan eta ekintzetan ere. Eta hemendik agintaldi bukaerara, gelditzen zaizkigu hiru urte pasa; oraindik bide luzea da; hautu egiturazaleak hartuak izaten ahal dira lehen faseko ibilbidearen akatsak zuzentzeko.

Luzatzen diozun eskua onartuko ez balu, bere lekua hartzeko hautagai zinateke?

Optimista naiz ni.

Baliabideak nahi dituzue. Posible ikusten duzu biltzarrak onartu ditzan?

Lehen erabaki esanguratsu bat izanen da, hasteko. Aipatu dugu nola halako egitura handi batean zaila den profesionalak ez garen hautetsientzat gure erabakiak lantzea eta gure gogoetak oinarritzea. Uste dut demokraziaren osagarriarentzat beharrezkoak direla baliabide horiek. Eta horretaz ez badugu gehiengo bat konbentzitzen ahal, pixka bat beldurgarria izaten ahal da, hala ere, hirigune elkargoaren funtzionamendu demokratikoarentzat.

Biltzarrak onartuko ez balu, beste biderik izaten ahal duzue kolaboratzaile bat lortzeko?

Hautetsi bakoitzak bere soldataren parte bat ezar lezake. Baina, hautetsi xume zarelarik, gutxi gorabehera bideko gastuak

estaltzen ditu. Hirigune elkargoak emanen ez baligu, ez guke baliabiderik, eta taldearen aktibitatea biziki murriztua litzateke.

EAJk ordain lezake langile bat?

Ez. Argi da ez dugula alderdi bati lotuak izan nahi.

Eta Peio Etxelekurentzat ordain lezake?

EAJk ordaintzen ditu EAJrentzat. Gaur egun duen egitura du Iparraldean, ez du aldatzekorik.

Zer begirada du Sabin Etxeak honi guziari buruz?

Begirada oso interesatua. Hurbil-hurbiletik jakinean da, ene ahotsaren bidez. Uste dut alderdiko hautetsien jokabide komuna —gutxi gara, baina bide beretik goaz; ez da kasua beste alderdi guzientzat— begi onez ikusten duela. Gure rolean eta gure kulturen gaude. Indar ezberdin batzuk biltzea, kultura federalistago bat proposatzea, eta martxan ezartzen saiatzea gure instituzioetan. Eta, orokorki, diru publikoak erabilpen efikazagoa eta lurraldeari dagokionez orekatuagoa izan dezan lan egitea.

Talde politikoak EAJ indartzeko balio izan dezake?

Ez du hori helburua. EAJko hautetsiok, lehenik, ahal bezain eredugarri izan nahi dugu gure ibilbidean, inspirazio iturri gisa ager dadin beste hautetsientzat.